



Nouveau flacon, vieux saké

Avec des élections législatives anticipées qui se profilent à l'horizon, le nouveau gouvernement japonais formé, mercredi 9 août, par M. Toshiki Kaifu, apparaît comme le résultat d'un fragile compromis entre deux exigences contradictoires. L'une vise à donner une image renouvelée du personnel conservateur, impliqué dans le scandale Recruit-Coemoss et massivement désavoué par l'électorat le mois dernier, l'autre à préserver le système traditionnel des factions qui a dominé l'histoire du Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir depuis 1955.

Après la déroute de ce dernier aux élections sénatoriales de juillet, la vie politique japonaise se trouve à un point crucial de son histoire. Le PLD a pour la première fois perdu la majorité au Sénat au profit d'une opposition dominée par la dynamique Mme Taisako Doi, présidente du Parti socialiste (PSJ), qui n'a cessé, depuis, de réclamer un scrutin législatif anticipé.

Les élections, prévues en principe pour l'été 1990, pourraient avoir lieu dès la fin de cette année ou au début de l'an prochain et traduire, dans les faits, la fin de la domination du PLD.

Avec cette échéance majeure à la clé, M. Kaifu, qui s'est engagé à promouvoir « le dialogue et la réforme », se devait de présenter une façade renouvelée : aucun des vingt-deux membres du nouveau cabinet ne faisait partie du gouvernement de M. Sôsuke Uno, éphémère prédécesseur de M. Kaifu, même si sept d'entre eux ont déjà été ministres dans le passé. La présence de deux femmes a également été saluée comme un progrès. L'opposition et la plupart des journaux ont cependant regretté que la « logique des factions » ait prévalu dans la distribution des portefeuilles. La représentation de ces clans au sein du cabinet Kaifu est quasiment identique à celle qui avait prévalu au sein du dernier gouvernement de M. Noboru Takeshita, lequel continua de diriger en coulisse la principale faction du PLD en dépit de son implication dans l'affaire Recruit, qui l'avait contraint à la démission en avril.

Abaissement de dures tractations, le fragile équilibre gouvernemental devrait limiter les ambitions de M. Kaifu, d'autant que les conservateurs n'ont pas fini de payer, auprès de l'électorat, leurs implications dans des scandales financiers ou d'alcool. Tout cela fait un peu l'effet d'une nouvelle bouteille, mais remplie d'un vieux saké. M. Kaifu semble avoir reçu pour mission de ses pairs vigilants de tenter d'éviter une débâcle électorale, plutôt que des encouragements à prendre des initiatives.

Il reste que le monde des affaires se garde d'afficher la moindre émotion, comme si l'entreprise « Japon Ltd » fonctionnait sans trop s'inquiéter des déboires d'une direction politique apparemment usée et sans grande imagination. La nouvelle page qui s'annonce dans la vie politique japonaise n'ébranle pas, du moins pour l'instant, la sérénité d'une puissance financière impériale à son zénith. Cette dernière semble accepter que le PLD, avec lequel elle est pourtant si étroitement liée, perde un monopole exercé pendant trente-quatre ans.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 08110 - 4,50 F



L'attentat dans le sud du Liban

Israël et le Hezbollah dans le cycle des représailles

L'attentat anti-israélien à la voiture piégée de mercredi 9 août dans le sud du Liban, organisé par le Hezbollah libanais, en riposte à l'enlèvement du cheikh Obeid, risque de déclencher un nouveau cycle de représailles, qui ne facilitera pas les négociations, déjà très compliquées, dans l'affaire des otages.

A Jérusalem, la presse s'interroge sur ce que sera la riposte de l'armée. Le dilemme des dirigeants est de taille : ils ne peuvent laisser sans riposte une action qu'ils assimilent à une opération terroriste, mais en même temps ne souhaitent pas compromettre les chances d'une libération négociée des otages.

Les représailles - si jamais elles ont lieu - seront donc probablement graduées.

An Liban, cependant, le Hezbollah semble déterminé, en dehors de toute autre considération, à poursuivre la lutte contre l'Etat hébreu dont les forces occupent une partie du sud du Liban. Le cheikh Fadallah, le dirigeant spirituel du Hezbollah, a affirmé

que l'opération de mercredi ne constituait qu'un « avertissement » et que d'autres opérations suivront.

A Washington, le président Bush, tout en prenant à son compte le refus de son prédécesseur de « négocier avec les terroristes », a modifié quelque peu le ton de son approche du problème des otages en laissant entendre qu'il était prêt à faire preuve de souplesse s'il pouvait obtenir leur libération sans mettre en danger la vie d'autres Américains.

(Lire page 5 les articles de FRANÇOISE CHIPPAUX, MARIE-CLAUDE DECAMPS et ALAIN FRACHON.)

Le ralentissement de l'activité aux Etats-Unis

La Réserve fédérale craint l'arrêt de la croissance

Le rapport réalisé par les antennes régionales de la Réserve fédérale, et rendu public le mercredi 9 août, confirme le ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis. La fin du cycle actuel de croissance sera-t-il marqué par une baisse contenue de l'activité ou par une récession brutale ?

Il n'a jamais été autant question de récession aux Etats-Unis, depuis les semaines qui suivirent le krach boursier d'octobre 1987. Aujourd'hui encore, cependant, les marchés financiers demeurent euphoriques. Lundi 7 août, alors que plusieurs indicateurs témoignaient du ralentissement de l'activité aux Etats-Unis venaient d'être publiés, l'indice Dow Jones des valeurs boursières gagnait 41 points ; il a pratiquement rejoint son plus haut niveau historique atteint mois pour mois il y a deux ans. Avec des taux d'intérêt orientés à la baisse, un dollar ferme et des autorités monétaires qui donnent l'impression de maîtriser parfaitement « l'atterrissage en douceur » de l'économie, les investisseurs affluent toujours

sur le marché américain. Si le ralentissement de la croissance américaine est indéniable, la période actuelle n'en est pas moins incertaine. Les économistes, échaudés par leurs erreurs de prévisions pour l'année 1988 (qui eût dit que la croissance économique allait être si vigoureuse ?), s'aventurent peu dans les pronostics. Nul ne peut dire en toute certitude si l'activité économique va se poursuivre à un rythme ralenti, avant de repartir à la hausse (scénario du « soft landing »), ou si la croissance du PNB va devenir négative, marquant le début d'une véritable récession.

FRANÇOISE LAZARE.
(Lire la suite page 19.)

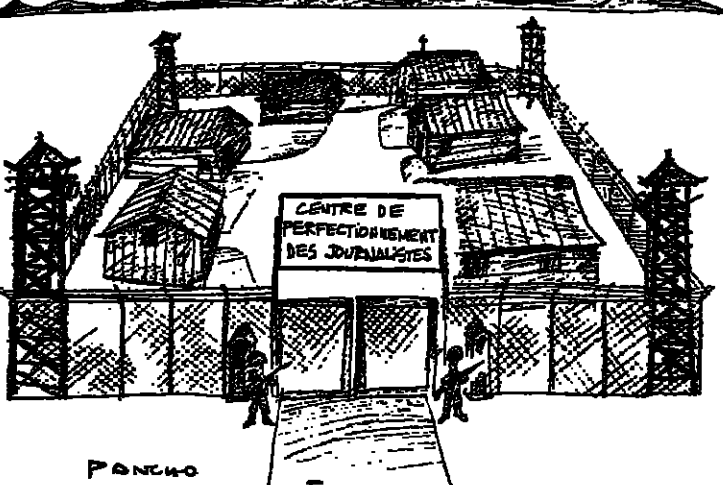
Après la transparence, l'« unité »

La presse chinoise mise au pas

Le résultat de la répression dans les milieux de la presse - accusée d'avoir pactisé avec la « rébellion contre-révolutionnaire » du printemps - apparaît à la lecture des journaux chinois, où dominent le conformisme et la délation.

PÉKIN
de notre correspondant

Un journal de Pékin a lancé un concours qui récompensera les auteurs des « meilleurs » récits inspirés par « la rébellion contre-révolutionnaire » et sa répression. Les écrivains amateurs brodent sur les thèmes de la propagande officielle à la gloire des militaires, et sont priés d'« émouvoir l'âme » du lecteur - ou, en tout cas, du commissaire politique. Un autre organe de la presse officielle écrite, dans le Yunnan (sud), a



déjà rétribué trente-deux contributions extérieures de « citoyens-reporters » auteurs de dénonciations à l'encontre de cadres corrompus. L'un d'eux, Li Yue-

et les organes de supervision soutiennent réellement la dénonciation de la corruption ». Il écrit un article accusant ses employeurs d'avoir détourné 150 000 yuans (mille mois de salaire pour un fonctionnaire bien payé).

L'article fut publié, mais l'histoire ne dit pas quel fut le montant de la « pige » versée à ce collaborateur d'un jour.

Telles sont les deux formes de contributions que privilégie aujourd'hui la presse officielle chinoise, après avoir pendant quelques semaines fonctionné comme un organe d'information authentique. La première représente un acte d'allégeance morale à la vérité officielle, exprimée sur un mode émotionnel propre à tirer les larmes des gens simples.

FRANCIS DERON.
(Lire la suite page 4.)

Un rapport d'ATT sur la carte mondiale des télécommunications

Le téléphone inégal

Un téléphone sur trois dans le monde est installé sur le continent nord-américain. Tokyo, Paris ou New-York comptent plus de lignes que l'Afrique tout entière. Si la Suède pulvérise les records avec près de 66 lignes pour 100 habitants, ce taux s'effondre à 1,6 en Afrique et à 1 au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est. Devant le téléphone aussi, les nations sont inégales.

American Telephone and Telegraph (ATT) ne mérite jamais autant son surnom de « Ma Bell » que lorsqu'elle publie son annuaire sur le téléphone dans le monde. Car ce document (1) de trois cents pages, dont la première édition remonte à 1912, est une mine de renseignements et une source de méditation sans fin. S'il donne une nouvelle illustration des déséquilibres internationaux devant les technologies de pointe, cet atlas du téléphone est riche aussi d'enseignements sur les zones d'influences - politiques ou économiques - des grandes nations ou sur le degré

de dépendance des petites. On y décèle encore la trace des affinités linguistiques, celle de tel ou tel flux de travailleurs migrants, ou les grands déséquilibres régionaux (phénomène des mégapoles).

ATT dénombre plus de 423 millions de téléphones dans tous les pays du monde où elle a pu collecter des données (2), soit en moyenne 13 appareils pour 100 habitants.

En hausse de 5 % en un an et de 43 % en cinq ans, ce chiffre masque de grandes disparités, puisque deux téléphones sur trois sont installés dans deux grandes régions : l'Amérique du Nord et l'Europe (Est et Ouest confondus). Bien évidemment, les Etats-Unis arrivent en tête par le nombre de lignes (118 millions) - devant le Japon (50 millions) - mais ils se font battre par les pays nordiques, qui remportent la palme du taux d'équipement par habitant.

Prix d'excellence à la Suède (65,6 lignes pour 100 habitants), au Danemark (55) ou à la Finlande (48) mais aussi à la Suisse (53), à la France (44,7) et à la

RFA (45), qui ne font pas pâle figure aux Etats-Unis (48 téléphones pour 100 habitants) ou au Japon (41).

Si la Chine populaire est totalement absente de ces statistiques, l'URSS y est réapparue après sept ans d'absence. Bien que ses performances s'améliorent (quatre millions de postes de plus), elle reste loin derrière le gros du peloton avec ses 27,6 millions d'appareils. Et un taux d'équipement de 9,7, inférieur à la moyenne mondiale, qui signifie en clair qu'un Soviétique sur 10 a le téléphone. Alors qu'un Américain sur deux est abonné...

FRANÇOISE VAYSSE.
(Lire la suite page 18.)

(1) The World's Telephones peut être obtenu auprès d'ATT, 26 Parkway Road, Whippany, NJ 07981-9990 en adressant un mandat postal ou un chèque bancaire international d'un montant de 34,95 dollars plus 3 dollars pour les frais d'envoi.

(2) Les chiffres collectés concernent plus de 3 milliards d'habitants. Ils sont incomplets car 41 % des administrations de téléphone ou des opérateurs de téléphone n'ont pas communiqué leurs statistiques.

Elections

au Québec le 25 septembre

L'Assemblée provinciale a été dissoute
PAGE 4

Reprise des feux de forêt

Un point de vue d'Haroun Tazieff
PAGE 7

Sécurité aérienne

Les électroniciens confirment leur grève
PAGE 22

Agitation en Estonie

Les russophones cessent de nouveau le travail
PAGE 5

Pèlerinage

250 000 jeunes prennent le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle
PAGE 8

XIX - Mers-el-Kébir un drame passionnel

Le Monde

■ Georges Nard : lettres d'un esclave. ■ Henry Roth et l'apprentissage de la nuit. ■ Le laboratoire Bator. ■ Sade, bien vivant. ■ La pastorale grinçante d'Hugo Claus.

Pages 9 à 13

Le sommaire complet se trouve page 22

cet été, Sagan

Un roman-fleuve, un roman-pêche. CHRISTIAN CHARRIÈRE "LE FIGARO"

La laisse
Juillard

هنا من المنزل

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

A la fin du mois de juin, Churchill craignait que la flotte française ne passât aux mains de l'ennemi. D'où l'opération « Catapult » visant soit à en prendre le contrôle, soit à la neutraliser. A Mers-el-Kébir, près d'Oran, c'est le drame : la Royal Navy tire sur des bâtiments français. On dénombre 1 297 tués.

Le 3 juillet 1940, à 17 h 54 BST (heure d'été britannique), l'amiral James Somerville faisait hisser sur le *Hood*, le croiseur de bataille le plus important de la Royal Navy, le pavillon ordonnant le tir. Hauteur : 14 000 mètres ; objectif : la rade de Mers-el-Kébir, où, 6 kilomètres à l'ouest d'Oran, était mouillée, sous le commandement de l'amiral Gensoul, une partie de la flotte française de l'Atlantique : soit 4 cuirassés et un transporteur embossés l'arrière à la jettée qui courait parallèlement au rivage, cap vers la terre, et 6 contre-torpilleurs, au fond de la rade, l'avant vers la passe.

Les pièces de 380 qui équipaient les plus gros des navires britanniques faisaient presque immédiatement mouche : la troisième saive atteignait le *Provence*, qui s'échoua à la côte, et surtout frappait de plein fouet le *Bretagne*, qui coula en quelques minutes. Touché à son tour, le *Dunkerque* devait se réfugier au fond de la rade, tandis qu'un des contre-torpilleurs faisait eau. Somerville fit cesser le feu : le carnage avait duré moins de vingt minutes.

Depuis cent vingt-cinq années, la flotte de Sa Majesté n'avait plus fait feu sur les navires de la Royale. Quelques mois avant ce fustige 3 juillet, le *Hood* et le *Dunkerque* avaient même été « amateletés », naviguant donc côte à côte en mer du Nord. Aussi Churchill avait-il pris bien soin de télégraphier à l'amiral Somerville, le 2 juillet : « Vous êtes chargé de l'une des missions les plus désagréables et les plus difficiles qu'un amiral britannique ait jamais eues à remplir ; mais nous avons la plus entière confiance en vous et comptons que vous l'exécuterez rigoureusement. » Essayons de comprendre.

MERS-EL-KÉBIR, c'est avant tout un enfant de l'armistice et de la rupture entre Britanniques et Français. Churchill, qui regrettait cette séparation, avait exigé que la flotte française, la quatrième du monde par son tonnage, qui possédait des unités très modernes, montées par des équipages expérimentés, rejoigne les ports britanniques. Il savait en effet que la survie de la Grande-Bretagne dépendait de la capacité de la Royal Air Force à tenir tête à l'aviation allemande, ce qui impliquait que la Royal Navy garde la maîtrise des mers. C'est pourquoi l'amiral britannique envoyait des télégrammes exigeant que « la flotte française [fût] envoyée dans les ports britanniques en attendant les négociations [...] concernant l'armistice ». Le nouveau ministre des affaires étrangères, Paul Baudouin, affecta de ne leur attribuer qu'une valeur documentaire, et il est vrai qu'ils furent presque immédiatement retirés. Ce fut le malentendu originel.

À dire vrai, depuis la mi-juin, le cabinet britannique n'avait plus confiance en son ex-allié. Il est vraisemblable que les « lords de la mer » n'ont pas connu le contenu exact de la consigne impérative d'autosabotage donnée par Darlan le 24 juin. Ils étaient, en revanche, profondément inquiets du contenu de l'article 8 de la convention d'armistice : la flotte française, qui n'était que désarmée, devait être dans les « ports d'attache des navires en temps de paix », à savoir pour les deux tiers des bâtiments de guerre en zone occupée ; autant dire, pour les Anglais, à la disposition de la Wehrmacht.

Les Français, eux, étaient décidés à ne pas livrer la flotte, d'ailleurs invaincue, pour garder en main un maximum d'atouts quand s'ouvriraient des négociations de paix qu'ils estimaient proches. Et ceux qui venaient d'accéder aux affaires avaient fort mal reçu les sermons de Churchill contre le « gouvernement de Bordeaux », affirmant que « toutes les ressources de l'Empire colonial et de la flotte passeraient rapidement entre les mains de l'ennemi, qui les

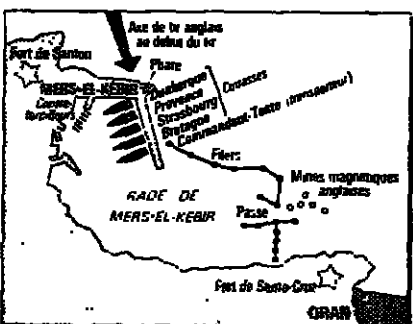
utiliserait à ses propres fins ». Qu'on pût mettre en doute sa parole irritait au plus haut point François Darlan, naguère amiral de la flotte et désormais ministre de la marine, exaspéré par le refus de l'amirauté britannique, à Portsmouth comme à Alexandrie, de laisser partir les bâtiments français en direction des ports d'Afrique du Nord. C'est ce que traduisait son ultime consigne chiffrée du 24 juin à ses amiraux : « Précautions secrètes d'autosabotage doivent être prises pour que l'ennemi ou étranger s'emparant d'un bâtiment par la force ne puisse pas s'en servir. » On a bien lu : « ennemi ou étranger ». Mers-el-Kébir n'était plus très loin.

Le Naval Staff en arrivait, le 24 juin, à la conclusion qu'il fallait, dans les plus brefs délais, prendre le contrôle de la flotte française, ou au moins neutraliser, si nécessaire par la force, ses unités les plus modernes. Les chefs d'escadre consultés, tous ou presque, mirent catégoriquement en garde les « lords de la mer » contre pareil projet. Peine perdue.

Le 27 juin était adopté le principe d'une opération tous azimuts, baptisée « Catapult ». Son succès dépendait de l'effet de surprise, et, comme on ne pouvait dégarner les côtes britanniques pendant plus d'une semaine, il fallait agir rapidement. Le 1^{er} juillet, le cabinet de guerre, qui, si l'on en croit Churchill, « n'hésita pas un seul instant », donna l'ordre à la Royal Navy de se préparer à exécuter « Catapult » deux jours plus tard.

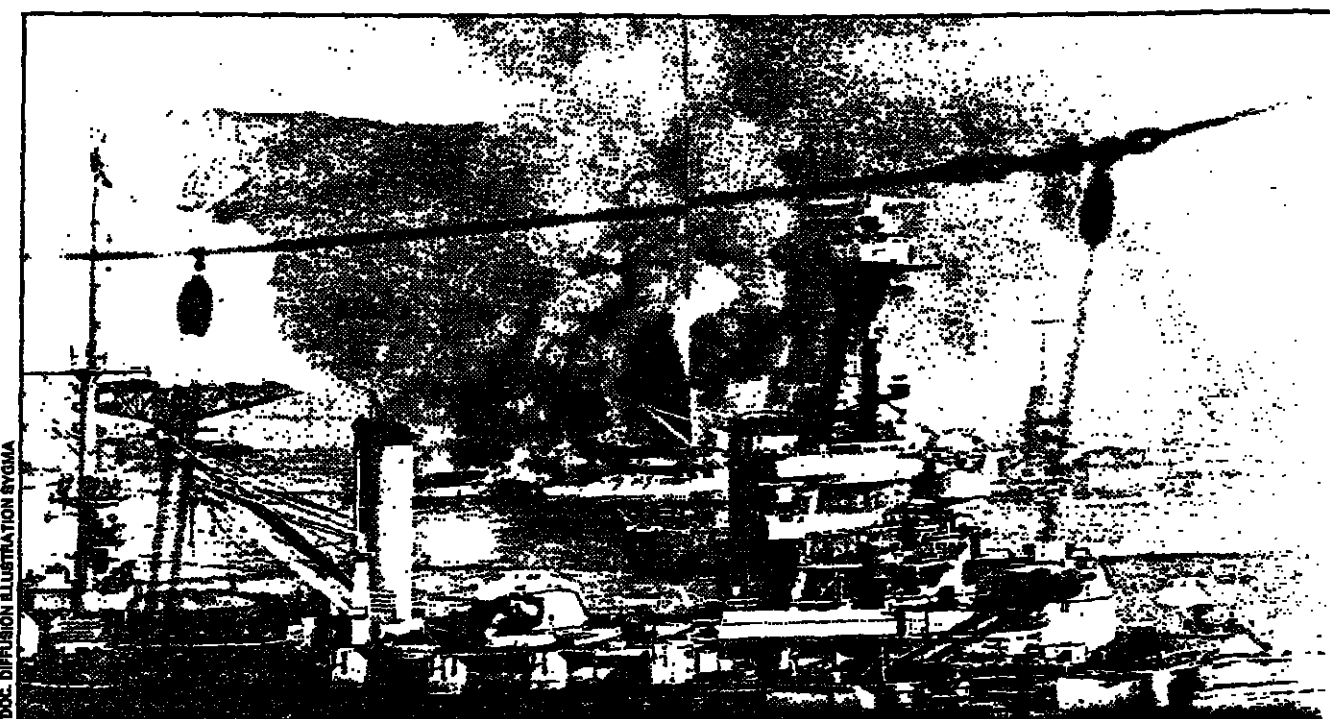
LES modalités prévues variaient, il est vrai, selon les situations locales. Dans les ports anglais, à Plymouth et à Portsmouth notamment, où étaient privés de sortie quelque 200 bâtiments légers français, leurs équipages furent assaillis en plein sommeil, et il n'y eut mort d'homme que dans un sous-marin, le *Surcouf*. Mais bien peu nombreux furent les marins qui ensuite choisirent de rejoindre les Forces françaises libres.

En rade d'Alexandrie, où cohabitaient bâtiments français et navires anglais, le 3 juillet au matin, la passe était barrée, et on offrait à Godfroy, l'amiral français, trois solutions : 1. mettre sa flotte à la disposition du gouvernement britannique ; 2. la mettre hors d'état de prendre la mer ; 3. la couler en haute mer. Surpris et mécontent, Godfroy câblait : « Ai répondu première solution inacceptable avec mon devoir militaire. Deuxième solution ne pouvait être admise qu'avec votre approbation [...]. Que dans ces



conditions nous nous coulerons. » La partie, à ses yeux, était perdue. Et, comme les deux amiraux entretenaient des rapports particulièrement amicaux, ils cherchèrent une issue honorable, rasant au besoin avec leurs amiraux respectifs, qui poussaient l'une à en finir au plus vite, l'autre à « appareiller immédiatement d'Alexandrie [...] par la force si nécessaire ». Quand fut connu l'engagement de Mers-el-Kébir, l'atmosphère se tendit. Mais l'irréparable put être évité et un gentleman's agreement fut conclu : les navires français seraient désarmés, mais ne pourraient être utilisés par les Britanniques, à moins que l'armistice ne fût rompu. Ces bâtiments se rangèrent aux côtés des forces alliées en 1943.

A Mers-el-Kébir, il en alla tout autrement. Les « lords de la mer » n'avaient pas lésiné sur les moyens : la « force H », partie de Gibraltar le 2 juillet, comportait un croiseur de bataille, le porte-avions le plus moderne de la home fleet, et deux cuirassés. Ils surprirent au mouillage une escadre française qui, depuis la veille, avait commencé à procéder au désarmement imposé par l'armistice. Le texte de l'amiral Somerville offrait quatre solutions « équitables » : 1. appareiller avec la flotte anglaise ; 2. gagner avec des équipages réduits un port britannique ; 3. se rendre « dans



En plein combat à Mers-el-Kébir, l'escadre française sous le feu de navires britanniques.

3 juillet 1940

XIX - Mers-el-Kébir, un drame passionnel

par
Jean-Pierre Azéma

quelque port français des Antilles — à la Martinique, par exemple, — où ils pourront être démilitarisés à notre satisfaction, ou peut-être confiés aux États-Unis d'Amérique et rester en sécurité jusqu'à la fin de la guerre [...]. 4. à défaut, se saborder. Les « lords de la mer » avaient finalement exclu, dans ce cas précis, le désarmement sur place. Somerville avait toutefois reçu pour instruction de s'y rallier, comme pis-aller, au cas où les Français le proposeraient, à condition que l'opération fût menée en six heures et de manière telle que les navires fussent neutralisés pendant au moins un an.

Averti que s'était déployée au large une flotte anglaise en ordre de bataille, Gensoul refusait de recevoir dans un premier temps le capitain Holland, chargé de fournir des explications complémentaires. Il fit répondre : « Primo [...] en aucun cas, les bâtiments français ne tomberont intactes aux mains des Allemands ou des Italiens. Secundo, étant donné le fond et la forme du véritable ultimatum qui a été présenté à l'amiral Gensoul, les bâtiments français se défendent par la force. » Le mot était lâché : « ultimatum ». D'autant qu'il câblait à l'amirauté un rapport résumant de manière abusive les conditions britanniques : « Forces anglaises comportant trois cuirassés, un porte-avions, croiseurs et torpilleurs devant Oran. Ultimatum envoyé : Coulez vos bâtiments dans six heures ou nous vous y contraindrons par la force. Réponse : bâtiments français répondront à la force par la force. »

L'ORDRE du branle-bas de combat n'avait pas échappé aux vigies anglaises. Vers midi, cinq mines magnétiques étaient larguées au travers de la passe : les choses se gâtaient. Gensoul envoya un second câble : « Désarmement [...] à Mers-el-Kébir serait susceptible de toutes réserves [...]. Puis il essaya de gagner du temps, reçut Holland, eut avec lui un échange orageux qui dura deux bonnes heures. Holland résuma ainsi la conversation : « L'amiral Gensoul dit que son équipage est en voie de réduction, et que, s'il était menacé par l'ennemi, il partirait pour la Martinique et les États-Unis ; mais ce n'est pas exactement conforme à nos propositions. Je ne puis rien obtenir de mieux. »

Cette ultime transaction arrivait trop tard. L'amirauté française avait choisi de porter secours à l'escadre de l'Atlantique, décision entérinée par un conseil des ministres expéditif. Un message fut envoyé en clair : « Ordre à tous les bâtiments de guerre français se trouvant en Méditerranée occidentale de prendre la mer pour se concentrer au large d'Oran [...]. » Somerville, lui, recevait ce câble laconique : « Réglez rapidement les choses, sinon vous aurez affaire à des renforts. » Il envoyait un ultime

message : « Si une des propositions britanniques n'est pas acceptée à 17 h 30 BST, il faut que je coule vos bâtiments. » Une heure après, on repêchait les blessés, on comptait les morts : le bilan aurait été moins lourd si le *Bretagne* n'avait coulé aussi brutalement, emprisonnant dans un gigantesque cercueil d'acier 37 officiers et 940 marins. Au total, en y incluant les victimes du deuxième raid mené le 6 juillet par l'aviation contre le *Dunkerque*, on dénombre 1 297 tués (47 officiers, 196 sous-officiers, 1 054 matelots).

Analysons l'attitude de Marcel Gensoul. Sur lui, comme sur tout un chacun, pesaient les contraintes de la convention d'armistice ; et les conditions posées par les Britanniques ne lui laissaient qu'une marge de manœuvre étroite : même le départ de la flotte française vers les Antilles était, dans une large mesure, contraire à l'esprit de l'article 8, qui imposait que les navires fussent « rappelés en France ». Il eût pu, cependant, comme le fit Godfroy à Alexandrie, négocier un désarmement sur place. Il ne s'y résolut qu'à la dernière extrémité, pour gagner du temps. Le comportement de celui qui passait plutôt pour anglophile et qui avait la réputation d'avoir une tête bien faite étonne. Mais on le savait très à cheval sur les usages qui devaient, selon lui, régir la vie sur la mer. C'était comme témoin dans le procès en Haute Cour intenté à Paul Baudouin, il redira, des années après, combien la démarche britannique lui avait été intolérable : « Au point de vue de l'honneur du pavillon français, et en tant qu'amiral, j'estimais que sous la menace des canons, fussent-ils anglais, je ne pouvais pas mollir et accepter les termes de cet ultimatum. » De là cette raideur exagérée dans le comportement, alors qu'il savait mieux que quiconque que, embossés comme ils l'étaient, le *Strasbourg* et le *Dunkerque* n'avaient pas leurs tourelles battantes. L'amiral Gensoul est bien l'un des hommes-clés du drame.

Dans leur désir passionné de sauvegarder coûte que coûte l'invulnérabilité des flottes britanniques, Churchill et les « lords de la mer » raisonnèrent sans état d'âme, sans accorder la moindre créance à la parole de Darlan ou de quiconque. Churchill, dans ses *Mémoires*, parlera pourtant de « tragédie grecque », précisant : « Ce fut une décision odieuse, la plus inhumaine de toutes celles que j'ai eues à porter. »

On peut lui reprocher d'avoir célébré Mers-el-Kébir devant les députés des Communes comme une grande victoire. D'aucuns ont prétendu par la suite que les canons du *Hood* avaient seulement

servi à redorer, à usage interne, le blason terni du Premier britannique. A tort. Car il entendait transmettre aux puissances neutres, et d'abord aux États-Unis, ce message : la Grande-Bretagne était résolue à faire face. Ce qu'il traduisait dans ses *Mémoires* par une comparaison singulière : « Je pensais aux paroles de Danton : "Jetez leur une tête de roi". » Le réalisme musclé avait payé : mis à part le *Strasbourg*, que son « pacha » avait pu faire sortir de la mer, les grosses unités françaises ou bien n'étaient pas parties, ou bien avaient été touchées (le *Richelieu* était atteint par une torpille en rade de Dakar). Reste que le Français moyen avait de bonnes raisons de dénoncer l'opération « Catapult », qui visait certes à mettre hors de combat le gros de la flotte française, mais en faisant main basse sur un grand nombre de bâtiments.

A Londres, de Gaulle fit front. Sur les ondes de la BBC, le 8 juillet, il déplorait « l'épisode particulièrement cruel [...] l'affreuse canonnade d'Oran [...] », mais il concluait : « Il n'y a pas le moindre doute que, par principe et par nécessité, l'ennemi les aurait en jour employés, soit contre l'Angleterre, soit contre notre propre Empire. Eh bien, je dis sans ambages qu'il vaut mieux qu'ils aient été détruits dans une canonnade fratricide [...]. » Mais les ralliements de militaires à la France libre furent taris pour de longs mois. En France même, les milieux politiques et la presse réagirent avec une extrême vivacité. Un Pierre L'Herminier, rédacteur à la *Croix*, anglophile et antinazi patenté, notait dans ses « Éphémérides » : « Le *Dunkerque* est de nouveau attaqué par l'aviation britannique. Les Anglais ne font vraiment pas de sentiment ! Le nom de *Dunkerque* devrait leur rappeler quelque chose. » Et le chroniqueur du *Temps*, journal anglophobe s'il en fut, écrivait le 6 juillet que c'était l'occasion, pour la diplomatie française, de « remettre et recouvrer une indépendance totale ».

Cette affaire mal engagée, qui tourna mal, eut des conséquences somme toute mineures : le divorce entre Français et Britanniques était déjà consommé, et les rapports avec le Reich n'en furent guère modifiés. Il en va tout autrement dans la mémoire collective des Français. Le nom de Mers-el-Kébir demeure synonyme de perfidie, pour ne pas dire de trahison. On comprend que, en ce mois de juillet 1940, Pierre Laval ait pu faire abondamment usage de Mers-el-Kébir pour mener à bien les grandes manœuvres qui allaient déboucher sur la journée du 10 juillet.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Anthony Heckstall-Smith, *La Flotte*, traduit de l'anglais, Presses de la Cité, 1984.

Demain :
Le hara-kiri parlementaire

JAPON

La composition du gouvernement de M. Toshiki Kaifu souligne les limites du renouvellement

TOKYO
de notre correspondant

Le nouveau cabinet formé par M. Toshiki Kaifu a été inauguré, jeudi 10 août, par l'empereur Akihito au cours de la traditionnelle cérémonie au palais impérial. Aux termes de la Constitution, c'est en effet l'empereur qui nomme — de manière tout à fait formelle — le chef du gouvernement désigné par le Parlement.

Les membres du cabinet sont en moyenne plus jeunes que précédemment. Il s'agit moins de routiers de la politique, que l'on retrouvait par le passé de ministres en ministère, que de personnalités peu connues du public, mais bénéficiant en général d'une réputation de compétence. Treize sur vingt membres du cabinet assument pour la première fois des fonctions ministérielles. Le gouvernement de M. Kaifu comprend en outre, ce qui est rare, deux femmes.

Le portefeuille des affaires étrangères est revenu à M. Taro Nakayama, un médecin reconverti dans la politique, connu pour son dynamisme. Ancien directeur de l'Agence de coordination générale, il lança une campagne pour le retour des « territoires du Nord » (c'est-à-dire les quatre îles occupées par les Soviétiques depuis 1945). Non conformiste (il fut parmi les premiers parlementaires japonais à prendre comme secrétaire un Américain) et éclectique dans ses intérêts (de la préparation de la loi autorisant les transplantations d'organes à la promotion de l'industrie spatiale), M. Nakayama n'a cependant pratiquement pas d'expérience en matière diplomatique.

C'est à une personnalité à la mode dans les médias, mais contestée au sein de son parti, M. Ryutaro Hashimoto, qu'est revenu, comme on s'y attendait, le poste de ministre des finances. Secrétaire général sortant du PLD (Parti libéral-démocrate), M. Hashimoto, membre du clan Takashita, passait pour un successeur éventuel du précédent ministre démissionnaire, M. Sosuke Uno, mais, pour des raisons d'équilibre interne et d'ambitions des chefs de clan, il avait été écarté de la compétition. M. Hashimoto aura notamment la tâche ardue de préparer une réforme de l'impôt sur la valeur ajoutée, qui fut un facteur de la défaite du PLD aux élections sénatoriales du 23 juillet et dont l'opposition demande l'abandon. L'autre grand portefeuille économique, celui de l'Industrie et du Commerce international, a été attribué à M. Hikaru Matsunaga, chef-conseil pour les affaires politiques du PLD, ancien ministre de l'Éducation, connu comme un bon technocrate.

Dans son effort de renouvellement de l'image du camp conservateur, et afin notamment de tenter de reconquérir une partie de l'électorat féminin, M. Kaifu a pris dans son cabinet deux femmes. C'est la troisième fois dans l'histoire du Japon que des femmes entrent au gouvernement. Il s'agit de M. Sumiko Takahara, à qui revient la direction de l'Agence de planification écono-

mique. Agée de cinquante-six ans, M. Takahara est une ancienne journaliste du quotidien *Mainichi*, spécialisée dans les questions économiques. Communiquant indépendante collaborant à différents magazines, elle est l'auteur de plusieurs livres, dont l'un a pour titre *Défi aux théories économiques masculines*.

La seconde détentrice d'un portefeuille est M. Mayumi Moriyama, qui dirige la délégation japonaise à la conférence des Nations unies sur les femmes en 1985, à Nairobi. Il lui a été confié le portefeuille de l'environnement. Il n'est sans doute pas

C'est un membre du clan Nakasono, M. Shunjiro Karasawa, qu'est revenu le poste de président du conseil des affaires générales. Un homme du clan Abo a pris la tête du conseil pour les affaires politiques, M. Hiroshi Mitsuoka, ministre des affaires étrangères dans le cabinet sortant.

Bien que des considérations de qualification et d'image soient entrées en ligne de compte dans la composition du nouveau cabinet, les choix n'en reflètent pas moins aussi les pressions auxquelles a été soumis un premier ministre qui, ne dispo-

De même, M. Kaifu n'a pas réussi à nommer davantage de non-politiciens dans son gouvernement. La désignation de M. Nakayama aux affaires étrangères, particulièrement laborieuse, témoigne des pressions qui se sont exercées sur le nouveau premier ministre, et auxquelles il a dû, en définitive, se soumettre. M. Kaifu avait songé pour ce poste à deux anciens diplomates, qui se sont dérobés.

Mauvaises
en coulisses

Les observateurs notent surtout que la composition du cabinet Kaifu laisse entrevoir de sérieuses dissensions internes : les souhaits du clan de l'ancien ministre des finances, M. Miyazawa, le deuxième plus important par le nombre, ont été pratiquement ignorés. M. Miyazawa n'a obtenu pour son clan qu'un portefeuille (celui de la justice) et deux directions d'agences nationales, alors que les clans Takashita, Abo, Nakasono et Komoto se répartissaient les principaux postes. M. Miyazawa s'étant opposé au choix de M. Kaifu par les autres barons du parti (MM. Takashita, Abo et le clan Nakasono).

L'opposition a beau jeu de critiquer les manœuvres en coulisses qui ont conduit à la désignation de M. Kaifu et à la formation de son cabinet. M. Doi, « élu premier ministre » par le Sénat, où l'opposition détient désormais la majorité, a notamment déclaré que le choix de la Chambre basse, où le PLD est majoritaire et qui a désigné M. Kaifu, est celui d'une assemblée qui n'est plus investie du mandat populaire, puisqu'elle fut élue en 1986 sur les fausses promesses des libéraux-démocrates de ne pas introduire une réforme fiscale. Un argument qui ne manque pas de poids. Mais si le Parti socialiste de M. Doi peut mobiliser l'électorat contre la TVA et l'arrogance d'un pouvoir discrédité par les scandales, il lui reste à formuler une politique cohérente et réaliste.

Le refus du Parti social-démocrate de voter en faveur de M. Doi au Sénat, un soutien qui tenait plus du baron d'honneur que du choix politique étant donné son absence de conséquence, témoigne de la division profonde d'une opposition, une certes pour attaquer le parti conservateur, mais divisée sur les choix politiques.

Il reste à un premier ministre qui part avec un sérieux handicap en termes de crédit. « M. Kaifu n'est qu'un premier ministre par défaut », déclarait récemment un éminent commentateur politique, M. Masayasu Ito, et dont le cabinet est déjà qualifié de « gouvernement pour afficher l'électorale », à démontrer qu'il n'est pas seulement *happo bihin* (littéralement, une beauté à huit facettes, c'est-à-dire une personne qui cherche à plaire à tout le monde), comme l'a surnommé la presse. Une tâche difficile.

PHILIPPE PONS.

Le nouveau cabinet

Voici la liste des membres du nouveau gouvernement de M. Toshiki Kaifu :

Premier ministre : M. Toshiki Kaifu.

Ministre de la justice : M. Masao Gotō.

Affaires étrangères : M. Taro Nakayama.

Finances : M. Ryutaro Hashimoto.

Éducation : M. Kazuyuki Ishibashi.

Santé et bien-être : M. Saburo Tokita.

Agriculture, forêts et pêche : M. Nishihiko Kano.

Commerce international et Industrie (MITI) : M. Hikaru Matsunaga.

Transports : M. Takami Eto.

Postes et télécommunications : M. Senpeiichi Oishi.

Travail : M. Joji Fukushima.

Construction : M. Shozo Harada.

Intérieur : M. Kozo Watanabe.

Secrétaire général du gouvernement : M. Tokuzo Yamashita.

Directeur général de l'Agence de gestion et de coordination : M. Kiyoshi Mizuno.

Directeur général de l'Agence de développement de Hokkaido et d'Okinawa : M. Fumio Abe.

Directeur général de l'Agence de défense : M. Juro Matsumoto.

Directeur général de l'Agence de planification économique : M. Sumiko Takahara.

Directeur général de l'Agence des sciences et de la technologie : M. Eiichiro Saitō.

Directeur général de l'Agence de l'environnement : M. Mayumi Moriyama.

Directeur de l'Agence foncière : M. Hajime Ishii.

Directeur du bureau des affaires législatives : M. Atsuo Kudo.

fortuit que ce ministère « stratégique » en vue des prochaines élections générales, étant donné le rôle important joué par les femmes dans les mouvements écologiques au Japon, soit précisément revenu à une femme dont la vie symbolise une évolution de la condition féminine : âgée de soixante et un ans, diplômée de la prestigieuse université de Tokyo, fonctionnaire du ministère du travail, M. Moriyama est en outre membre de la Chambre haute, où elle a été élue deux fois.

La préparation
des élections

La préparation d'élections générales, qui pourraient bien sonner le glas de l'hégémonie du camp conservateur sur la vie politique, est la préoccupation majeure de M. Kaifu. Aussi s'est-il nommé aux postes-clés au sein du PLD pour préparer cette échéance des hommes considérés comme des battants. M. Ichiro Ozawa, quarante-sept ans, qui dirige la commission de préparation des élections de 1993, qui furent un succès pour le PLD, devient secrétaire général du parti. M. Ozawa est un protégé à la fois de M. Kanamaru et de M. Takashita, les deux grands manipulateurs des coulisses du camp conservateur.

sant pas de force indépendante au sein de son parti, doit composer avec les barons qui l'ont placé au pouvoir, et finalement se soumettre à leurs diktats. Le gouvernement Kaifu porte notamment la griffe de M. Takashita.

Introduisant des nouveautés du point de vue des personnes, le cabinet Kaifu n'en tient pas moins compte, dans sa composition, des équilibres entre les clans du PLD. Le temps inhabituel qu'il a fallu au nouveau premier ministre pour former son gouvernement est significatif des âpres négociations et des arbitrages auxquels a donné lieu sa composition. S'il a pu obtenir, contre la volonté de M. Takashita, qu'aucun membre du cabinet Uno ne conserve son poste et s'il a réussi à imposer M. Takahara, sous-trayant un poste au « contingent » de portefeuilles que s'était attribué l'ex-premier ministre, M. Kaifu a dû, en revanche, renoncer au souhait d'en confier un à son rival dans l'élection au poste de président du PLD, M. Hayashi, arrivé en seconde position avec 120 voix. M. Hayashi appartient, en effet, au clan minoritaire de M. Nishikido, adversaire de M. Takashita depuis que celui-ci a lancé en 1987 une « OPA » sur le clan Takashita et que l'ex-premier ministre s'y est fermement opposé.

Afrique

SOMALIE

Les rebelles auraient pris la ville de Boroma

NAIROBI
De notre correspondant

La ville de Boroma, qui figurait parmi les rares localités du nord de la Somalie encore sous contrôle de l'armée régulière, serait tombée, dimanche 6 août, aux mains des maquisards du Mouvement national somalien (MNS). De source proche du MNS, on affirme que les combats « très violents » auraient duré cinq jours et « coûté la vie à deux cent trente soldats », les rebelles n'ayant enregistré qu'une « dizaine de tués » dans leurs rangs.

Située à deux pas de la frontière avec l'Éthiopie, Boroma avait été choisie par les responsables du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) pour y installer, il y a moins d'un an, une antenne permanente. La région de Boroma était jugée à l'époque « plus sûre » que celle de Hargeisa — la capitale du Nord — ravagée par la guerre civile : en février dernier, le « bureau » du HCR avait donc été transféré de Hargeisa à Boroma.

Fief traditionnel des Gadabornis, un clan que les Issaks du MNS ont souvent accusé de « collaborer » avec le gouvernement du président Syad Barre, la région de Boroma abritait plusieurs dizaines de milliers de réfugiés éthiopiens en attente de rapatriement. Les responsables du HCR en poste à Nairobi ont admis, mercredi, être « sans nouvelles » de leur représentant à Boroma, M. Tarik Yari, d'origine soudanaise, qui communique d'ordinaire par liaison radio avec Addis-Abeba ou Mogadiscio. Aucun commentaire officiel n'a été publié à ce jour par les dirigeants du HCR à Genève.

L'éventuelle confirmation de la prise de Boroma constituerait un cuisant échec pour les autorités somaliennes. Cela signifierait que, sur les quatre villes importantes du nord du pays, une seule, le port de Berbera, resterait désormais sous le contrôle de l'armée. La ville de Hargeisa serait elle-même divisée en deux zones : toute la partie ouest — où est situé l'aéroport — serait

« tenue » par les troupes régulières, la partie est demeurant aux mains du MNS. Quant à la localité de Burao, théâtre de violents affrontements en 1988, elle aurait été « complètement dévastée », et il n'en resterait plus aujourd'hui « que des cendres et des ruines », indique-t-on de source diplomatique.

Dans le sud du pays jusqu'ici épargné par la guerre civile, des embryons d'opposition commencent à apparaître, regroupés au sein du tout nouveau mouvement baptisé Congrès de la Somalie unifiée (CSU) dont la majorité des militants et sympathisants serait à plus de 80 % composée de membres du clan des Hawiye. Le CSU aurait tenu sa première réunion à Rome en janvier et aurait mis sur pied un comité de coordination avec le MNS. Jusqu'alors seules les populations du Nord, essentiellement des Issaks, s'étaient ouvertement soulevées contre le gouvernement central. Selon des sources proches du CSU contactées à Nairobi, ce nouveau mouvement d'opposition disposerait de « trois bases » dans le sud de la

Somalie, à Galkaio, Belet-Weyn et Dusa-Mach. « L'objectif du CSU est de rétablir la démocratie, affirment ses mêmes sources, mais cela ne pourra se faire qu'après le départ de Syad Barre ». Le CSU aurait d'ores et déjà ouvert des « bureaux » dans plusieurs pays européens ainsi qu'à Washington.

CATHERINE SIMON.

● Pour autant des pourparlers sur l'Angola. — Les pourparlers pour la paix en Angola ont repris dans la soirée du mardi 8 août à une quarantaine de kilomètres de Kinshasa, dans un lieu interdit aux curieux, affirmant les autorités zairaises. Par ailleurs, sous le titre « Que c'est triste, l'Afrique », l'agence officielle zairaise de presse (AZAP), évoquant les polémiques sur le rôle du président Mobutu dans ces négociations, condamne la « sournoiserie et mesquine jalousie qui mine la communauté des chefs d'État africains, francophones particulièrement ». — (AFP.)

La négociation sur le Cambodge

M. Hun Sen réitère ses réserves à l'égard du rôle de l'ONU

L'ONU ne pourra jouer aucun rôle dans le règlement de la question cambodgienne tant que le siège du Cambodge au sein de l'Organisation internationale ne sera pas déclaré vacant, a dit M. Hun Sen, le mercredi 9 août à Phnom-Penh, à l'issue d'une entrevue avec les membres de la mission de reconnaissance des Nations unies dirigée par le général norvégien Martin Vadset.

Le siège du Cambodge à l'ONU est occupé depuis dix ans par un représentant du gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique (CGDK) présidé par le prince Sihanouk. Ce dernier aurait proposé que le régime de Phnom-Penh siège

avec le CGDK aux Nations unies, a révéilé le premier ministre de Phnom-Penh, lequel a cependant affirmé « ne pas vouloir s'asseoir sur le siège ensanglanté du Kampuchéa démocratique de Pol Pot ». M. Hun Sen a toutefois offert son « soutien total » à la mission de reconnaissance de l'ONU.

Le premier ministre de Phnom-Penh a également déclaré que la conférence de Paris était « au milieu de la route » qui mène à « une solution globale du problème cambodgien », mais que « les Khmers rouges restent le principal obstacle à une solution ». — (AFP.)

EN BREF

● AFGHANISTAN : les rivalités au sein de la résistance. — Le commandant Abdul Haq, chef du parti Hazrat-i-Islam (Khalis), a déclaré, mercredi 9 août, dans un entretien accordé au service de presse des moudjahidins, que ses troupes souffraient de l'irrégularité du ravitaillement et du manque d'unité et de coordination au sein de la résistance. « Nos amis proches, comme le Pakistan et les États-Unis, ne nous soutiennent pas comme les Russes soutiennent le régime de Kaboul », a-t-il dit.

Les rivalités au sein de la résistance ont parfois tourné à l'affrontement direct. Le mois dernier, le Jamiat-i-Islami a accusé un autre groupe, le Hazb-i-Islami (Hakmatyar), d'avoir tué trente de ses combattants dans le nord de l'Afghanistan. Mercredi, le Mahaz-i-Milli a annoncé que son chef dans la région de Kandahar, Haji Abdul Latif, avait été empoisonné. Dans les milieux de la résistance à Islamabad, on imputait le meurtre à une faction rivale de moudjahidins. — (Reuters.)

● INDE : 17 morts dans un attentat contre un autobus. — Au moins 17 personnes ont été tuées et 30 autres blessées, mercredi 9 août, dans l'explosion d'une bombe de forte puissance à bord d'un autobus dans l'État de Hariana, a rapporté

l'agence indienne PTI. La police soupçonne des séparatistes sikhs d'être à l'origine de l'attentat.

En outre, le gouvernement du Jammu-Cachemire, dans le nord de l'Inde, a déclaré mercredi un couvre-feu illimité à Jammu, capitale d'hiver de cet État, à la suite d'un attentat attribué à des extrémistes sikhs qui a fait, mardi, 6 morts et 11 blessés. Trois hommes ont ouvert le feu contre la foule devant un cinéma et dans les rues d'un quartier riche de Jammu, à majorité hindoue. Les hindous fondamentalistes du Shiv Sena ont menacé d'avoir recours à des représailles et le parti pro-hindou Bharatiya Janata (Parti populaire indien) a lancé un mot d'ordre de grève générale pour mercredi à Jammu. — (AFP, Reuters.)

● MALAISIE : la lutte contre la drogue. — La Cour suprême de Malaisie a communiqué, mercredi 9 août, en peine de prison à perpétuité la condamnation à mort prononcée pour trafic de drogue contre une ressortissante néo-zélandaise. Le juge de la Haute Cour n'avait pas tenu compte, lors de son procès en 1987, du fait que Lorrain Cohen, âgée de quarante-six ans, arrêtée en possession de 175 grammes d'héroïne, se droguait, a précisé le président de la Cour suprême pour expliquer cette décision. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Panama

Nouveaux incidents avec les forces armées américaines

De nouveaux incidents sont survenus mercredi 9 août entre le Panama et les forces armées américaines stationnées dans l'ancienne zone du canal. Washington s'efforce depuis dix-huit mois d'obtenir le départ de l'homme fort du pays, le général Noriega, accusé de trafic de drogue ainsi que de fraude électorale à l'élection présidentielle du 7 mai dernier, annulée depuis lors. Selon un porte-parole américain, c'est l'implication sans motif de deux policiers militaires (MP) par les troupes panaméennes qui a déclenché les hostilités.

Selon les forces de défense locale, c'est parce qu'ils patrouillaient en dehors d'un secteur « autorisé » que l'arrestation a été opérée. Les Américains auraient alors enclenché un processus de représailles, entraînant deux soldats panaméens et causant la base de Fuerte Amador (contrôlée en temps normal conjointement par les États-Unis et Panama) ainsi que le quartier général abritant l'un des bureaux du général Noriega. En réponse, des soldats panaméens auraient pris position près du quartier général et des miliciens panaméens ont manifesté au cri de « Yankee, retirez-vous ! ». Les deux parties ont, finalement, négocié la libération des détenus.

Par ailleurs, le Conseil de sécurité de l'ONU, dont Panama avait demandé mardi 8 août la réunion d'urgence en raison de la multiplication de tels incidents, se réunira vendredi 11 août. — (AFP, Reuters.)

Soudan

Huit militants syndicaux arrêtés par la junte

Huit militants syndicaux ont été arrêtés début de la semaine à Khartoum par la junte soudanaise pour avoir défies les mesures anti-syndicales prises par les nouveaux maîtres du pays.

Parmi les syndicalistes détenus en vertu des lois d'exception datant du régime de l'ancien président Némery

figurent les représentants des syndicats des fonctionnaires, ceux des salariés de la presse et des professeurs de l'université de Khartoum. Ils avaient remis, il y a une semaine, à l'un des quinze militaires qui font partie du Conseil de la révolution un mémorandum préconisant l'assouplissement des mesures anti-syndicales décrétées par l'armée depuis le coup d'État du 30 juin. Ce document constitue la première action connue d'opposition au gouvernement militaire du général Bechir.

On apprend aussi que plusieurs dizaines de fonctionnaires du ministère des affaires étrangères et d'autres services gouvernementaux ont été licenciés la semaine dernière. Parmi les « épurés » figurent une quarantaine de diplomates, dont onze ambassadeurs. Par ailleurs, une soixantaine de médecins, dont certains enseignants à la faculté de médecine, ont été licenciés par le ministère de la santé dans le cadre d'une campagne visant à éliminer des services publics les opposants potentiels au nouveau régime militaire.

● ERRATUM. — Une erreur de transmission a rendu incompréhensible le dernier alinéa de l'article consacré aux Kurdes de Turquie dans le Monde du 3 août. Notre correspondant Michel Farber entendait montrer que la population kurde de Turquie est certes attachée à sa langue et à son identité, mais que le refus du séparatisme y est aussi largement majoritaire aujourd'hui, même si l'on ne peut exclure que la situation évolue à l'avenir vers un renforcement du nationalisme kurde, surtout si se poursuivent la répression et le sous-développement.

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

سنة ١٤١٠ هـ

Asie

CHINE

Les exclusions d'intellectuels du PC se poursuivent

PÉKIN

de notre correspondant

Deux universitaires dissidents en vue, dont M. Yan Jiaqi, réfugié en Occident depuis l'écrasement du soulèvement du printemps, ont été exclus du Parti communiste chinois et relevés de toute fonction académique pour avoir « obstinément pratiqué le libéralisme bourgeois pendant longtemps » et, au cours des derniers événements, avoir « organisé » les troubles « contre-révolutionnaires », ont annoncé les autorités, mercredi 9 août. L'annonce précise que M. Yan, un collaborateur de l'ancien secrétaire général du PCC M. Zhao Ziyang, devenu l'un des animateurs de l'opposition en exil en cours de constitution, « continue de comploter l'établissement d'une organisation contre-révolutionnaire » en vue de renverser le régime de Pékin. Son emploi officiel était chercheur en sciences politiques à l'Académie des sciences sociales.

Le second intellectuel exclu du parti, M. Bao Zumin, passe pour avoir été emprisonné. Il était cher-

cheur en histoire au sein de la même institution.

La semaine dernière, les autorités avaient annoncé l'éviction de l'astrophysicien M. Fang Lizhi, objet d'un mandat d'arrêt de même que son épouse avec laquelle il s'est réfugié à l'ambassade des États-Unis, des instances dirigeantes de l'Académie des sciences dans sa discipline. M. Fang avait été exclu du parti en 1987. Un autre scientifique dissident également proche de M. Zhao, le professeur Wen Yuankai, a été lui aussi exclu du parti.

Le maire de Pékin, M. Chen Xitong, avait nommé dans son rapport officiel sur la « rébellion contre-révolutionnaire » d'avril-mai une vingtaine d'intellectuels et personnalités en vue comme étant partiellement responsables de l'échec de la répression. Presque tous ont été arrêtés, les autres ayant gagné la clandestinité ou ayant fui à l'étranger. Mais, après la publicité accordée aux premières interpellations ayant suivi l'intervention de l'armée, les autorités diffusent maintenant au compte-gouttes les informations concernant les personnes incarcérées.

Certaines récentes interpellations tendent à montrer que la ligne dure du régime s'applique à un véritable procès en justice de M. Zhao sous l'accusation de conspiration et collusion avec des forces étrangères hostiles. C'est le cas de celle, annoncée ces derniers jours à Washington, de quatorze collaborateurs chinois d'un organisme de coopération culturelle, le Fonds pour la réforme et l'ouverture de la Chine, établi à Pékin avec la bénédiction de M. Zhao par un financier d'origine hongroise, M. George Soros (le Monde du 10 août). Le Fonds, a annoncé ce dernier, coopérerait en particulier avec une institution gouvernementale mise sur pied par M. Zhao, l'Institut pour la réforme structurelle économique, un temps dirigé par M. Yan Jiaqi. Pékin, selon les dissidents en exil, pourrait être à la recherche de liens éventuels avec les services de renseignements américains dans cette opération.

Officiellement, l'enquête sur le cas de M. Zhao n'est pas close : il est toujours membre du parti et, selon certaines sources, serait assigné à résidence avec certains membres de sa famille à Zhongnanhai, le complexe abritant le siège du Parti com-

muniste. Ni son successeur, M. Jiang Zemin, ni aucun autre haut dirigeant chinois n'ont explicitement indiqué que l'on s'oriente vers une action en justice qui ne ferait certainement pas l'unanimité au sein de l'appareil. Cependant, le premier ministre M. Li Peng a récemment réaffirmé que la lutte contre les « contre-révolutionnaires » n'était pas achevée. Le ton extrêmement dur de certains commentaires de la presse officielle, ces derniers jours, laisse entendre que la ligne que M. Li Peng représente rencontre encore d'âpres résistances, ne serait-ce que passives, pour imposer ses vues à l'appareil entier.

Le seul véritable procès politique de hauts dirigeants à s'être tenu sous la République populaire était, en 1980-1981, celui de Mme Jiang Qing, la veuve de Mao, de ses acolytes de la « bande des quatre », et de vieux militaires associés à Lin Biao avant la chute de celui-ci en 1971. Ce ne fut pas précisément un succès sur le plan de la propagande que comptait en retirer le régime de M. Deng Xiaoping.

FRANCIS DERON.

Une main-d'œuvre à bon marché...

Les événements de la place Tiananmen ayant quelque peu tempéré l'enthousiasme des industriels occidentaux à l'égard de la Chine, les autorités de Pékin ont décidé de leur proposer des conditions d'installation défiant toute concurrence, allant jusqu'à offrir leurs débris comme main-d'œuvre au salaire très compétitif de 100 dollars par mois.

Le constructeur automobile Volvo vient de rejeter une telle offre, a annoncé, mercredi 9 août, à Göteborg, M. Hans Rehnström, porte-parole du groupe suédois, en précisant que d'autres sociétés occidentales avaient été sollicitées.

La société Chinter, entreprise d'import-export basée à Bruxelles, mais contrôlée par l'État chinois, a invité Volvo à s'établir en Chine, mettant à sa disposition « un nombre illimité de prisonniers comme main-d'œuvre à bas prix ». Interrogé par l'AFP, le PDG de Chinter à Bruxelles, M. Charles Chi, a confirmé ces propositions, soulignant que la « sécurité serait assurée », grâce à la présence de gardiens à l'intérieur des usines.

Selon M. Chi, les prisonniers emprisonnés à la suite des événements de juin ne seraient pas concernés par ces mesures. « Ils sont nouveaux, il faut donner la priorité aux anciens », travailler pour les entreprises occidentales constituerait une sorte de promotion pour les détenus, car les salaires y seraient supérieurs à ceux des prisonniers employés par les entreprises chinoises, a fait valoir le président de Chinter.

Arrestation d'un dirigeant étudiant. — La police de Canton a confirmé, jeudi 10 août, l'arrestation, intervenue le mois dernier, de Zheng Xuguang, l'un des dirigeants étudiants les plus recherchés depuis juin dernier. Zheng Xuguang, âgé de vingt ans, étudiant à l'université de Pékin, est le septième leader arrêté sur la liste des vingt et un établie par les autorités. — (AP.)

BRUNO ETIENNE :
« L'ISLAM N'EST PLUS UN PROBLÈME »
(Édition Hachette), qui va sûrement susciter des controverses. Bruno Etienne explique pourquoi la connaissance de l'islam a régressé depuis 30 ans et analyse la place des musulmans dans l'Europe de demain.
Dans le numéro de Juillet-Août d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy - 75017 Paris
Tél. : 46.22.34.14

Le Monde sans visa

La presse mise au pas

(Suite de la première page.)

La seconde forme de contribution relève de ces « petites choses qu'il faut faire pour le peuple », ainsi que le recommandait M. Deng Xiaoping, afin de redorer l'image du régime. Faute de rouages appropriés au sein de l'appareil, cela est fait sur le mode habituel de la délation qu'on a vu appliquer également à la recherche des fauteurs de troubles.

Ironie amère que celle du sort des journalistes chinois ces temps-ci. Ils ont été conspués pendant plusieurs semaines par les étudiants pour la servilité de leurs organes envers le régime. Aujourd'hui, ils se retrouvent au premier plan de la campagne de répression pour avoir un temps hésité — une minorité agissante d'entre eux, à tout le moins — du côté de la population. Au cours d'une conférence nationale des chefs de départements chargés de la propagande pour le compte du régime, fin juillet, le premier ministre M. Li Peng s'est livré à une attaque en règle contre le comportement de la presse au cours de la crise du printemps : « Il faut tout particulièrement nous adresser à l'esprit la leçon que nous avons tirée des événements des médias durant la lutte », a-t-il déclaré.

Un des dirigeants les plus en vue dans la vieille garde remise en selle par suite du soulèvement, le vice-président de la République, M. Wang Zhen, passe pour avoir proposé d'envoyer en camp de rééducation au Qinghai (le « goulag » chinois, au nord du Tibet) tous ceux qui, dans ce secteur-clé de l'appareil, ont eu des faiblesses « libérales bourgeoises ». A ses yeux, la presse et tout le milieu littéraire et artistique seraient des « zones sensibles » par le « libéralisme bourgeois ».

Un amalgame

Le nouvel homme chargé de la propagande (c'est sous ce chapitre que la presse est classée dans la structure communiste) au sein du bureau politique, M. Li Ruihuan, n'a pas cherché à dissimuler ses intentions derrière un libéralisme relatif qu'on lui avait jadis prêté : d'abord, a-t-il annoncé à la même conférence, « il faut organiser des gens pour qu'ils écrivent un grand nombre d'articles, de livres et de matériaux d'enseignement de manière à illustrer la nécessité de propager les quatre principes fondamentaux [le credo socialiste du régime] et s'opposer au libéralisme bourgeois ». Cette politique repose sur un amalgame qui a déjà fait de l'usage : « Notre pays est, à l'heure actuelle, inondé de livres et de revues réactionnaires qui propagent le libéralisme bourgeois et de livres, bandes magnétiques audio et vidéo de mauvais goût qui colportent des scènes pornographiques et obscènes, de la violence, des meurtres, des idées féodales et superstitieuses. (...) Quand on met la main sur cet « opium spirituel », il faut le confisquer, le détruire, et les responsables doivent faire l'objet d'enquêtes, d'amendes sévères, de sanctions administratives, voire être traduits en justice ».

Parmi les livres interdits à la vente figurent à la fois les écrits de dissidents et autres ouvrages touchant à la personne du secrétaire général déchu, M. Zhao Ziyang, et ceux qui « exposent le corps humain » sous prétexte artistique ou par volonté « pornographique ».

Quant au journalisme proprement dit, M. Li Ruihuan a défini ainsi son

éthique socialiste, en se référant aux statuts du Parti communiste : « Les publications du parti doivent inconditionnellement propager les lignes, les principes, les politiques et les points de vue du parti. Les journalistes doivent donc, en particulier, dénoncer la nature hypocrite et réactionnaire de la notion bourgeoise de liberté de la presse, œuvre de manière adéquate à l'unité nécessaire entre l'esprit du parti et la nature populaire de la presse et présenter une bonne fois pour toutes au journalisme et à la propagande une orientation politique correcte ».

M. Zhao s'est vu vivement reprocher d'avoir prôné une plus grande « transparence » dans la presse officielle pour permettre la supervision populaire du pouvoir : on l'accuse aujourd'hui d'avoir, par ce biais, cherché à démolir M. Deng Xiaoping de son fauteuil de patriarche tout-puissant. A la « toumoudu » (glasnost) enterrée, M. Li Ruihuan oppose maintenant l'« unité » absolue des points de vue. Tout juste concède-t-il un problème de forme : il y a urgence à donner au peuple sans pour autant violer les dogmes socialistes — « ce qu'il a envie de lire ».

Les résultats de la répression

Aucun bilan global n'est encore disponible de l'ampleur de la répression en milieu journalistique. On ne connaît que des cas individuels, le plus souvent par la presse de Hongkong. Outre les responsables du *Quotidien du peuple*, remplacés dès les jours ayant suivi l'intervention de l'armée par des hommes liés aux militaires, on sait que des « disparitions » ont eu lieu dans plusieurs grands organes à sensibilité libérale : le quotidien *Clarité*, le *Quotidien des sciences et techniques*, le *Journal des lois*.

Les médias audiovisuels n'ont pas été épargnés. Deux présentateurs de la télévision qui arboraient des tenues de deuil au lendemain du massacre sont interdits d'antenne et, semble-t-il, de production. Un enseignement intensif aurait eu lieu au sein de Radio-Pékin à la suite de la déclaration d'un de ses journalistes, le 4 juin, sur les ondes internationales de la station, appelant le monde à témoigner devant la tragédie. Dans un genre très prisé, celui qui mêle littérature, commentaires historiques et journalisme, on a noté la disparition publique de Dai Qing, une femme de lettres vilipendée par les autorités et dont les préoccupations ces derniers temps allaient de l'écologie à la place des intellectuels dans la société chinoise communiste.

Aucun des grands noms du journalisme ou de la littérature qui ont été désignés comme cibles de la purge en cours n'a, pour l'instant, fait l'objet de poursuites en justice. Le pouvoir a traditionnellement préféré combattre l'opposition des intellectuels par la manière « administrative » qui permet de les réduire au silence sans intervention de l'appareil judiciaire. L'exigence formulée par les autorités de voir l'ambassade américaine leur remettre le dissident Fang Lizhi et sa famille, réfugiés dans la mission des États-Unis depuis début juin, n'a pas donné lieu à des mesures concrètes à cette fin.

Des résultats de la répression, pourtant, est bien visible dans les colonnes des journaux. Hormis les essais d'auteurs amateurs à la gloire

de la reprise en main, elles ne recèlent plus que des articles écrits sur commande par des auteurs socialistes de ne pas dévier d'un pouce de la ligne officielle, ou par les acteurs eux-mêmes de la répression à la gloire de leurs propres services. Après les militaires, ce sont les commandants de police qui ont pris la plume pour louer l'héroïsme de leurs troupes — comme celui-ci qui vante le sang-froid de ses quatre-vingts hommes face à une foule de plusieurs milliers de « vandales » décidés, dans la nuit du 3 au 4 avril, à brûler le portrait de Mao sur la porte de la Paix céleste.

Cependant, on ne peut pas encore dire que la presse ait été « normalisée » uniformément. Ça et là, au détour d'une phrase, d'une photo ou d'une légende, on relève des manifestations d'indépendance ou de fronde, rares et timides, mais bien réelles. Telle revue qui s'obstine à publier une photo de manifestation à la mémoire du secrétaire général défunt Hu Yaobang. Telle autre qui montre un couple d'étrangers sur la place Tiananmen pendant l'agitation avec une légende les présentant comme des « touristes » récemment photographiés.

Et puis il y a ce phénomène si particulier qu'on pourrait presque assimiler à la « double pensée » du roman 1984, de George Orwell, quand la presse officielle semble vouloir informer ses lecteurs de la situation réelle sous couvert de dénoncer les « mensonges et rumeurs » de la presse occidentale. Une cible favorite est alors la radio de Washington, la Voix de l'Amérique. Toute critique de la « VOA » étant bien vue en haut lieu, il suffit de reproduire ses bulletins d'informations assortis d'un paragraphe assassin sur les intentions inavouées de la station américaine pour être sûr que le lecteur y prêterait attention.

C'est à Hongkong, en fin de compte, que le conflit entre libéraux et socialistes au sein de la presse a fait le plus de bruit avec les mésaventures sans précédent survenues à un organe de la presse pro-continentale, le *Wen Wei Po*, vénérable institution dont la fondation remonte à avant la République populaire. Lors de l'intervention de l'armée à Pékin, le journal prit fait et cause pour les dissidents. Son directeur, M. Lee Tze-chung, vint accompagner de route des communistes chinois mais jamais membre du Parti communiste, dénonça dans la répression une opération « fasciste » qu'il compara aux atrocités nazies et japonaises de la seconde guerre mondiale.

C'en était trop pour la branche locale de l'Agence Chine nouvelle, représentant, de facto, les intérêts du continent qui finance indirectement le journal. M. Lee parvint à tenir quelques semaines en arguant de ce que son quotidien avait été épargné par la chute des ventes des organes pro-continentaux. Puis il fut remercié par Chine nouvelle. Une trentaine de journalistes du *Wen Wei Po* ont démissionné par solidarité avec leur vieux directeur. L'autre grand journal pro-communiste de Hongkong, le *Ta Kung Pao*, en est à expliquer à ses lecteurs que la politique continentale de tolérance locale envers le système capitaliste et ses valeurs, tant que le seul territoire britannique est concerné, n'en est pas pour autant le moins du monde affectée. Rude exercice de persuasion.

FRANCIS DERON.

Amériques

CANADA : dissolution de l'Assemblée provinciale

Des élections anticipées auront lieu au Québec le 25 septembre

Le premier ministre libéral du Québec, M. Robert Bourassa, a annoncé, mercredi 9 août, la dissolution de l'Assemblée de la province et la tenue d'élections anticipées le 25 septembre. En fonction depuis 1985, M. Bourassa disposait dans l'actuel Parlement de 98 sièges contre 19 au Parti québécois de M. Robert Parizeau.

MONTREAL
de notre correspondant

M. Robert Bourassa, premier ministre sortant du Québec, part en campagne avec de nombreux atouts. Au cours des quatre dernières années, la cote de popularité de son gouvernement est restée particulièrement élevée : les derniers sondages accordent 53 % des intentions de vote au Parti libéral qu'il dirige.

A priori, la « Belle Province » n'a guère de raisons de répudier celui qu'elle a ressuscité : balayé par les indépendantistes du Parti québécois de René Lévesque en 1976 après deux mandats de trois ans, vilipendé dans les rangs de son propre parti, Robert Bourassa s'était exilé en Europe et aux États-Unis pour se faire oublier. Il est réapparu en 1982, juste au moment où les francophones québécois, mal remis des déchirements post-référendaires (1), las des querelles linguistiques et constitutionnelles, enviaient le monde des affaires, auparavant chassé gardée de la minorité anglophone de la province.

Le thème de la souveraineté

Economiste chevronné, le « père » des grands travaux hydro-électriques de la baie James, s'est du coup retrouvé sur la même longueur d'ondes que ses concitoyens. Il a été réélu en décembre 1985 en promettant de libéraliser l'économie et de réconcilier le Québec avec la prospérité. A ce chapitre, le bilan de son dernier mandat est largement positif : la conjoncture globale canadienne aidant, le taux de chômage a reculé au Québec de 12 % à 9 %, la croissance s'est maintenue autour de 4,4 % et le déficit budgétaire a diminué de moitié, en partie grâce à la vente d'une trentaine de sociétés d'État au secteur privé.

Prudent et modéré en tout, M. Bourassa a soigneusement évité les grands affrontements dans le secteur social, quitte à devoir parfois reculer en douceur. La seule crise qu'il ait traversée en quatre ans est précisée d'ailleurs lorsque le Cour suprême du Canada l'a mis au pied du mur sur le chapitre des droits linguistiques de la minorité anglophone du Québec. M. Bourassa a mécontenté tout le monde, francophones et anglophones, en optant à la mi-décembre 1988 pour l'affichage uniquement francophone à l'extérieur des commerces, tout en permettant le bilinguisme à l'inté-

rieur des magasins. La colère des francophones est quelque peu retombée depuis.

En revanche, les anglophones, clientèle traditionnelle du Parti libéral, ont, en nombre, rageusement renvoyé leurs cartes d'adhésion. Leurs suffrages, s'ils décident de les exprimer, pourraient se reporter sur le parti Egalité-Équité, nouvellement créé, qui n'ose cependant espérer conquérir plus de trois sièges. Les socialistes du Nouveau parti démocratique, récemment réorganisés, tentent, pour la première fois, de présenter des candidats dans chacune des cent vingt-cinq circonscriptions du Québec. Pour M. Bourassa, le danger est toutefois ailleurs.

Le Parti québécois a enfin retrouvé sa cohésion, après quatre années d'une crise aggravée par la disparition brutale, en novembre 1987, de son fondateur, René Lévesque. L'arrivée en mars 1988 de M. Robert Parizeau, indépendantiste « pur et dur » à la tête de cette formation, a largement contribué à clarifier les choses. Les partisans d'une mise en veilleuse du thème de la souveraineté conduits par M. Pierre-Marc Johnson ont été mis en minorité, et les militants de la première heure sont revenus dans les rangs du parti. M. Parizeau, ancien ministre des finances du cabinet Lévesque, promet, s'il est élu, de prendre toute espèce de moyens pour amener le gouvernement fédéral canadien à négocier le désengagement partiel ou global du Québec de la Confédération. Il proposera notamment une série de référendums visant le « rapatriement de pouvoirs sectoriels » actuellement détenus à Ottawa. Au terme de ce processus, un éventuel gouvernement « péquiste » appellerait les Québécois à se prononcer sur l'adoption d'une Constitution et d'une déclaration de souveraineté. Reste à savoir si cette nouvelle approche séduira les Québécois. D'après les plus récents sondages, 34 % d'entre eux appuient l'idée de l'indépendance et se disent déterminés à voter pour le Parti québécois aux prochaines élections.

Pour le moment donc, il reste encore du chemin à parcourir pour mettre en péril le libéralisme tranquille de M. Bourassa. Celui-ci se situe en effet résolument dans le cadre fédéral — même si l'accord de 1987 (permettant au Québec d'adhérer à la Constitution du Canada, rapatriée de Londres en 1982 sans son aval) n'est toujours pas entériné. Deux provinces, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick, s'opposent toujours fermement à la ratification de ce texte, surtout parce qu'il prévoit un statut de « société distincte pour le Québec ».

MARTINE JACOT.

(1) Les Québécois se sont opposés en 1981, par 60 % des voix, à la formule de la « souveraineté-association » de leur province avec le reste du Canada proposée par les indépendantistes du Parti québécois.

ÉTATS-UNIS

Le président Bush a nommé le général Colin Powell chef d'état-major interarmes

Le président George Bush a décidé de nommer le général Colin Powell, ancien conseiller de M. Ronald Reagan pour les affaires de sécurité nationale, au poste de chef d'état-major interarmes, a annoncé, mercredi 9 août, un haut responsable américain.

Né dans le quartier populaire de Bronx à New-York, de parents d'origine jamaïcaine, le général Powell, cinquante-deux ans, deviendra ainsi le premier noir et le plus jeune militaire à occuper ce poste aux États-Unis. Il remplacera l'amiral William Crowe, qui prendra sa retraite le 30 septembre prochain. Sa nomination devra être approuvée par le Sénat.

La désignation du général Powell a été recommandée à M. Bush par le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney.

● NICARAGUA : affrontements entre militaires et « contras ». — Huit guérilleros de la Contra auraient été tués et quatre soldats et un civil blessés au cours d'affrontements entre l'Armée populaire sandinista et des rebelles, survenus entre vendredi 4 et lundi 7 août dans diverses régions du Nicaragua, a annoncé, mercredi 9, le service de presse officiel. Les affrontements ont eu lieu dans des départements du centre du pays et sur la côte des Caraïbes, où des « contras » ont tenu des ambuscades à des patrouilles de l'armée régulière. — (AFP.)

Le chef d'état-major interarmes est le principal conseiller du président et du secrétaire de la défense pour les affaires militaires. De plus, en vertu d'une nouvelle réorganisation du Pentagone mise au point par M. Cheney, le plus puissant des militaires américains a également une influence plus importante que par le passé sur le budget de la défense.

La nomination du général Powell, qui a reçu il y a peu sa quatrième étoile, signifie que celui-ci passera au-dessus de plusieurs autres militaires bien plus anciens que lui.

Le général Powell avait été l'adjoint direct de M. Frank Carlucci, chargé de remettre de l'ordre au sein du Conseil national de sécurité après le scandale de l'Irangate. L'officier général est actuellement à la tête du commandement de l'armée de terre, basé à Fort-McPherson, en Géorgie. — (AFP.)

● CUBA : inculpation de trois militants des droits de l'homme. — Les trois dissidents cubains qui avaient été arrêtés, le 8 août, pour avoir exprimé leur conviction que les quatre officiers récemment exécutés pour trafic de drogue avaient fait l'objet d'un véritable « massacre », ont été traduits en justice à La Havane pour « diffusion de fausses nouvelles ». MM. Evaristo Sanchez Santa Cruz, Iran Abi Cobas et Huber Jerez, présentés par le quotidien officiel du PC Gramma comme « éléments contre-révolutionnaires », fréquentent de ces quatre ans de prison. — (AFP, Reuters.)

Proche-Orient

La crise des otages et l'attaque-suicide au Liban sud

Contredisant le *Tehran Times*, qui reflète d'habitude le point de vue du ministère des Affaires étrangères et qui affirmait, mardi, que le gouvernement iranien favorisait la libération des otages occidentaux s'il recevait l'assurance que ses avoies seraient débloqués, le journal *Keyhan*, proche du pouvoir, a rejeté, mercredi 9 août, tout marchandage à ce sujet, en soulignant que « les principes de la révolution islamique sont plus importants que les avoirs iraniens gérés par Washington ».

Dans un article repris par l'agence IRNA, *Keyhan*, premier quotidien iranien par l'importance de sa diffusion, souffle à nouveau le froid. Rétablir des relations diplomatiques avec un gouvernement qui « prône le crime, la trahison, la malhonnêteté et l'instabilité ne pourrait que souiller l'image de la révolution islamique aux yeux des peuples opprimés du monde », écrit l'éditorialiste, qui ajoute :

« La révolution islamique ne sera qu'une avec l'Amérique qu'après l'avoir mise hors d'état d'interférer et de piller les autres. » D'autre part, le bilan de l'attaque-suicide à la voiture piégée de mercredi 9 août dans le sud du Liban (dernière édition du *Monde* du 10 août) s'élève à cinq blessés, dont un gravement atteint, parmi les militaires israéliens. Un soldat de l'armée du Liban-Sud, milice armée et entraînée par Israël, a été également blessé.

M. Bush se dit prêt à utiliser « toutes les voies diplomatiques »

NEW-YORK de notre envoyée spéciale

Officiellement du moins, rien n'a changé : discuter, ne pas marchandiser et écouter n'obligent pas à répondre. C'est à un véritable cours de linguistique que s'est livré, mercredi 9 août, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, venu « clarifier », devant les journalistes, la position américaine sur les prises d'otages. Il est vrai que la « flexibilité » affichée en la matière, ces dernières quarante-huit heures, par le président Bush a sérieusement ébranlé la croyance générale dans la doctrine officielle, héritée des années Reagan, qui fut « qu'on ne négocie pas avec les terroristes ». Et les spéculations qui ont suivi la perle, dans la presse iranienne de mardi, d'une proposition de l'échange de la libération de leurs otages contre la libération de la prison de la garde générale depuis 1979 aux États-Unis par ailleurs dans le même sens. Même si la Maison Blanche a réaffirmé que les avoirs et les otages étaient deux dossiers séparés. En effet, certains membres de l'administration ne cachent pas que les avoirs iraniens pourraient être débloqués « après » le retour des otages. Voire d'une « normalisation » avec l'Iran, qui, aux yeux d'une partie grandissante des conseillers du président, serait la meilleure garantie que l'Iran renonce dans le rang des nations. D'autres, au contraire, dans cette « gravitation », une incitation supplémentaire à de nouvelles prises d'otages.

« Si je pouvais parler à quelqu'un et obtenir la libération des otages sans mettre en danger la vie d'autres Américains, je serais heureux de le faire. » En fait, il n'est pas si simple. S'adressant à son tour à la presse, le secrétaire d'État, M. George Bush, dans une tentative d'explication qui tenait plus de la justification — voire du ballon d'essai auprès des Iraniens et de leurs satellites, — devait insister sur le besoin de flexibilité : « J'espère que j'ai une ouverture d'esprit suffisante pour parler et utiliser toutes les voies diplomatiques possibles pour libérer ces Américains. S'il se produit des changements et si certains signaux tournent, je ne veux pas les manquer. » Et, faisant allusion aux huit Américains otages et à la situation au Liban, il devait poursuivre : « La vie de ces gens m'est trop précieuse pour m'enfermer la tête dans le sable et laisser passer la moindre subtilité dans ce coin du monde si compliqué. »

Par ailleurs, le président américain a longuement insisté sur le côté le plus positif enregistré, selon lui, jusqu'ici dans le grand marathon diplomatique qu'il a entamé depuis dix jours : l'absence d'une coopération internationale basée, selon sa propre expression, sur le sentiment que « trop, c'est trop ». Et certains pays restés silencieux ou réservés sur le problème des prises d'otages, devaient faire remarquer, « ont été rendus furieux ou dégoûtés par le film vidéo de la pendaison du lieutenant-colonel Higgins ». Et ce, « quelles que soient leurs vues sur le conflit du Moyen-Orient ». Et le président de conclure par une citation, en forme d'appel, tirée de son propre discours inaugural et parfaitement appropriée : « La bonne volonté engendre la bonne volonté. »

Le cheikh Fadlallah : « Ce n'est qu'un acompte d'autres opérations suivront »

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

Dans son chantage à l'Occident, le Hezbollah pro-iranien s'est de nouveau manifesté, mercredi 9 août, en tentant d'enfoncer un coin dans les relations israélo-américaines et en affirmant qu'il ne relâchera pas ses « prisonniers sionistes ». Dans un communiqué distribué à Beyrouth, le Hezbollah affirme, en effet : « Il devient clair que les choses se sont retournées contre l'ennemi après son crime stupide (le rapt du cheikh Obeid). Il est devenu impossible de libérer les prisonniers sionistes et toutes les routes possibles menant à un échange ont été fermées. De plus, le lien établi entre la question des prisonniers sionistes et l'affaire des otages pourrait causer du tort à l'Occident et compliquer davantage l'affaire des otages. »

On ne pourrait être plus clair mais le Hezbollah ajoute pourtant : « Nous considérons que les efforts qui ont été déployés dans le passé pour libérer les otages occidentaux au Liban connaissent aujourd'hui un grave revers en raison de l'imbécillité dont ont fait preuve les sionistes racistes qui ont démontré qu'ils étaient prêts à sacrifier tous les autres à leurs intérêts égoïstes. »

Ce communiqué est intervenu quelques heures après l'attentat à la voiture-suicide, le premier depuis octobre 1988, mené contre un convoi israélien au Liban sud par la Résistance islamique, bras armé du Hezbollah.

Trois Palestiniens tués dans les territoires occupés

Jérusalem (AFP). — Trois Palestiniens ont été tués par balles, mercredi 9 août et vingt-quatre autres blessés lors d'une série d'incidents dans les territoires occupés, paralyse par une grève générale marquant le début du 21^e mois de l'intifada. Un enfant de six ans et demi, Youssef Razi Salama, a été atteint d'une balle à la poitrine dans le camp de réfugiés de Shatti (Beach camp), dans la bande de Gaza, lors de violents affrontements entre manifestants et soldats israéliens qui ont en outre blessé sept Palestiniens, dont un enfant de sept ans.

L'enterrement de cet enfant, quelques heures plus tard, a donné lieu à de nouvelles manifestations contre l'occupation israélienne à Shatti. Zyad Mohammed Banat, vingt-trois ans, a été tué d'une balle dans le ventre lorsque les militaires ont tiré en direction de groupes de jeunes qui lançaient des pierres, également dans le camp de Shatti.

En outre, un Palestinien, Nidal Misk, vingt ans, a été tué par des tirs de colons israéliens, près de la Mosquée d'el-Ansar, à Hébron.

D'autre part, un bébé israélien de dix-neuf mois est mort mercredi en Cisjordanie après avoir été blessé par des soldats israéliens qui ont riposté aux tirs du père. Ce dernier avait pris les soldats pour des Palestiniens sur le point de l'attaquer. Le père, un colon juif, a également été blessé à la poitrine lors de l'échange de tirs mardi soir. Un autre de ses enfants, âgé de quatre ans, a été légèrement blessé. — (AFP, AP.)

Deux militaires siègent au nouveau comité central du Fath

TUNIS de notre correspondant

Pour la première fois, deux militaires — le général Mohamed Jilani et le colonel Nasser Youssef — siègent au comité central du Fath, élu mercredi 9 août par le cinquième Congrès du mouvement. Depuis l'assassinat au Liban, en 1982, du commandant Saad Sayel (Abou El Walid), la branche militaire du Fath n'était plus représentée au sein de l'exécutif. Dans le même temps, l'équipe politique et diplomatique du comité central s'est vu renforcée avec l'arrivée de M. Hakam Balaoui, représentant de l'OLP à Tunis, membre de la délégation palestinienne au dialogue avec les États-Unis et l'interlocuteur privilégié de l'ambassadeur américain Robert Pelletreau.

A l'exception de M. Rafik Natche (Abou Chaker), représentant de l'OLP en Arabie saoudite, les neuf autres membres du comité central sortants ont été réélus. Outre M. Yasser Arafat, désigné la veille par acclamations président du Mouvement (le *Monde* du 10 août), il s'agit de MM. Salah Khalaf (Abou Iyad), Farouk Kaddoumi (Abou

Lotf), Mahmoud Abbas (Abou Mazen), Hani El Hassan, Khaled El Hassan (Abou Sâd), Mohamed Ghoneim (Abou Maher), Salim Zaounn (Abou El Adil) et Hayel Abdel Hamid (Abou El Hô).

M. Intissar Al Wazir, veuve d'Abou Jihad, assassiné le 16 avril 1988 à Tunis, première femme à siéger dans cette instance, et MM. Talab Abdelhahim, représentant de l'OLP à Belgrade; Sakhr Abou Nizar, secrétaire du Conseil révolutionnaire sortant; Abbas Zaki, directeur des relations arabes et internationales de l'OLP; Abou Alaa, directeur du département économique de l'OLP et Abou Monzer, adjoint au représentant de l'OLP en Arabie saoudite, complètent la liste des dix-huit élus. Ces derniers désigneront trois autres membres pour se joindre à eux.

Le comité central a été chargé de désigner en son sein un bureau politique d'une dizaine de membres, et le congrès a recommandé de nommer dans les instances dirigeantes du FATH plusieurs personnalités des territoires occupés, dont l'identité ne sera pas divulguée pour « raisons de sécurité ».

MICHEL DEURÉ.

Europe

URSS : pour protester contre la limitation de leurs droits électoraux

Les russophones d'Estonie sont de nouveau en grève

MOSCOU de notre correspondant

Les russophones d'Estonie se sont de nouveau mis en grève. Une quinzaine d'entreprises de Tallin, la capitale de la République balte, ont arrêté le travail mercredi après-midi 9 août. L'agence Tass a indiqué que son côté dix-neuf autres entreprises s'étaient jointes quelques heures plus tard au mouvement, qui touche notamment la direction locale de l'aviation civile.

Ce regain d'agitation des Russes, Ukrainiens et Biélorusses, qui représentent environ 40% de la population totale de la République, intervient au lendemain de l'adoption par le Parlement d'Estonie d'une loi sur les élections locales qui limite les droits de vote et d'éligibilité pour les non-Estoniens. Cette loi prévoit notamment que le droit de vote est réservé aux personnes vivant depuis au moins deux ans dans la même circonscription électorale, ou bien cinq ans en Estonie. La deuxième disposition principale indique que pour être candidat aux élections locales il faut avoir vécu au moins cinq ans dans la circonscription où l'on compte se présenter ou bien dix ans en Estonie.

La loi est fort contestée par les non-Estoniens, qui y voient un texte « discriminatoire ». Ils avaient déjà observé fin juillet un mouvement de grève de quelques jours pour protester contre ce texte dont le Parlement estonien avait finalement décidé de passer l'adoption (le *Monde* du 28 juillet).

Les russophones d'Estonie sont certainement les plus mobilisés des russophones dans les trois Républiques baltes. Regroupés autour du mouvement Interdivlenie, ils entendent manifester leur opposition aux différentes initiatives nationalistes prises par les autorités estoniennes. Ils réclament également la suspension de la loi sur la langue adoptée au début de l'année et qui rend obligatoire la connaissance de la langue estonienne dans les services publics.

Les autorités géorgiennes en accusation

La sous-commission du Soviet suprême de Géorgie chargée d'enquêter sur la dispersion sanglante de la manifestation nationaliste du 9 avril dernier à Tbilissi, au cours de laquelle vingt personnes avaient été tuées, estime que les autorités géorgiennes ont eu recours à des « actes illégaux », rapportent les *Nouvelles de Moscou* du mercredi 9 août.

La sous-commission souligne que les manifestations revêtaient un « caractère pacifique », sans danger pour la population, et que la direction géorgienne a décidé d'avoir recours à la force en raison d'une « évaluation erronée » des événements. Elle considère qu'il n'y avait pas de « raison, ni de nécessité pour décider d'interrompre la manifestation » et de faire appel à l'armée, précise le

POLOGNE : confusion politique

Les Partis démocrate et paysan hésitent à choisir leur camp

VARSOVIE de notre envoyé spécial

La formation du gouvernement polonais du général Kiszczak, qui devrait en principe être présentée à la Diète (Parlement), le mercredi 23 août, fait remonter la fièvre à Varsovie. La décision de Solidarité de lui refuser à l'avance sa confiance, la proposition faite cette semaine par le syndicat de former une coalition avec les Partis paysan et démocrate, sans les communistes, ont fait ressortir au sein de ces deux petites formations, jusque-là associées avec le POUF au pouvoir, les divisions déjà apparues lors de l'élection du général Jaruzelski à la présidence de la République, puis de la nomination de M. Kiszczak comme premier ministre.

Lors de la réunion, mercredi 9 août, de leur groupe parlementaire, plusieurs députés paysans ont publiquement exprimé leur refus de participer au gouvernement de M. Kiszczak. « On est incapable de restaurer la crédibilité du parti auprès des paysans en reconduisant notre éternelle coalition avec le POUF. (...) Les militaires sont inefficaces. (...) Pourquoi entrer dans un gouvernement qui ne durera que six mois ? » Les récriminations allaient bon train à l'encontre de la direction du parti, devant un parterre discret de journalistes tout ébahis d'être admis pour la première fois dans une telle réunion.

Dans le journal télévisé du soir, le chef du « Club paysan » (groupe parlementaire), M. Alexandre Bentkowski, estimait que « sur la base de ce qui a été dit aujourd'hui, on peut

déjà affirmer que le club votera efficacement au moment de la présentation du cabinet Kiszczak ». Mais il a été immédiatement contredit par le président du parlement, M. Kozakiewicz, également membre du Parti paysan, qui a estimé qu'une coalition sans les communistes était, dans les circonstances actuelles, un choix « extrême ». M. Bentkowski avait — déjà, avant la confirmation de M. Kiszczak comme premier ministre — annoncé que de nombreux députés de son parti voteraient contre. C'est lui qui, à ce moment, avait déjà lancé l'idée d'une coalition avec l'opposition, reprise aujourd'hui à son compte par Solidarité, comme l'a confirmé, jeudi, M. Gieremek, proche conseiller de Lech Walesa, devant les députés et sénateurs de Solidarité, également réunis à Varsovie pour préparer les prochains débats du parlement.

Le Monde
PUBLICITÉ TOURISME-CASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

لکڑی می لکڑی

Politique

POINT DE VUE

L'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel

Le retour des mythes

par Louis Favoreu

de l'université Aix-Marseille-III

TROIS mythes réapparaissent dans la vie politique française à chaque étape de la montée en puissance du Conseil constitutionnel : 1971, 1974, 1981, 1986. Le rôle de ce retour est tel que l'on aurait pu, sans grand risque, décrire par avance les réactions à la proposition d'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel formulée par le président de la République ainsi qu'à la décision rendue par le juge constitutionnel, à propos de l'amnistie, le 8 juillet dernier (1).

Si l'on considère que « le mythe est une image simplifiée souvent illusoire que des groupes humains élaborent ou acceptent au sujet d'un fait et qui joue un rôle déterminant dans leur comportement ou leur appréciation » (Robert), cette définition caractérise bien, à notre sens, les phénomènes suivants.

I. - Le mythe de la Cour suprême

La Cour suprême américaine constitue le premier mythe. On y fait référence obligatoirement, même lorsque, comme dans le cas présent, cela n'a pas de sens.

En effet, ce que le président Mitterrand a proposé n'a rien de commun avec le système américain : aux États-Unis, tous les tribunaux — du tribunal de base jusqu'à la Cour suprême — peuvent contrôler la constitutionnalité des lois ; en France, seul le Conseil constitutionnel a ce pouvoir ; et le président propose de renforcer ce monopole (et donc d'écarter l'exclusion du contrôle par les tribunaux ordinaires) en prévoyant un recours au Conseil constitutionnel en cas d'atteinte aux droits fondamentaux des individus.

S'il s'agit d'un recours direct, par voie d'action (comme le croient certains) l'exemple est à prendre en Allemagne fédérale où la Cour constitutionnelle peut être saisie ainsi ; on est alors à l'opposé du système américain car la Cour suprême ne peut être saisie que de manière indirecte, par voie d'exception, et sur appel (accepté dans une proportion de 200 sur 5 000 environ) de décisions de cours d'appel fédérales ou de Cours suprêmes des États, intervenues elles-mêmes sur appel de décisions de juges inférieurs. S'il s'agit d'un recours indi-

rect (comme c'est probable) intervenant sur renvoi des tribunaux ordinaires devant lesquels a été soulevée une exception d'inconstitutionnalité de la loi, l'exemple est à prendre en Autriche, en Allemagne fédérale, en Italie ou en Espagne.

Dans ces pays, les tribunaux ordinaires ne peuvent statuer eux-mêmes sur l'exception d'inconstitutionnalité et doivent renvoyer la question à une juridiction spécialisée qui a le monopole du contentieux constitutionnel, la Cour constitutionnelle.

Et si l'on pense que le projet de M. Mitterrand reprend celui de M. Badinter, cette faculté de renvoi devrait même être réservée aux seuls Conseils d'État et Cours de cassation (système autrichien et kelsénien de 1929) ; or ce système institue un filtre sévère, et l'on ne peut dire que, comme dans le cas américain, l'individu ait l'assurance de voir son exception d'inconstitutionnalité examinée par un tribunal.

En résumé, ce qui est envisagé est une transposition soit du système allemand du recours direct, soit du système autrichien du recours indirect sur renvoi des juridictions suprêmes ; dans les deux hypothèses, le jugement de l'inconstitutionnalité est confié à un tribunal constitutionnel spécial (le Conseil constitutionnel) et en aucun cas à une Cour suprême (à l'américaine) qui, au demeurant, ne pourrait exister en France que par fusion du Conseil d'État, de la Cour de cassation et du Conseil constitutionnel.

En réalité, dans un débat français sur la justice constitutionnelle, il faut utiliser un « décoder » : « Cour suprême à l'américaine » doit se lire ou s'entendre comme « Cour constitutionnelle à l'allemande ou à l'autrichienne ».

Cette question de vocabulaire n'est pas sans importance car au premier mythe est généralement attaché un deuxième : le gouvernement des juges.

II. - Le mythe du gouvernement des juges

C'est un élément de la mythologie politique française, depuis l'entre-deux-guerres. La légitimité du gouvernement des juges est mise en cause au nom du dogme de l'inaliénabilité de la loi expression de la volonté générale.

Sous cette forme, cette thèse n'est aujourd'hui défendue que par le Parti communiste, qui, assez paradoxalement, met en cause le système des Cours constitutionnelles à l'étranger, au moment même où ce système s'étend en Europe de l'Est : après la Yougoslavie en 1963 et la Pologne en 1985, la Hongrie s'appuie à l'adopter ; quant à l'URSS, elle en a adopté le principe lors de la dernière révision constitutionnelle de décembre 1988.

Le gouvernement des juges n'est plus un épouvantail : la nécessité de la justice constitutionnelle garantie des droits fondamentaux et contre-poids à une majorité trop puissante est devenue évidente dans tout système constitutionnel moderne. L'image de la poignée d'hommes s'opposant à la volonté générale appartient au passé. Mais elle a imprégné l'esprit de générations de juristes et d'hommes politiques en France ; et elle fait encore souvent partie de la mythologie de ceux qui appliquent le droit ou l'enseignement.

Et inamoviblement, on s'en prend aux conditions de désignation de cette poignée de juges qui gouvernent. Si le Parti communiste met en cause ces conditions, c'est en réalité, parce qu'il ne participe pas à cette désignation ; mais c'est aussi le cas en Autriche, en Espagne et en Allemagne fédérale, pays où, comme en France, il n'est pas un parti de gouvernement.

L'opposition critique le mode de nomination lorsque les personnalités qu'elle a contribué à désigner sont minoritaires au sein du Conseil : cela a été le cas de l'opposition de gauche avant 1981 ; et c'est le cas, partiellement, de l'opposition de droite en 1989.

En fait, il y a deux systèmes : celui de la « proportion » (pratiqué en Autriche, RFA, Italie, Portugal et Suisse), selon lequel les juges constitutionnels sont désignés en proportion de l'importance des partis susceptibles de gouverner ; et celui de l'alternance (pratiqué aux États-Unis, en Espagne et en France), où la pondération des nominations dépend en fait des alternances.

Et il est assez piquant que l'on ait mis en avant les qualités du système américain au moment même où le président de la Cour suprême américaine, s'exprimant à Aix le 12 juillet en ouverture d'un colloque, s'interrogeait sur les vertus de ce système (après les avatars des juges nommés par Ronald Reagan) et faisait référence aux systèmes européens.

Aucun mode de désignation n'est parfait ; et tous font intervenir la politique. Et ceci est normal car les conditions de l'exercice des partis politiques susceptibles de gouverner doivent participer à la désignation des contrôleurs ; la légitimité des contrôleurs dépend de l'acceptation du contrôle par les contrôlés.

C'est pourquoi la prudence s'impose lorsque l'on veut réformer la Constitution sur ce point, comme d'ailleurs pour toute réforme.

III. - Le mythe de la révision constitutionnelle

Dans la France de la V^e République, la révision constitutionnelle est également devenue un mythe, en ce sens que toute proposition de révision déclenche une réaction en

chaîne qui lui donne des proportions considérables, alors que, dans le même temps, chacun sait que la révision est quasiment impossible à réaliser.

Il n'y a eu, depuis 1958, que trois lois constitutionnelles votées selon la procédure de l'article 89 (2), alors que l'on en compte plus d'une trentaine en RFA et environ deux cents en Autriche. Depuis 1981, la révision n'est en fait possible que s'il y a un consensus entre majorité et opposition. Or, chaque fois que la majorité propose une révision, l'opposition « charge le berger » : c'est ainsi qu'a agi la gauche en 1974, notamment ; et la droite pourrait adopter la même attitude en 1989.

Une seconde attitude se renouvelle, au-delà même des divergences politiques : celle consistant à estimer que la réforme est bien légitime et qu'il faut l'écarter ou même en profiter pour faire une « toilette » de la Constitution. Il existe une propension bien française à vouloir toujours changer la Constitution même lorsque, globalement, elle donne satisfaction. Et cela, sans se préoccuper de savoir si toucher à tel élément du mécanisme ne risque pas de remettre en cause le fonctionnement de l'ensemble.

Tout projet de réforme constitutionnelle devrait être précédé d'une sérieuse « étude d'impact » effectuée en utilisant notamment les enseignements du droit comparé. L'ingénierie constitutionnelle n'est pas un jeu de construction : on ne peut pas changer les pièces au gré de l'imagination des réformateurs.

On peut regretter qu'à nouveau un débat de grande importance ait lieu sur la base de connaissances approximatives et assez largement mythiques, comme en 1974. Les optimistes espèrent qu'une discussion sérieuse aura lieu à la rentrée. Les pessimistes estiment qu'il faudra attendre le renouvellement de ceux qui participent à ce débat et qui ne peuvent se libérer de leurs mythes. On en reparlera dans quinze ans...

(1) Dans sa décision du 8 juillet 1989, le Conseil constitutionnel a rejeté un amendement socialiste élargissant l'amnistie aux licenciés pour fautes lourdes (les « dix » de Renault). Le 14 juillet, M. Mitterrand a proposé une modification de la Constitution qui permettrait à des citoyens de saisir le Conseil constitutionnel.

(2) Selon cet article, le projet ou la proposition de révision de la Constitution doit être adoptée en termes identiques par les deux assemblées. Il n'est pas permis au référendum si le président de la République « décide de la soumettre au Parlement convoqué en congrès ». Dans ce cas, il doit, pour être approuvé, réunir une majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Communication

Après le rapport sur la concentration au cinéma

Les salles indépendantes réclament une nouvelle loi

Dans son rapport au ministre de la culture sur la programmation des salles de cinéma (Le Monde du 20 juillet), M. Dominique Brault metait en lumière les distorsions de la concurrence entre les grands circuits nationaux et les exploitants indépendants. La Coordination des indépendants, qui regroupe environ cent soixante exploitants, réclame une réforme de la loi de 1982.

Les recettes insuffisantes de films plus difficiles. Mais le distributeur ne m'a même pas pris au téléphone : les circuits se sont réservés l'exploitation du film. Lorsque j'ai voulu obtenir A nos amours, de Pialat, j'ai saisi le médiateur du cinéma, mais malgré sa bonne volonté, n'a rien pu faire. J'ai été obligé de me payer une page de publicité dans un quotidien pour faire pression sur Gaumont.

Changer les règles du jeu

La pression des circuits ne se fait pas sentir qu'en quartier Latin. « J'ai dû aller en justice pour obtenir une copie en version originale de Bird à Dijon, raconte Alain Cramé. Le Petit Diable, qui plaît autant aux cinéphiles qu'au grand public, n'a été distribué qu'en version française pour toute la province. Est-ce que les distributeurs ne sont pas capables de savoir où est leur public ? Ou bien est-ce Pathé qui distribuant le film en version française dans les salles de son circuit, se garde ainsi de la concurrence ? »

Las de frapper aux portes du Centre national du cinéma, du médiateur ou du Conseil de la concurrence, les indépendants exigent maintenant que le gouvernement change les règles du jeu. « Qu'on ne nous assimile pas aux défenseurs du petit commerce contre les géants américains », plaide Jean Henochberg. Le problème est bien plus complexe. Si nous ne pouvons plus projeter les œuvres des cinéastes que nous avons lancés, ni accéder à quelques grands films de qualité demandés par notre public, c'est tout l'équilibre de notre métier qui est menacé. Si les indépendants n'existent plus, qui accomplira notre travail de défense du patrimoine et de découverte de cinémas différents ? »

Le diagnostic est un peu rapide. D'abord parce qu'aux « grandes guérges » parisiennes se sont jointes depuis plusieurs mois des dizaines de salles de province, asphyxiées par la pression des grands circuits nationaux et déçues par la faible combativité de la vieille association des cinémas d'art et d'essai. Ensuite parce que, loin d'être de simples salles, les « indépendants » sont, pour la plupart, de véritables entreprises cinématographiques à la vitalité de la création cinématographique.

Leurs noms — Saint-André-des-Arts, Reflet Médias Logos, Action, Mac-Mahon, Escorial, Trois-Belzac — sont chers à des générations de cinéphiles. Dès les années 60, portés par la nouvelle vague, ils ont trouvé au quartier Latin leur territoire et leur public. Ils ont été le premier complexe multi-salles (les trois Luxembourg) pour défendre à la fois le grand répertoire classique et le jeune cinéma. Ils ont ressorti inlassablement les œuvres de Ford, Rossellini, Mizoguchi, Bergman ou Satyajit Ray. Ils ont fait découvrir celles de Carlos Saura, Wim Wenders, Theo Angelopoulos ou Raymond Depardon en investissant dans la distribution et, parfois même, dans la production d'un cinéma alors ignoré par les grands groupes.

Puis Gaumont UGC, Pathé ou MK 2 se sont installés au quartier Latin. Ils ont, à leur tour, créé des complexes, récupéré la distribution et la production des talents révélés par les indépendants. Et, par le jeu des ententes de programmation, les grands circuits ont peu à peu monopolisé l'accès aux films. « J'aurais bien voulu projeter Raimon ou Saint-André-des-Arts, explique Roger Delamant. Parce que c'est un bon film et aussi parce que son succès m'aurait permis d'équilibrer

un passage devant le Parlement est indispensable pour réformer le régime des aides aux salles. Une partie de la taxe frappant le ticket d'entrée au cinéma est, en effet, réservée aux investissements des exploitants. Or la loi permet actuellement aux circuits nationaux de rassembler l'aide suscitée par leurs multiples salles sur tout le territoire et de concentrer cette puissance financière pour créer de nouveaux complexes. Le mécanisme favorise donc une concentration galopante. Mieux encore : les circuits, qui investissent plus souvent que les indépendants, peuvent demander des avances et piocher largement dans la caisse où dort l'aide réservée théoriquement aux salles indépendantes. « Il n'est pas rare de voir un circuit proposer de racheter une salle indépendante ou menacer de la ruiner en créant en face d'elle un nouveau complexe, explique Jean Henochberg. Peut-on tolérer plus longtemps une loi qui permet de nous asphyxier avec notre propre argent ? »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

EN BREF

● Décès de la première femme reporter à la BBC. — Audrey Russell, la première femme reporter à la BBC, commentateur radio, notamment, des grandes cérémonies de la vie de la famille royale, est décédée le 10 août à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Engagée à la BBC en 1942, elle en devint le seul correspondant de guerre accrédité. Elle fut pendant un quart de siècle l'un des chroniqueurs radio les plus populaires en Grande-Bretagne. Son autobiographie — Une certaine voix — publiée en 1986, était une sorte de guide complet des événements (couronnement de la reine Elizabeth II), mariages, funérailles et déplacements de la famille royale.

● Décès de James Markham, journaliste au New York Times. — James Markham, chef du bureau parisien du quotidien américain The New York Times, est décédé le 9 août, à l'âge de quarante-six ans. James Markham avait collaboré au magazine Time et à l'Associated Press avant d'entrer au New York Times en 1971, où il venait tout juste d'être nommé

rédacteur en chef adjoint du service étranger. Ayant passé la quasi-totalité de sa carrière hors des États-Unis — en Inde, au Liban et en Afghanistan, en Afrique du Nord, au Vietnam, puis en Europe — et parlant de nombreuses langues, c'était un spécialiste des relations internationales en même temps qu'un reporter infatigable et soucieux des détails. Sa mort serait due à un suicide.

● Mise en demeure du CSA pour neuf radios du nord de la France. — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a récemment mis en demeure neuf radios FM des régions Picardie et Nord-Pas-de-Calais de respecter les conditions de leur autorisation. Radio CSM, Jet FM, Radio Saint-Quentin Métropolis et Radio Laffeur se voient reprocher leur absence de programme ; RCP Equinoxe FM et Radio Touquet temps libre, leur puissance d'émission excessive ; Radio FLI Pacific et Radio Val-de-Liane, le non-respect du programme autorisé et Radio Cité Vauhan le non-conformité de son site d'émission.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 680572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publicationAnciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Lauress (1982-1985)Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 FPrincipaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.Administrateur général :
Bernard Wourms.Rédacteur en chef :
Daniel Verneil.Correspondant en chef :
Claude Sales.Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-81Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Typo LEMONDE
au 36-15 - Typo LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	365 F	399 F	504 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 480 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 02-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse définitive ou provisoire : nos abonnés sont invités à for-

muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en

capitales d'imprimerie. B21 MOND93

Le Monde
PUBLICITE

S, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 286 136 F

Imprimerie
de « Monde »
7, rue des Italiens
PARIS IX

Centre formation professionnelle avocat.

C.F.P.A.

Préparation intensive
28 août au 22 septembre
80 % à 90 % de RÉCUS
chaque année

CEPES

57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly
Tél : 47-48-09-19 ou 47-22-94-94.

Le Monde
PUBLICITE

S, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 286 136 F

Imprimerie
de « Monde »
7, rue des Italiens
PARIS IX

anticipées auront lieu le 25 septembre

Des incendies de forêt ont repris dans le sud de la France

Après un répit de quelques jours, les feux de forêt semblent à nouveau se multiplier dans le midi de la France. Au cours de la journée de mercredi 9 août, les pompiers ont dû intervenir dans le Var, les Bouches-du-Rhône, le Gard et la Vaucluse.

Ces débuts de sinistre ont été immédiatement combattus avec de très importants moyens terrestres et aériens. Cependant, l'un d'eux, près de Cabrières-d'Avignon (Vaucluse), n'a pu être maîtrisé que jeudi matin. Une habitation a été détruite et deux quartiers du village ont dû être évacués. Cinq cents hectares de forêt ont été ravagés. Les responsables de la lutte contre le feu

s'interrogent sur l'origine de ce sinistre, trois foyers s'étant développés simultanément.

Cette situation incite les autorités à renforcer les moyens d'intervention. Ainsi, les renforts qui avaient été dépêchés de l'Île-de-France vers le littoral méditerranéen vont être relevés. Une colonne de quarante-cinq véhicules de la région parisienne devrait arriver vendredi à Salon-de-Provence et à Hyères.

Un barman de Mougins (Alpes-Maritimes) âgé de dix-huit ans, qui a reconnu être à l'origine d'un départ de feu,

le 6 août, a été inculpé d'incendie volontaire et écroué, mercredi, à la prison de Grasse. De son côté, le tribunal correctionnel de Carcassonne (Aude) a infligé une peine de trois ans de prison, dont trois mois ferme, à un cultivateur de Bessède-de-Sault qui, le 5 août, avait mis le feu à des broussailles pour « éloigner les sangliers ».

M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, a annoncé son intention de constituer un groupe de travail qui étudiera « des mesures sévères tendant à rendre incontestable tout espace forestier dévasté par le feu », afin de couper court à d'éventuelles spéculations immobilières.

POINT DE VUE

par Haroun Tazieff
ancien secrétaire d'Etat
aux risques majeurs

Les incendies de forêt sévissent, comme chaque été. Comme chaque été, on cherche des coupables. Ces coupables que l'on désigne, que l'on condamne — juridiquement lorsque l'on en tient un, — ce sont, toujours, des « lampistes ». Jamais, au grand jamais, de vrais responsables. Ceux que l'on baptise, faute de savoir sa propre langue, « pyromanes » (sauf pour les maniesques du feu, il s'agit en fait d'incendiaires), sont de pauvres diables, des enfants, des imprudents. Ils mettent le feu, certes, mais ils n'allument pas l'incendie.

Les feux de forêt ont existé de tout temps. Il s'en produira toujours, qu'il s'agisse d'un feu de brousse, d'une étonnante malencontreuse, d'une malveillance, peu importe. Peu importe car un feu, s'il n'y a pas au sol des broussailles desséchées, du bois mort, tombé ou sur pied, et s'il ne souffle pas un vent suffisamment fort, un feu ne se transforme jamais en incendie, même si l'on ne vient pas l'éteindre à coups de branchages, à coups de semelle ou à coups d'eau : il s'éteindra de lui-même, faute de combustible.

C'est ce qui explique qu'avant et pendant la guerre et durant les dix années qui l'ont suivie, lorsque le forêt était habitée et relativement bien entretenue, les incendies de forêts étaient rarissimes. Or aucun pompier ne sortait des villages ou des villes pour s'en occuper, puisqu'ils ne disposaient que d'un matériel rudimentaire, tout à fait inadéquat à ce genre de service. Aujourd'hui, où existent de puissantes autopompes, des flottilles d'avions et d'hélicoptères-bombardiers d'eau, des retardants chimiques, et que des dizaines de milliers d'hommes sont spécialisés, ces incendies sont mille fois plus nombreux que jadis...

Les broussailles et les taillis

Le paradoxe s'explique : jusque dans les années 50, la forêt était habitée et propre. Propre car entretenue, habitée par tous ces métiers aujourd'hui disparus — scieurs de long, bûcherons, charbonniers, récolteurs, cueilleurs, cultivateurs sur clairières et sur lisières, bergers. Ils ont disparu avec le dépeuplement des campagnes, lequel a commencé par celui des forêts. A ces habitants, il faut adjoindre les paysans des villages environnants qui fauchaient les forêts, qui se chauffaient avec le bois mort glané dans les futaies. Ces gens parcouraient la forêt en tous sens et

Les vrais coupables

contribuaient à éliminer les broussailles. Le pâturage des chèvres et des moutons maintenait le sous-bois dans un état de propreté qui suffisait largement à empêcher les feux de se transformer en incendies. En outre, ces feux étaient rapidement détectés par les habitants de la sylvie, qui s'empressaient de les éteindre.

Depuis une quarantaine d'années, la forêt n'est plus entretenue. L'entretien, nous dit-on, coûte trop cher pour une forêt non exploitable commercialement. La valeur de l'argument se mesure à l'aune des pertes annuelles dues aux incendies et du milliard consacré, toujours vainement, à lutter contre eux. Désertifiée et mal entretenue, elle est « sale » : sale des milliards de mètres cubes de broussailles qui y prolifèrent dès le printemps et que la chaleur de l'été dessèche jusqu'à en faire de l'étoffe. Les feux innombrables, inévitables, qui naissent ici et là trouvent de quoi se nourrir, se propager et chauffer suffisamment pour enflammer les basses branches des arbres. Ce n'est pas encore l'incendie, mais déjà plus que le feu au ras du sol. Ce feu des branches vivantes, surtout celui des résineux, est destructeur. Il faut désormais des pompiers pour en venir à bout.

L'incendie, lui, ne se développe que lorsque se lève le vent. Plus ce vent est violent, plus formidable est l'incendie. L'incendie de forêt, le vrai, personne ne peut l'éteindre. Les élus qui pleurent pour plus de Canadair sont soit ignorants, soit de mauvaise foi : mille bombardiers d'eau n'arrêteront pas un incendie de forêt. Seules la chute du mistral ou l'arrivée des flammes à la lisière où le combustible manque sont capables d'interrompre la progression du feu. Pompiers et aéronefs ne peuvent que tenter de protéger les habitations.

Les vrais coupables, ce ne sont nullement les « pyromanes », les incendiaires criminels, les imprudents ni les bergers qui pratiquent en fraude l'écobuage — une pratique ancestrale et bénéfique, stupidement interdite par quelque législateur rond-de-cuir ignorant, — les vrais coupables, ce sont la broussaille desséchée et les taillis non entretenus. Autrement dit ceux qui ne donnent pas aux forestiers les moyens d'entretenir la forêt.

Les défenseurs de la lutte à tout prix (plus de 1 000 millions de francs chaque année qui ne partent pas en fumée, eux, et ne sont pas perdus pour tout le monde, quoique tout le monde les dépense) ont raison : la lutte contre les incendies de forêt rétorquent que les incendies ont toujours existé : à preuve un édit de Napoléon ordonnant de fusiller les bûche-fumeurs appréhendés ; à preuve tel ou tel grand incendie au

XIX^e siècle ou en telle année du nôtre, 1927 par exemple. Bien sûr, il y a toujours eu des incendies, même lorsque la forêt était bien entretenue. Seulement, ils ne se produisaient, ici ou là, que quelquefois par décennie. Aujourd'hui, il y en a des dizaines chaque été : de cent à mille fois plus que jadis.

Nettoyer les sous-bois

La seule solution permettant de sauver ce qui demeure de nos forêts méditerranéennes consiste à nettoyer les sous-bois. Ne pouvant plus compter sur les gens, puisqu'ils l'ont désertée, on doit passer par le débroussaillage mécanique. Celui-ci est parfaitement au point. La débroussailluse de type « Scorpion » à récupération du broyat pour utilisation en chaudière, sans séchage préalable, permet d'amortir la majeure partie du coût de l'opération. Au lieu d'acheter toujours plus de véhicules roulants et volants, on aurait dû depuis des années acquiescer ces engins.

En 1984, Hugues Bouchard, alors ministre de l'Environnement, et moi-même avions lancé dans le Var une opération de débroussaillage par Scorpion récupérateur de broyat. L'engin fut dynamité durant le repos dominical par ceux-là mêmes auxquels les incendies profitent.

Chaque compagnie de sapeurs-pompiers devrait être dotée d'au moins un de ces très efficaces engins. Les pompiers, l'année durant, seraient défrayés pour procéder au nettoyage des sous-bois et des coupe-feu tracés par les agents de l'ONF : cela ne coûterait — prix d'achat et coûts d'utilisation — qu'une petite fraction du milliard annuellement gaspillé. D'un autre côté, une pincée de millions de francs permettrait de financer des bergers professionnels qui reprendraient leur métier dans la forêt méditerranéenne : rien ne vaut la chèvre ou le mouton pour l'entretien des sous-bois.

Certains clament que l'entretien et l'indispensable surveillance n'empêchent pas l'incendie. Ils en donnent pour preuve celui de juillet dernier, en Gironde, dans cette forêt si soigneusement entretenue (parce qu'économiquement payante) depuis la catastrophe de 1949, où quatre-vingts pompiers furent brûlés vifs. Je réponds qu'en quarante années, si s'est produit un seul incendie grave dans la forêt landaise contre des centaines et des centaines dans la forêt méditerranéenne.

Il faut certes punir les bûche-fumeurs, imprudents, criminels, pyromanes ou incendiaires. Mais ils ne sont pas les vrais fauteurs de incendies de forêt. Ces fauteurs sont ceux qui tolèrent un intolérable état de choses.

CORRESPONDANCE

La prévention ne remplace pas les pompiers

La prévention est un volet indispensable et préalable à toute activité de protection des forêts contre l'incendie. Mais on ne peut l'évoquer à tout propos. Si réduit que soit leur nombre, les feux de forêts existent et représentent toujours l'échec de la prévention. Celle-ci est une action à long terme alors que l'incendie réclame des réactions rapides et puissantes. Enfin, prôner la prévention quand les forêts flambent revient à demander aux responsables d'un pays envahi par l'ennemi de s'adresser pour leur défense à des pacifistes. La prévention ne sera jamais parfaite. Il faudra toujours des moyens humains et matériels pour limiter l'extension des feux et leurs conséquences.

EMILE CUCCHI
Capitaine de vaisseau (C.R.)
Ancien commandant des
marins-pompiers de Marseille.

Informez tous les Français

Il est inadmissible qu'aucune information ne soit jamais distribuée concernant les problèmes de sécheresse du sud de la France. Je suis « descendu » le 1^{er} août de Paris en Provence, chez moi, près d'Aix. J'ai emprunté l'autoroute. A aucun péage ni aucune station-service on ne distribue un petit dépliant qui expliquerait aux touristes les dangers que court le Sud à cause de la sécheresse. Comment voulez-vous qu'un Normand, un Picard, un Lillois, un Angevin ou un Breton, qui, lorsqu'il s'assied à terre chez lui se mouille le derrière, puisse imaginer qu'un mégot jeté par la portière de sa voiture embrasera des centaines d'hectares de pinède ?

Pourquoi, à partir du mois de juin, ne pas systématiquement informer tous les Français, sur toutes les chaînes de télévision et de radio, à l'heure du bulletin météo, sur ce qu'il est interdit de faire dans le Midi pendant l'été : fumer en forêt, jeter sa cigarette par la fenêtre, faire des grillades en plein air, utiliser le feu, sous quelque forme que ce soit, à l'extérieur de chez soi. Et ne pas parler des feux d'artifice qui, comme celui de Roussillon et de Martignes, le 14 juillet, détruisent des sites uniques en France...

MIREILLE GRANDVAL
Lourmarin (Vaucluse).

SPORTS

FOOTBALL : Coupe d'Europe de l'UEFA

Auxerre trop tendre pour Zagreb

Battus 1-0 au stade Abbé-Deschamps, mercredi 9 août, par les Yougoslaves du Dynamo Zagreb en match de barrage aller de la Coupe de l'Union européenne de football association (UEFA), l'AJ Auxerre a pratiquement perdu toute chance de participer au premier tour de cette compétition. Lors de la deuxième manche, qui aura lieu le 23 août en Yougoslavie, la formation bourguignonne, qui n'a jamais passé un tour en Coupe d'Europe, pourra compter sur une nouvelle recrue : le milieu de terrain belge des Girondins de Bordeaux, Enzo Scifo, qui a signé un contrat de deux ans avec le club auxerrois.

AUXERRE
de notre envoyé spécial

Indétrônable entraîneur de l'Association de la jeunesse auxerroise (AJA), Guy Roux espérait-il vraiment voir son équipe s'imposer au Dynamo Zagreb à l'occasion de cet incongru tour préliminaire de la Coupe de l'UEFA, issu d'un projet de départager les clubs français et yougoslaves cinquièmes de leurs championnats respectifs ? On ne peut pas avoir été pendant trente ans à la tête d'un tel club et se bercer d'illusions. Il ne devait donc pas en avoir, au vu du comportement de son équipe lors des premières journées du championnat de France. Devant le Hengelois Kalman Kovacs ne s'est pas encore bien fait à son nouveau rôle d'attaquant de pointe, tandis que l'Ivoirien Didier Otokoré n'a qu'une demi-heure de match dans les jambes. Derrière, Basile Boli, en perte de vitesse à la suite d'une blessure, n'est plus le pilier de la défense à laquelle devait faire cruellement défaut William Prunier, blessé à un genou. Bref le club, qui, faute de moyens financiers, a recruté dix-sept des vingt et un joueurs dans son centre de formation, a débuté la saison plutôt difficilement.

Quatre matches — deux défaites, une victoire et un nul — avaient montré les lacunes de l'AJA. Guy Roux a essayé d'y remédier lors d'une retraite dans le Morvan avant la rencontre avec les Yougoslaves. Mais le délai était trop bref. A moins que le handicap n'ait été vraiment insurmontable.

En tout cas, mercredi soir, sur les bords de l'Yonne, il y avait une équipe velléitaire qui n'avait même pas de chance (deux tirs de Bernard Ferrer, stoppés par le gardien Ladie, et un autre de Christophe Cocard heurtant le poteau) en face d'une autre, qui contrôlait parfaitement la situation.

Deux purs talents

Avec un bonheur certain. Pour ouvrir le score par exemple : une des rares contre-attaques yougoslaves, s'il n'enquie, est lancée par Davor Suker ; Basile Boli le stoppe sans ménagement : coup franc ; le mur français se met en place, Zvonimir Boban tire, une frappe à la Platini, épiquée, le ballon rebondit sur le poteau droit. Lesjak reprend de volée, de nouveau sur le poteau ; le ballon file devant le but, jusque dans les pieds de Suker qui marque.

A dix minutes de la fin de la partie, ce but, inscrit contre le cours apparent du jeu, était le coup de

grâce aux espoirs bourguignons. Il était surtout l'œuvre des deux purs talents qui animent le club croate : Boban et Suker.

Le premier traînait un peu la jambe mercredi soir. Un mauvais coup ou une contracture. Mais il lui restait un pied. Un pied de danseur ou de jongleur. Même diminué physiquement il montre une maîtrise technique qui devrait faire de lui l'un des meilleurs numéros dix de sa génération ; champion du monde juniors en 1987, il fait déjà de l'ombre au Parisien Saïf Sassi avec deux sélections en équipe A à vingt et un ans. C'est un créateur.

Suker, lui, est un buteur. D'abord est plus vif que Zvonimir de neuf mois. Il est aussi plus athlétique : six kilos de plus pour la même taille. Il est encore plus tiré, puisqu'à la victoire dans le championnat du monde juniors 1987, il ajoute une sélection aux Jeux olympiques. Meilleur buteur du championnat yougoslave 1988 pour avoir trompé à dix-huit reprises les gardiens adverses, il sait saisir toutes les aubaines. Et il l'a bien montré mercredi soir.

Avec une telle paire dans son jeu, Zagreb était un trop gros morceau pour Auxerre. D'autant que le gardien yougoslave a réalisé deux véritables exploits, lors des tirs de Bernard Ferrer. Et Guy Roux a été le premier à en convenir. Ce qui ne l'empêchait pas de faire semblant de croire à un réajustement de la situation lors du match retour, dans deux semaines, à Zagreb. Car sa profession est d'espérer, sans forcément croire.

ALAIN GIRAUD.

● La sélection pour Suède-France. — Le sélectionneur de l'équipe de France de football, Michel Platini, a communiqué, mercredi 9 août, la liste des seize joueurs retenus pour affronter la Suède en match amical le 16 août à Malmoe. A noter le retour de l'attaquant de Montpellier Eric Cantona, qui avait été exclu pendant un an pour avoir publiquement insulté Henri Michel, le prédécesseur de Michel Platini.

Gardiens : Joël Bats (PSG) et Gilles Roussel (Sochaux) ; défenseurs : Manuel Amoros et Eric Di Meco (Marseille), Didier Deschamps (Nantes), Yvon Le Roux (PSG) et Franck Sylvestre (Sochaux) ; milieux de terrain : Laurent Blanc (Montpellier), Jean-Philippe Durand et Bernard Pardo (Bordeaux), Christian Perez (PSG) et Franck Sauzeau (Marseille) ; attaquants : Eric Cantona et Stéphane Paille (Montpellier), Jean-Marc Ferreri (Bordeaux), Jean-Pierre Papin (Marseille).

● VOILE : course du Fastnet. — Le voilier américain *Great-News*, skipperé par Tom Blackaker, a remporté, mercredi 9 août, la course du Fastnet, disputée entre Cotes et Plymouth (Grande-Bretagne) et comptant pour l'Admiral's Cup.

MÉDECINE

Le traitement de la maladie des insertions musculaires

Une étude anglaise montre l'efficacité d'un produit homéopathique

Un groupe de médecins du St. Bartholomew's Hospital de Londres publie dans le dernier numéro du *British Medical Journal* (daté du 5 août) les résultats d'une étude tendant à démontrer les effets positifs d'un traitement homéopathique. Cette étude a été réalisée sur un groupe de trente personnes souffrant d'un ensemble de symptômes rhumatologiques constituant la maladie dite des insertions musculaires. Le produit homéopathique, extrait de la sève d'un arbuste, le sumac vénéneux (*Rhus toxicodendron* 6 CH), était fabriqué par les laboratoires Boiron (1). L'étude a consisté à comparer l'efficacité du produit homéopathique à celle d'un placebo, constitué de substances a priori pharmacologiquement inactives et présenté sous la même forme. Ni les médecins anglais, ni les patients, ni leurs patients ne savaient quel produit

(homéopathique ou placebo) était prescrit.

Pour concilier les exigences propres à l'homéopathie et celles de l'évaluation objective des effets pharmacologiques, le groupe n'était constitué que de personnes qui pouvaient, selon les homéopathes, être sensibles à l'action de *Rhus toxicodendron*.

« Quelles que soient les qualités démonstratives d'un tel essai clinique, on doit s'attendre de la part des « censeurs impartiaux » à plusieurs critiques », prévient le docteur Philippe Boiron, directeur de recherches aux laboratoires Boiron, qui souligne que « le conditionnement psycho-culturel des habitués contempteurs de l'homéopathie est à ce point stéréotypé qu'on peut prendre le risque de le décrire avant même qu'ils aient pu s'exprimer ».

Le docteur Boiron explique ainsi que, contrairement à certaines opinions, la maladie des insertions musculaires est de caractère organique (anomalie de la structure du muscle) et non simplement fonctionnel. Il précise, en outre, que la dilution de *Rhus toxicodendron* 6 CH fait qu'il existe encore des traces de la substance d'origine (1045 grammes par comprimé). « Le but de l'essai », explique-t-il, « n'était pas de démontrer l'efficacité de médicaments à doses infinitésimales, mais de montrer si un traitement homéopathique prescrite selon les règles propres à l'homéopathie était ou non actif ».

J.-Y. N.

(1) En 1983 le *Lancet* avait publié une étude avec le même produit concluant à une inefficacité dans le traitement de l'arthrose de la hanche et du genou.

Environnement

La balade des déchets atomiques

Les autorités britanniques du port de Tilbury, près de Londres, ayant interdit le déchargement de barils de déchets toxiques qui devaient être incinérés en Grande-Bretagne, la société canadienne Dominion Textile, à laquelle ils appartiennent, s'est résolue à les faire revenir sur le continent américain. D'autres cargaisons du même genre venant de Montréal sont en route pour Liverpool et vont se heurter aux mêmes difficultés.

D'autre part, « pour sauvegarder sa réputation internationale » le gouvernement danois a décidé de récupérer 430 tonnes de résidus dangereux qui devaient être transportés d'une société proche de Copenhague vers le Brésil, où leur déchargement a été refusé par les autorités locales. — (AFP.)

REPÈRES

Environnement

La balade des déchets atomiques

La navette spatiale américaine Columbia devrait achever sa mission, dimanche 13 août, et se poser sur la base californienne d'Edwards entre 15 heures et 18 heures (heure française), a annoncé la NASA. Lancée mardi 8 août du pas de tir de Cap Canaveral (Floride), la plus ancienne des navettes américaines effectuait une mission militaire secrète, au cours de laquelle, selon les spécialistes américains, un satellite-espion devrait être placé sur orbite (le *Monde* du 10 août). Aucune information ne filtre donc sur ce vol, ni sur l'identité des cinq astronautes partis à son bord. « L'équipage se porte bien et Columbia continue à fonctionner de manière satisfaisante », ont annoncé laconiquement, mercredi 9 août, les autorités spatiales américaines. Cette information devrait être la dernière à être diffusée, avant la confirmation, vingt-quatre heures auparavant, de la date d'atterrissage de la navette.

Espace

Columbia de retour dimanche

La navette spatiale américaine Columbia devrait achever sa mission, dimanche 13 août, et se poser sur la base californienne d'Edwards entre 15 heures et 18 heures (heure française), a annoncé la NASA. Lancée mardi 8 août du pas de tir de Cap Canaveral (Floride), la plus ancienne des navettes américaines effectuait une mission militaire secrète, au cours de laquelle, selon les spécialistes américains, un satellite-espion devrait être placé sur orbite (le *Monde* du 10 août). Aucune information ne filtre donc sur ce vol, ni sur l'identité des cinq astronautes partis à son bord. « L'équipage se porte bien et Columbia continue à fonctionner de manière satisfaisante », ont annoncé laconiquement, mercredi 9 août, les autorités spatiales américaines. Cette information devrait être la dernière à être diffusée, avant la confirmation, vingt-quatre heures auparavant, de la date d'atterrissage de la navette.

Gendarmerie

Réorganisation à la rentrée

Des mesures de réorganisation de la gendarmerie pourraient être annoncées dès la rentrée, a-t-on indiqué, jeudi 10 août, au secrétariat d'Etat à la défense, en réponse aux protestations récemment émises par les gendarmes de Savoie, de Rhône-Alpes, de l'Oise et de Bourgogne. Ces derniers réclament une révision des conditions de travail, des horaires et des rémunérations, ainsi qu'une amélioration des relations avec leur hiérarchie (le *Monde* du 27 juillet et du 10 août). Le général de gendarmerie Robert Arnet, membre des Hautes Etudes de la défense nationale (IHEDN) et président d'un club de réflexion sur la gendarmerie, a proposé que l'on paye les heures supplémentaires des gendarmes, qui ne sont ni rémunérés ni récupérés. « La gendarmerie est un métier de contraintes lourdes qui doivent être compensées par des avantages », précise-t-il.

لقد من الله

Société

RELIGIONS

Pour retrouver le pape à la mi-août

250 000 jeunes vont prendre le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle

Des milliers de jeunes catholiques à travers l'Europe vont prendre, par des itinéraires variés, la route de Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne, où le pape les rejoindra les 19 et 20 août.

Après Rome et Jérusalem, Saint-Jacques-de-Compostelle, près de la côte atlantique de l'Espagne, est l'un des plus vieux pèlerinages de la chrétienté. Il a attiré par millions les fidèles du Moyen-Âge, les rois comme les marchands, les soldats comme les paysans. C'est principalement à l'époque du franquisme que ce lieu de pèlerinage au tombeau de l'apôtre Jacques a été réactivé, devenant même une étape de choix entre les sanctuaires mariaux de Lourdes et de Fatima.

Attaché au souvenir des racines chrétiennes et à la « nouvelle évangélisation » de l'Europe, le pape avait invité, le jour des Rameaux de 1988, toute la jeunesse croyante à reprendre la route de l'apôtre et des pèlerins et à le rejoindre à Compostelle. Il avait renouvelé son appel, en visite à Strasbourg, en octobre dernier. Celui-ci semble avoir été assez largement entendu. 250 000 jeunes (les deux-tiers d'Espagnols, 20 000 Français, 18 000 Italiens environ) s'apprêtent à prendre les chemins de Saint-Jacques.

C'est un chiffre jamais atteint pour un rassemblement de jeunes autour du pape. Celui-ci arrivera le samedi 19 août pour animer une soirée de « prières et de fêtes » sur le Monte del Gozo (montagne de la joie), dernier obstacle à escalader par les pèlerins avant d'atteindre Compostelle. Le lendemain, Jean-Paul II célébrera la messe aux sanctuaires, avant de se rendre dans les Asturies, à Oviedo et à Covadonga, pour une visite plus classique à l'Eglise catholique espagnole.

Le regain de ferveur dont jouissent depuis quelques années les pèlerinages, notamment chez les jeunes, s'explique par des raisons à la fois spirituelles, culturelles et spor-

tives. Le rôle joué par Saint-Jacques-de-Compostelle dans l'histoire et la culture européenne, le goût de l'aventure et de la randonnée, le caractère particulier du pape ont certainement contribué au succès populaire de cette visite.

Des routes nombreuses

De France, précédés par dix-sept évêques (dont les cardinaux Decourtray, Lustiger, et Mgr Cornet, président de la commission épiscopale de la jeunesse), les vingt mille pèlerins arriveront à Saint-Jacques-de-Compostelle à pied, en bateau, à moto, à vélo tout-terrain, et même... à cheval. Plus d'un million de jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans de la région parisienne, majoritairement étudiants, marcheront, du 13 au 18 août, sur les sentiers de la cordillère Cantabrique, entre Cervera de Pisuerga et Guadalupe.

Formant la « flottille Saint-Jacques », une soixantaine de bateaux partiront de la Trinité-sur-Mer et, après des étapes aux Sables-d'Olonne et à La Rochelle, atteindront le port de la Coruna avant de se rendre, également à pied, à Saint-Jacques. Soucieux de coller plus près à la tradition, d'autres jeunes vont suivre, en bus et à pied, les routes historiques de Compostelle, avec un rassemblement à Lourdes le 15 août : la route « occidentale » par le Mont-Saint-Michel, Nantes et Bordeaux ; la route « de Paris », par Angoulême et Agen ; la route « bénédictine » par Vézelay, les abbayes de Fontgombault (Cher), de Randol (Puy-de-Dôme) et de Rocamadour (Lot) ; enfin la route « orientale » par Ars (Ain), Le Puy, Albi et Toulouse.

A cette diversité des itinéraires correspond celle des sensibilités et des courants. L'épiscopat n'a pas cherché à faire défilier tout le monde sous la même bannière. A l'organisation du pèlerinage de la région parisienne ont pourtant collaboré, pour

la première fois, des jeunes d'associations étudiantes, de la Mission de France (engagée dans les milieux populaires), du mouvement Pax Christi, de communautés charismatiques comme le Chemin neuf ou la Fondation pour un monde nouveau, ainsi qu'un millier de scouts de France.

La communauté charismatique internationale de l'Emmanuel a préféré faire bande à part. A son initiative, cinq mille jeunes, dont près d'un million venant des pays de l'Est (et certains du Liban), partiront de Paray-le-Monial (Saône-et-Loire), où l'Emmanuel a ses quartiers.

Il seront, enfin, huit mille (dont scouts d'Europe) à faire la route de Saint-Jacques de Compostelle avec Jeunes Chrétiens Services, une organisation née de la bourgeoisie catholique versaillaise, qui s'était déjà distinguée en réunissant à Versailles, en mars 1988, un congrès de dix mille jeunes catholiques traditionnels, indépendants des mouvements de jeunesse historiques de l'Eglise de France, supporters inconditionnels du pape. Leur pèlerinage en Espagne sera animé par des personnalités représentatives de cette sensibilité traditionnelle, en progrès dans l'Eglise, comme Mgr Bagnard, évêque de Belley, Mgr Brinard, évêque du Puy, le Père Manzanache, les pères abbés de Fontgombault et de Randol, les moines de la Congrégation Saint-Jean.

Malgré ces divergences, il a fallu beaucoup de diplomatie à l'épiscopat pour éviter les initiatives dispersées dans une jeunesse croyante et militante que Jean-Paul II réunira, au moins provisoirement, sur les routes de Saint-Jacques de Compostelle.

HENRI TINCQ.

★ Parmi les livres récents parus sur ce sujet, on lira en particulier le *Guide des chemins de Compostelle*, par Jean Bourdier et Michel Waiselwald. Fayard, 225 pages, 150 F. Ainsi que *Sur le chemin de Compostelle*, par Guy Dutet. Nouvelle Clé, 190 pages, 89 F.

JUSTICE

Peu après l'assassinat de Jacques Perrot

M^{me} Cons-Boutboul a versé 140 000 F à Bruno Dassac

M. Vladimir Stemberger, juge d'instruction à Genève, a indiqué, mercredi 9 août à l'AFP, que M^{me} Marie-Elisabeth Cons-Boutboul a fait verser l'équivalent en francs suisses de 140 000 francs français à Bruno Dassac, peu après l'assassinat de son gendre, Jacques Perrot, à Paris, le 27 décembre 1985.

M^{me} Cons-Boutboul, incriminée à la prison Bonne-Nouvelle de Rouen, est inculpée depuis le 8 juin dernier de complicité d'homicide volontaire dans l'affaire du meurtre de Bruno Dassac, représentant de cinquante-deux ans, dont le corps avait été retrouvé le 5 mai 1988 dans les eaux de l'avant-port du Havre. Il avait été tué d'une balle de 357 magnum dans le cou (le Monde du 8 et du 9 juin).

C'est à la suite d'une perquisition dans le bureau du fondé de pouvoir de M^{me} Cons-Boutboul, M. Michel Constantin, que le juge genevois a fait saisir des pièces comptables apportant la preuve des versements à Bruno Dassac.

Le fondé de pouvoir qui gère la fortune placée en Suisse de M^{me} Cons-Boutboul a été inculpé de faux témoignage par le juge genevois pour avoir prétendu, dans un premier temps, qu'il ne s'occupait plus de cette fortune depuis 1986 alors qu'il en a en la charge jusqu'au début de cette année. M. Stemberger, qui a notifié cette inculpation,

vendredi 4 août, a en outre indiqué à l'AFP que M. Constantin lui avait menti lors de quatre interrogatoires sous serment effectués sur la demande de la justice française dans le cadre des affaires Perrot et Dassac.

M. Constantin avait été entendu deux fois par le juge Stemberger, en avril et août 1986, à la suite de l'assassinat de Jacques Perrot, le mari de la femme jockey Darie Boutboul. Le fondé de pouvoir avait été interrogé une troisième fois en mai dernier sur la demande de M. Michel Beaulieu, juge d'instruction au Havre, chargé de l'enquête sur la mort de Bruno Dassac. Il a été entendu, de nouveau, jeudi 4 août, par M. Stemberger en présence de M. Beaulieu, qui s'était rendu en Suisse précisément pour recueillir des éléments sur les comptes bancaires de M^{me} Cons-Boutboul, et de Bruno Dassac (le Monde daté 6-7 août).

A son retour de Suisse, M. Beaulieu avait interrogé pour la troisième fois M^{me} Cons-Boutboul et celle-ci avait, au cours de cette audition, admis, pour la première fois, qu'elle avait connu Bruno Dassac, ce qu'elle avait nié jusque-là.

Pour quelle raison M^{me} Cons-Boutboul a-t-elle fait verser 140 000 francs à Bruno Dassac, peu

après l'assassinat de son gendre Jacques Perrot ? Pour les policiers du SRPJ de Rouen, pour ceux de la brigade criminelle de Paris, pour M. Michel Beaulieu et pour M. Alain Verheze, juge d'instruction à Paris chargé du dossier Perrot, cette question est au centre de la double énigme que constituent les assassinats de Jacques Perrot et de Bruno Dassac.

Peu après la mort de Jacques Perrot, se sachant surveillée par la police, M^{me} Cons-Boutboul passait des communications téléphoniques depuis la boutique de sa charcuterie et voisine, rue Mignard, à Paris (16^e). Mais les policiers de la brigade criminelle avaient placé également ce téléphone sur écoute et enregistré des conversations aux termes desquelles, on lui avait demandé d'argent, avec un mystérieux interlocuteur dont M^{me} Cons-Boutboul niera toujours qu'il s'agissait de Bruno Dassac.

Mais après la mort de Bruno Dassac, les enquêteurs devaient retrouver dans ses papiers le numéro de la charcuterie. Il reste à connaître les explications de M^{me} Cons-Boutboul sur les versements à Bruno Dassac. Pour le moment, les deux juges d'instruction français sont en vacances et la date de la prochaine audition de l'inculpée n'est pas encore fixée.

Après les « révélations » d'un journal sur le blanchiment des narcodollars

Une enquête est ouverte en Suisse sur l'attitude de la police et de la justice zurichoises

BERNE
de notre correspondant

Le quotidien de Zurich, *Tagesanzeiger*, a publié, dans son numéro du mardi 8 août, un article sur l'affaire dite de la « pizza connection », ce réseau de recyclage de narcodollars

qui avait coûté son poste à M^{me} Elisabeth Kopp, ministre de la justice.

Se référant à un rapport interne de la police locale rédigé en 1985, le journal indique qu'à l'époque celle-ci était déjà au courant des agissements des principaux personnages de la « pizza connection » et de la filière libanaise qui a ensuite pris le

relais. Malgré ces informations, souligne le quotidien, les trafiquants et leurs complices n'ont pas été inquiétés.

Le rapport cité par le *Tagesanzeiger* fait ressortir des liens beaucoup plus étroits qu'on ne le soupçonnait jusqu'ici entre la mafia turque de la drogue et des agents de change libanais établis à Zurich. Ainsi le journal mentionne les relations que l'un des « parrains » turcs de la « pizza connection », Yasar Musallulu, qui est également impliqué dans la filière libanaise, entretenait avec Mohamed Shakharchi, spécialisé dans le commerce des métaux précieux. Se souvenant, la Shakharchi Trading de Zurich est soupçonnée d'être mêlée au blanchiment d'argent provenant du trafic de drogue.

Le nom de M. Hans Kopp, époux de l'ancienne conseillère fédérale, qui avait siégé au conseil d'administration de la Shakharchi Trading jusqu'à ce que le scandale entraîne la démission de son épouse, figurait également dans ce rapport. Le rôle joué dans cette société par M. Kopp aurait, selon le journal, dissuadé les enquêteurs de pousser trop loin leurs investigations.

Autre détail embarrassant révélé par le quotidien, la police et la justice zurichoises auraient employé un ami de Musallulu comme interprète lors des interrogatoires. Ce dernier, Karim Komagall, qui appartenait aussi à la mafia turque de la drogue, aurait servi d'informateur à la police zurichoise. Recherché par Interpol, Musallulu avait pu quitter la Suisse sans être inquiété, rappelle le quotidien.

Absence de bases légales

Interrogé sur ce rapport de police, le procureur du district de Zurich chargé du dossier, M. Marcel Bertschi, a répondu qu'il en entendait parler pour la première fois et que des soupçons ne suffisaient pas pour ouvrir une procédure pénale. Il a aussi rappelé que les bases légales faisaient toujours défaut, en particulier en matière de recyclage d'argent sale.

Le *Tagesanzeiger* indique encore que l'autorité de ce rapport de police avait, depuis lors, été muté, tandis qu'un magistrat qui souhaitait un renforcement de la lutte contre le trafic de drogue avait été transféré dans une section chargée de réprimer les délits économiques.

Le département de la justice du canton de Zurich a confirmé, mercredi, qu'il avait demandé au procureur de mener une enquête sur d'éventuelles négligences dans la lutte contre le crime organisé afin de faire la lumière sur les accusations avancées par le quotidien *Tagesanzeiger*.

JEAN-CLAUDE BUNIER.

FAITS DIVERS

Une mission pour tenter de limiter les accidents de la mer

Thierry Perrin, le pilote d'un scooter des neiges qui a provoqué la mort d'un autre « scooteriste » mardi au large de Nice (le Monde du 10 août), a été inculpé, mercredi 9 août, d'homicide involontaire, refus de tribunal et conduite sans permis. Il a été écroué à la maison d'arrêt de Nice.

Devant la recrudescence d'accidents graves sur les plages méditerranéennes, M. Michel Delabarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, et M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, ont annoncé, mercredi, qu'ils chargent l'administrateur en chef des affaires maritimes, M. Jean-Charles Loclair, d'une mission de deux mois dont le but est d'organiser une meilleure formation des plaisanciers. « Il semble que les mesures à prendre pour garantir une formation suffisante des utilisateurs d'engins potentiellement dangereux, renforcer leur information, et (...) s'assurer de la bonne adéquation de la réglementation actuelle concernant tant la circulation que les matériels », précise un communiqué qui ajoute que « compte tenu de la présence, sur nos côtes, de nombreux ressortissants de la CEE, certaines mesures

devront être proposées au niveau européen ».

M. Mellick a, pour sa part, fait le tour de quelques plages de la baie des Anges. Là, le ministre a pu constater que si les arrêtés relatifs à la circulation dans les chenaux et au-delà de la limite de trois cents mètres sont en général respectés, les plaisanciers omettent souvent de faire signer la déclaration préalable à la location d'un véhicule nautique à terre, document qui permet de s'assurer que le locataire connaît et respectera les règles de sécurité en mer. Ce problème a été soulevé dès septembre 1987 par le maire de Nice, M. Jacques Médecin, qui demandait déjà des mesures plus coercitives et le renforcement des moyens de surveillance dans le domaine maritime.

Le non-respect des règles de navigation est, en effet, le plus souvent à l'origine des accidents mortels survenus en Méditerranée depuis le début de l'été. Pour mieux contrôler et verbaliser les plaisanciers en infraction, une opération « coup de frein » a été lancée dans l'Hérault et dans le Gard, qui a mobilisé six vedettes de la gendarmerie, des douanes et des affaires maritimes, ainsi que deux avions et un hélicoptère. Bilan de l'opération : cent trente-quatre bateaux contrôlés et vingt-cinq procès-verbaux pour excès de vitesse.

Une industrie en « plein boom »

Quasi absent des côtes françaises il y a trois ans, le scooter s'ajoute désormais à l'armada des engins motorisés des mers et connaît une vogue grandissante : ses ventes ont presque triplé cette saison.

Près de deux mille scooters ont été vendus en France, pour sept cents la saison précédente, un chiffre qui ne représente encore qu'un marché de moins de 100 millions de francs, soit dix fois moins qu'aux Etats-Unis, où le scooter existe depuis près de quinze ans.

Ce petit bolide, qui peut atteindre facilement 80 km/h, à hélice pour les plus petits, et à turbine pour les plus gros, se conduit soit assis, soit debout,

selon les modèles. C'est le dernier-né des engins de plaisance à moteur, dont le parc total en France s'élève à 486 511 unités, plus du double du nombre total de voitures (226 406), selon les chiffres du ministère de la mer cités par la Fédération des industries nautiques. La moitié de ces engins de plaisance à moteur sont immatriculés en Méditerranée.

La moitié des scooters sont achetés par des loueurs, le prix (de 25 000 à 45 000 F) restant dissuadé pour les particuliers.

Dominant ce marché encore balbutiant, les constructeurs japonais Kawasaki et Yamaha monopolisent près de 90 % des ventes françaises.

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n° 8

L'ALMANACH DE 1789 :
 • Août 1789 au jour le jour : la Grande Peur court la campagne. • 4 août : l'abolition des privilèges. • 26 août : la Déclaration des droits de l'homme. • Culture : la naissance de la presse parlementaire. • L'homme du jour : La Fayette. • Etranger : comment la Révolution a été accueillie en Allemagne et en Grande-Bretagne.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :
 • Libres et égaux : les points de vue de Marcel Gauchet, Madeleine Reberfoux, Elisabeth de Fontenay. • Le récit des débats parlementaires et la discussion sur les 17 articles de la Déclaration. • Les racines des droits de l'homme dans l'Ancien Régime : la Contre-Réforme catholique en fut-elle le précurseur ? • Portrait : Thomas Paine, le passeur des droits. • Edmund Burke, penseur de la contre-révolution.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :
 • A Dakar, « Toussaint-Louverture », le plus grand spectacle du Bicentenaire, réalisé hors de France. • « La Marseillaise noire » de Lamartine. • Les livres du mois et toutes les manifestations culturelles à Paris et en Province.

AOÛT 1989
30 F - Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

50 من الأصل

Henry Roth et l'apprentissage de la nuit

ÉTRANGE destinée que celle de Henry Roth, qui, de toute sa longue vie, ne publia qu'un livre et vécut dans l'obscurité, passant d'un emploi à l'autre, selon la tradition américaine de la mobilité de l'emploi, tantôt maître d'école, tantôt surveillant (dans un hôpital psychiatrique), élève de canards à ses heures puis répétiteur de mathématiques, pour se voir par un caprice du sort, alors qu'il atteignait soixante ans, reconnu et fêté, invité dans le monde entier : *Call it sleep*, publié en 1933 dans un silence à peu près total, fut redécouvert en 1960 et devint peu de temps plus tard, lors de sa parution en livre de poche, un best-seller mondial. Aujourd'hui, à quatre-vingt-trois ans, Henry Roth essaie d'écrire son second livre.

Les multiples violences exercées contre l'enfant, par le rabbin, personnage brutal et répugnant, par les gamins du ghetto, précoces et cruels, cette violence omniprésente se concentre et s'exacerbe dans le personnage effroyable du père. La terreur de l'enfant, le délire meurtrier du père, tels sont les courants à haute tension qui circulent dans le roman. L'angoisse en est le thème le plus constant, une angoisse qui, au-delà des peurs précises, est un état de séparation avec le monde. « Tout n'était que grisaille, vacuité, absurdité... David avait l'impression de voir toutes choses à travers une paroi vitrée. Quand éclatait-elle, cette cloche de verre posée sur les sens ? »

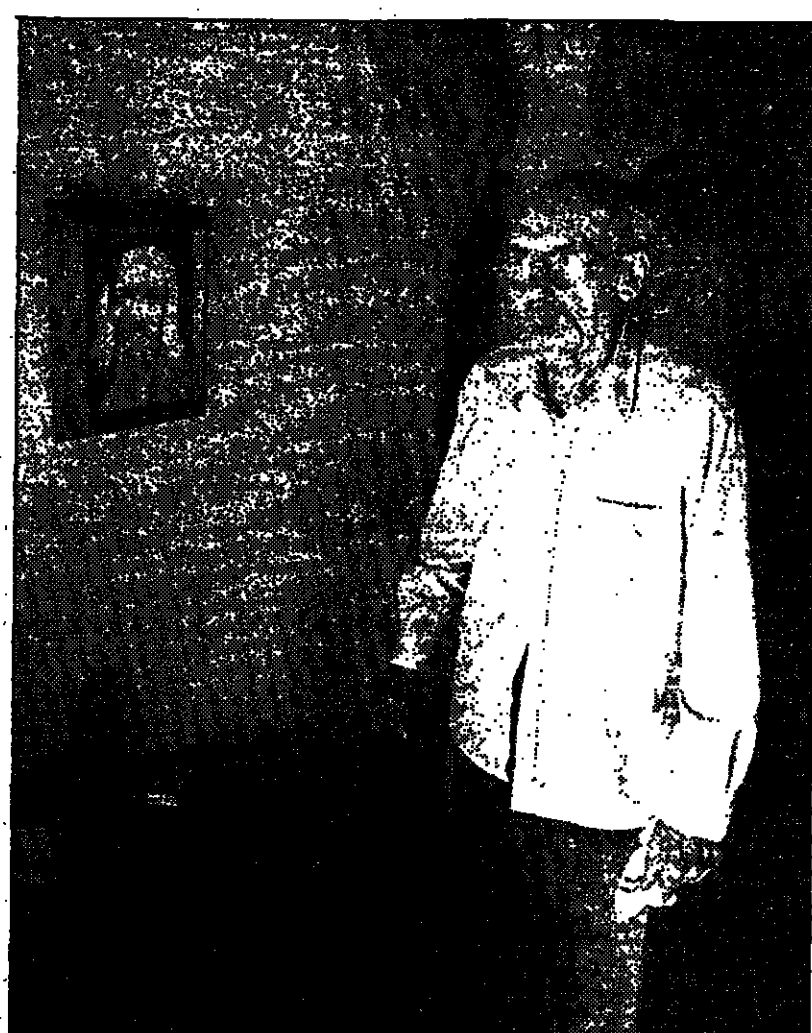
Le mouvement de la vie

Les ruptures qui engendrent la panique, l'oscillation permanente entre la béatitude et le désespoir constituent l'étoffe même de la vie de David Shear. Le point de vue est celui d'un enfant ; les expériences non pas mémorées ni analysées à distance, mais ressenties dans leur force première, aussi terrifiantes ou merveilleuses qu'elles le furent à l'origine, comme si les impressions avaient été enregistrées à une profondeur telle que le temps n'avait pu en rien les atténuer. La vision de David Shear, déformée par l'intensité des sentiments, restitue de l'intérieur, de manière quasi hallucinatoire, le mouvement de la vie et de l'émotion.

Il fallait recréer une langue pour rendre l'anglais des enfants du ghetto. On peut regretter que la traduction n'y soit pas toujours parvenue. Les monologues intérieurs entrecoupés d'interjections, succédant à des bribes de dialogues comme jetés sur la page, notés au fil des découvertes et des chocs, impriment à l'ensemble du texte le rythme de la pensée erratique. Déjà, pour David Shear, les mots sont créateurs de magie. « *Parfois à une bande de pigeons, les sons s'élevaient en un rythme très ample, ramplissant le ciel, flânant et tournant, brillant, assombrissant, étouffant, encore, ondulait comme une prière sous le vent.* »

CHRISTINE JORDIS.

★ L'OR DE LA TERRE PROMISE, de Henry Roth, traduit de l'anglais (États-Unis) par Lisa Rosenbaum, Grasset, 454 p., 130 F.



Georges Navel, chez lui, devant un portrait de Bernard Gréthuysen (août 1989).

Lettres d'un esclave

Quand le terrassier
Georges Navel écrit
au philosophe Bernard Gréthuysen.

part», celles d'un prisonnier qui végète dans la cellule infinie de la vie.

S'il y eut un miracle au cours de l'existence de Georges Navel, ce fut sa rencontre avec le philosophe Bernard Gréthuysen, l'auteur des *Origines de l'esprit bourgeois*, et dont les travaux annonçaient ceux de Philippe Ariès et de Michel Foucault. Cet Ukrainien né à Berlin, dont la voix était si virile, si riante que « son coffre semblait contenir les charges et les sonneries d'un régiment de cosaques », fut le premier à encourager Navel dans la voie littéraire. « En rencontrant Gréth, écrit Navel, j'étais comme admis près d'un Dieu le Père, sensiblement amélioré, pour lui raconter au jour le jour ma vie. » Le « vieux Gréth » et son ami Jean Paulhan accueillirent souvent le reclus des Amandiers dans leur bureau de la rue Sébastien-Bottin. Navel le prolo allait prendre sa revanche, devenir une sorte de nabab littéraire, nanti d'une légende en or : celle d'un terrassier à la NRF !

La longue confession

Cette légende fut exploitée jusqu'à l'usure. Paul Géraud, dans sa préface aux *Travaux*, présente Navel comme l'homme du quignon de pain, des ruches d'abeilles et des tâches humbles. Rien que de l'émouvant sentiment. Jean Giono, pour introduire *Chacun son royaume* (1960), fait de son auteur un « Hésiode syndicaliste », un chantre de la vérité. On a aussi été Navel porte-parole du prolétariat, brisant les machines à coups de plume et empoisonnant les champs avec l'encre de la révolte.

On a attribué à Navel une naïveté et une force qu'il n'avait pas. A lire ses lettres à Gréthuysen, rééditées aujourd'hui par Gallimard, on découvre un homme désarmé, un Navel dépouillé de sa légende. Un écrivain qui n'appartient qu'à un seul parti : l'Internationale des humanistes. Un libérateur qui n'a jamais pris au sérieux qu'une chose : la souffrance. Un homme de peine amoureux des livres, mais qui ne peut s'empêcher de dire, avec une grande ironie : « C'est une curieuse chose, la culture. »

Dans l'une de ses dernières lettres, Navel écrit : « Beaucoup de

gens vivent sans rien dire, qui acceptent leur silence, une vie sans signification. Ecrire, c'est seulement choisir, laisser une part importante dans le silence. » Depuis 1960, depuis *Chacun son royaume*, Georges Navel a peu publié (1). Ce retrait volontaire ne rend que plus précieuse la lecture de *Sable et Limon* : la longue confession de Navel était un témoignage d'affection, son silence semblait à un hommage à cet ami, mort en 1946, et sans lequel nous ne disposerions pas aujourd'hui d'une des plus belles correspondances sur la difficulté de vivre et sur l'esclavage que représente l'écriture.

De Georges Navel, on ne cite que deux ou trois phrases qui, croit-on, résumant tout son univers. Cela contribue à donner de lui l'image d'un praticien de la bienveillance plein de dévotion pour la Nature. Parmi ces quelques phrases, on affectionne particulièrement cette maxime : « Il n'y a que la vie où l'on s'émouline qui vaille la peine d'être vécue. » Navel eut cette pensée un jour d'extrême solitude et d'angoisse torturante, elle lui servit d'antidote contre le désespoir. La plupart de ses lecteurs préférèrent prendre pour argent comptant cette déclaration de béatitude, si rassurante.

S'il y a, chez Navel, une certaine « fringale de vrai », c'est une faim qu'il s'empare non pas en ingurgitant du sérieux, mais en avalant les pilules apéritives de l'humour. Pour s'en convaincre, il suffit de l'écouter parler de ses aventures chez les « *anars hygiénistes* », ou dans les tribus végétariennes, aux côtés de Zarathoustra, un médecin naturaliste allemand à la recherche d'une vie nouvelle, qui embarqua toute sa peuplade sur un cargo à destination d'une île de l'Océanie et qui, arrivé à la terre promise, fut poignardé par un rival.

Sur l'autre étiquette qui colle à la peau de Navel comme un numéro de matricule révolutionnaire figure la devise : « Il y a une tristesse ouvrière dont on ne guérit que par la participation politique. » Navel, qui n'était pas un « *fétus de la bourgeoisie* », avait

du sang d'usine dans les veines et, à quinze ans, deux tentatives de suicide derrière lui : « Je voyais encore de bons vieux jours à la société *bourgeoise mourante*. Mais plutôt que de vivre résigné, de reproduire l'existence de mon père, je préférais mourir. » En 1919, il se disait tantôt révolutionnaire, idolâtrant Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, Engels et Bakounine, tantôt nihiliste, persuadé que le livre de rouge dissipe la tristesse ouvrière mieux que la grisaille engendrée par l'action politique.

« J'ai le cœur communiste, mais pas la tête politique », confiait-il à Bernard Gréthuysen, marxiste de stricte observance, au dire de Jean Paulhan. Navel avait une « *réserve d'hérésie* » qui l'empêchait de s'adonner au jeu politique comme à un succédané du jeu de boules. Il ne cessa de répéter, dans les lettres à Gréth : « Je n'attends rien de l'action », « je ne suis qu'un franc-tireur ».

Cet homme qui n'attendait rien de l'action partit en 1936 en Espagne se battre aux côtés des troupes gouvernementales contre Franco. Sans illusions, cependant. A la veille de 1939, il notait : « La vie internationale est à base de mandibules, et autant vouloir espérer de la musique de la mise en marche d'un concasseur. » Vacherie sur toute la ligne, conclut-il : « Les gros poissons mangent les petits, mais le lac est calme avec des reflets de bonté du ciel. »

« La grande voix de la tristesse »

Il lisait alors plus volontiers Schopenhauer, Montaigne et Nietzsche que les théoriciens marxistes. Il se disait que la vie est une « *farce robuste* », que la Terre ressemble à un camembert et nous autres à des ascites portant des chaînes dès leur naissance. Il eut ce mot qui résumait toutes ses désillusions : « Les métallurgistes conscients représentent une force beaucoup plus efficace. Mais il n'y a pas tant de métallurgistes conscients que se l'imaginent les intellectuels penchés sur les masses. »

Navel se serait-il aperçu qu'il a été dupé par le « peuple », que la tristesse ouvrière se guérit par la possession d'un bistrot ou d'un petit commerce ? On l'imagine bientôt réactionnaire, tournant le dos à ses idéaux. Mais non. Ce que dit Navel à propos de la tristesse ouvrière, il aurait pu le dire de l'homme moderne, avec son sens du vide et son écran de mélancolie. « *Tout ce qu'il y a de triste sur la planète me nage dans l'âme* », écrit-il.

Sa correspondance, c'est aussi le recueil de ses rencontres. Ce cheminement des lettres écoule les routes, visite les auberges, fouille les refuges à la recherche des professionnels de la mendicité, des « *mal nourris* », des « *tombés en ruine* », des intouchables. Tous ces copains croisés sur la route ou rencontrés sur les chantiers forment une race à part, celle des hommes qui ne campent pas dans le parti pris de l'optimisme, qui ne font pas de l'« *espérance* » une nouvelle religion. Ce sont, aux yeux de Navel, des stoïciens sans le savoir.

Georges Navel est aussi, à sa manière, un stoïcien qui ne fait pas étalage de son endurance. Il écrit, mais il pense que la littérature n'est pas un sport prolétarien. « *Quand nous étions jeunes, nous avons cru à la littérature. Et je suis parfois troublé, lui dit un jour Gréth, de voir combien peu vous y croyez.* » Non, Georges Navel ne croit pas en la littérature, il écrit avec la « *peur d'embêter* » ses lecteurs. Il ne croit pas aux grands rôles, il écrit simplement pour ne pas étouffer la « *grande voix de la tristesse* » qui parle en lui. La vie est une chaîne de tourments, mais, dit-il, il faudrait décrocher la Lune. C'est parce que, dans sa lucidité, Georges Navel ne croit pas en la littérature que l'on se prend à rêver d'embarquer avec lui pour Cythère.

ROLAND JACCARD.

★ SABLE ET LIMON, de Georges Navel, Gallimard, 512 p., 160 F.

(1) L'œuvre de Georges Navel est publiée chez Gallimard, à l'exception de *Travaux* (Stock, 1945. Repris dans « *Folio* » n° 156) et de *Passages* (Le Sycomore, 1982, annoncé dès 1979 sous le titre *le Sidé-Brahim*). Pour plus d'informations, on se reportera avec beaucoup de profit à Georges Navel, ou la seconde vue, « *Cahier un* » sous la direction de Gérard Meudal, Le temps qu'il fait, 1982.

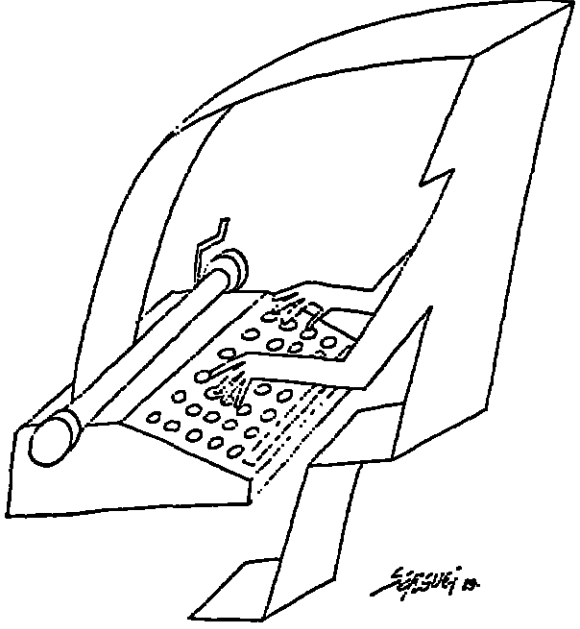
لكن من الحق

● LA PHILOSOPHIE, par Roger-Pol Droit

Le moi doute

C'EST un beau vocabulaire, la *vacance*. En passant au pluriel, il a beaucoup perdu. Des migrations artificielles sont venues s'y loger. Condamnée aux loisirs forcés, des innocents y purgent de lourdes peines. Les vacances une fois devenues cérémonielles et industrie programmée, on a cessé d'entendre combien ce terme singulier doit évoquer une absence, une disponibilité, un manque d'occupation, un espace blanc — sans titulaire ni obligation. *Vacance* et *vacuité* ont partie liée, comme une parenthèse, sans contenu déterminé ni fonction prévisible, au cœur des activités.

Dans ce vide fragile, il ne s'agit nullement de vaquer à... une tâche définie, de s'employer à tenir un rôle, ou de concrétiser un projet. C'est tout le contraire. Vaquer, tout court, implique de demeurer en suspens, à distance, sans emploi. S'installer dans cet intervalle précaire, tenter d'y demeurer et d'en explorer systématiquement l'étrangeté, voilà, sûrement, l'un des traits les plus constants de l'attitude philosophique. Qu'il faille à la pensée des méthodes, des règles, des objets et des buts, voire des combats ou des joutes, on en conviendrait aisément. Mais sans doute lui faut-il, d'abord, comme une condition plus fondamentale, un grand loisir. Aucune réflexion ne se constitue sans prendre ses distances à l'égard des tâches immédiates, des sollicitations de l'heure ou des évidences les mieux assurées. Les philosophes, en ce sens, sont toujours vacants. Et chacun sait que cela les occupe beaucoup.



Cette situation paradoxale était à rappeler. Laissons de côté son analyse, qui aurait à traverser une multitude de questions, et devrait finalement parcourir toute l'histoire de la philosophie. L'évocation, en ce creux de l'été, du lien nécessaire entre loisir et réflexion peut conduire à des considérations bien moins vastes. Par exemple : une chronique mensuelle de philosophie dans un grand quotidien, qu'est-ce au juste ? On voudrait bien excuser son auteur d'user, pour une fois, d'un pronon personnel qui n'est pas dans ses habitudes. Autant le dire : ce qu'est cette chronique, franchement, je n'en sais rien.

Je crois y avoir signalé, depuis deux ans, bon nombre de grands travaux qui méritent de l'être. J'espère, sans pouvoir en être assuré, que l'air du temps n'a pas trop simplement disposé de mes choix. Je me suis efforcé, autant qu'il est en mon pouvoir, de privilégier la force des œuvres, la rigueur de leur démarche ou la diversité de leurs apports originaux, plutôt que mes attirances personnelles ou mes centres d'intérêt. J'estime enfin — cette autosatisfaction va cesser... — n'avoir pas trahi, pour l'essentiel, le contenu des livres que je tente de résumer à grands traits, en un vocabulaire qui se veut accessible, au terme d'une lecture aussi attentive qu'il m'est permis.

Cela n'empêche pas que le calembour douteux servant de titre à cet article soit justifié. J'avoue avoir bien des motifs de perplexité, pour ne pas dire plus. À côté de la trentaine de titres dont j'ai traité en vingt-quatre mois, en sais-je pas plusieurs dizaines d'autres qui auraient dû faire l'objet d'un compte rendu ? Parmi les centaines de volumes qu'au fil des mois les postes me transmettent, combien en ai-je lus, aimés, admirés ou estimés — et voulu indiquer, en espérant faire partager, à bon nombre de lecteurs inconnus, tel moment de découverte ? Il n'a rien transpiré de tout cela, et il en sera de nouveau ainsi — faute de temps, d'espace, de force aussi... Et que dire des volumes que je n'ai pu même ouvrir, et dont le nombre, inconnu, parfois m'accable ?

Et puis : les limites des compétences d'un individu, les hasards et les nécessités de l'actualité éditoriale, les contraintes de l'information et le poids des déformations, les goûts et les facilités, tout cela, quoi qu'on en ait, joue des tours. Et encore : les simplifications, dont on ne sait jamais, pour des lecteurs la plupart du temps sans visage, et de toute manière disparates, si elles sont excessives ou encore insuffisantes. Bref, le journalisme n'est-il pas inéluctablement au plus loin de la philosophie, de sa précision, de son sérieux, de ses élaborations exigeantes et longues ?

Dans ce malaise, dont j'ai depuis longtemps une conscience aiguë, et que cette vacance me donne l'occasion d'affluer, il y a plus, me semble-t-il, que les maux « chroniques » dont peut avoir à se plaindre tout critique littéraire. Car, entre la philosophie — son style, son histoire, ses visées — et la presse, il y a des incompatibilités réelles et multiples. Se situer à leur articulation, en des temps où les médias ont acquis un pouvoir démesuré, est évidemment inconfortable.

Q'UN entende bien : il n'est pas question de mes états d'âme — je ne sais à quoi correspond ce dernier terme, et mes humeurs sont dépourvus d'intérêt. Ce qui est en cause, c'est la nature, et la teneur, d'une chronique régulière de philosophie, aujourd'hui, dans un grand quotidien. En dépit des difficultés auxquelles on vient de faire allusion — ou plutôt à cause de tels obstacles — il est indispensable qu'une telle chronique existe. Elle peut constituer un point de diffusion, parmi d'autres, pour quelques travaux essentiels, un reflet fragmentaire des mouvements actuels de la pensée, un rappel, parfois élémentaire et pédagogique, de quelques grandes figures de la tradition.

J'ai même la faiblesse de croire que dans une époque aussi confuse que la nôtre toutes les voies d'accès à la réflexion philosophique ont quelque chose de vital. Il ne s'agit donc pas de négliger celles que la presse peut offrir — quand elle n'est pas indignement sa tâche — sous le prétexte que les moyens du journalisme sont inévitablement discontinus, déformants et pour une part superficiels. Il s'agit plutôt de s'interroger sur les façons d'exercer cette activité hybride qu'est le « journalisme philosophique ». Doit-il nécessairement prendre la forme de comptes rendus d'ouvrages français, ou traduits en français, récemment parus ?

Réponse : la vacance y est propice. Une chronique consacrée à la philosophie pourrait n'être pas toujours rive aux nouveautés des librairies. Sans négliger les livres, elle pourrait, de temps à autre, s'offrir le loisir de s'interroger sur un courant de pensée ou une école, qu'ils soient d'hier ou d'aujourd'hui. Elle pourrait tenter, ça et là, de brosser la carte d'une question, ou de survoler une problématique. Notre Hexagone ne serait pas son unique terrain. Une œuvre majeure, même si elle n'est pas traduite, un débat important, même si l'est pas ici, une ébauche d'état des lieux, même si l'est au Japon ou la Chili, pourrait lui fournir son thème.

L'ubiquité et l'omnipotence n'étant pas dans ses attributs, le chroniqueur devrait travailler, cas par cas, en collaboration avec des chercheurs internationaux, spécialistes incontournables dans chaque domaine, qui seraient normalement associés au texte final. Par exemple, il y a bien d'autres dispositifs concevables, et diverses formules à expérimenter progressivement. Je n'en doute pas. Les lecteurs qui le désirent pourraient m'en suggérer. Bien qu'à première vue il semble toujours « déraisonnable de renoncer à du certain pour quelque chose d'encore incertain », comme l'écrit Spinoza, ce pourrait être l'occasion d'ouvrir, par étapes, à quelque réforme de notre entendement.

QUARTIER traditionnellement intellectuel et littéraire de Lisbonne, où s'égaillent bibliothèque, librairies et bouquinistes, le Chiado s'étend dans le triangle formé par la place dédiée au plus grand poète de langue portugaise, Luis de Camões, les ruines du couvent des Carmes, et l'extrémité de la Praça do Comércio, que fit édifier le marquis de Bompal. Au cœur de cet arrondissement, les lieux de rendez-vous évocateurs de la Muse ne manquent pas. Que ce soit à la terrasse du café Brasileira, devant laquelle médite la statue de Fernando Pessoa, ou quelques dizaines de mètres plus bas, au numéro 37 de la rue Ruens, derrière les hautes fenêtres du club et café littéraire Grémio Literário.

La sobre façade rose pâle de ce palais dix-huitième, préservée, grâce aux murs d'un immeuble mitoyen, des flammes du récent incendie qui a ravagé le secteur, abrite une suite d'espaces somptueux. On y pénètre, ravi par le calme et la fraîcheur, par l'agencement des salles décorées avec goût. Le bleu et les marbres des toilettes féminines valent à eux seuls le détour ; et sans doute a-t-on veillé tout particulièrement à leur esthétique, les femmes n'ayant le privilège de l'endroit que depuis quelques décennies. Bar, salons, salle de gymnastique, saunas témoignent en effet d'une préférence masculine. Jusqu'au premier étage, au milieu des superbes bibliothèques vitrées — où Sénèque, Sainte-Beuve, Taine, Etienne de Jacques Laurent voisinent en bonne intelligence, — cernées de bustes, de pupitres et de piano, et qui exhalent cette atmosphère de club anglais, un peu surannée, d'embrasement des odeurs de pipe et de cigare.

Les Rencontres poétiques de Tarascon

Organisées par l'Association générale des rencontres internationales en Provence de poésie d'aujourd'hui (AGRIPPA), les 6^{es} Rencontres internationales de poésie contemporaine se sont déroulées du 4 au 7 août, pour la deuxième année consécutive, à Tarascon. A l'origine de cette manifestation, deux hommes qui illustrent des tendances poétiques différentes. Emmanuel Ponsart, éditeur de « Spectres familiers » et de *Zuc*, la plus petite revue poétique existante, s'attache plus à l'écriture comme support essentiel du poème ; Julien Blaine, l'un des fondateurs de la « poésie élémentaire », défend dans sa revue *DOCKIS* toutes les tendances de la poésie d'avant-garde.

Des auteurs comme Bernard Heidsieck, Emmanuel Hocquard, Christian Prigent ou Pierre Garnier sont venus parler de leur « posture » poétique et soumettre leurs travaux aux réactions du public. Une quinzaine de petits éditeurs ont également présenté leur production. Mais c'est la dimension internationale qui est demeurée prédominante au cours de cette manifestation : Chinois (Ma Desheng), Hollandais (Harris de Kroon), Anglais (Simon Herbert), Américains (Richard Sieburth, Joel-Peter Shapiro) ont démontré que le langage de la poésie pouvait être universel. La poésie arabe, à l'écriture douloureuse et blessée, était représentée, au cours d'un spectacle, par Rahab Belamri, Michel Cassir et Moncef Chachem. Les poètes russes Tolstoy, Igor Kholme, Alexis Khvostov et Konstantin Kedrov ont déploré l'absence de leurs amis poètes, invités par l'AGRIPPA, mais qui n'ont pu obtenir leur visa. Seul Konstantin Kedrov, qui appartient à l'Union des écrivains, a pu répondre à cette invitation. La venue du grand poète d'origine roumaine Gherasim Luca, pour la soirée de clôture, restera un des moments mémorables de ces rencontres.

NATHALIE GUILLEM.

LA VIE LITTÉRAIRE

Un café littéraire à Lisbonne

Les lointaines séductions du Grémio



« Saudade ».

assortis de quelques prestigieuses figures intellectuelles, tel l'écrivain réaliste et polémiste Eça de Queiroz, qui nommait le Grémio sa « ferme de Lisbonne », jouissant de la lumière « à l'ombre de ce hêtre constitutionnel ».

Des invités de marque — politiques ou littéraires, tels Erskine Caldwell, Ionesco, André Roussin... — ont arpenté le délicieux jardin aux allures méditerranéennes, au fond duquel songe une petite statue incarnant la *Saudade*, ce trait unique de l'âme portugaise. Très fermés jusqu'en 1974, c'est une nouvelle bourgeoisie que la révolution aux ciseaux a drainé en ces lieux ; et, au cours des années 70, les manifestations culturelles ouvertes au public se sont multipliées, notamment autour de soirées théâtrales étrangères.

Aujourd'hui le Grémio Literário n'a rien perdu de son prestige social pour les quelque mille six

cents membres qui le fréquentent, la plupart étant lisboètes. On peut y rencontrer aisément les hommes d'influence économique ou politique. Si l'écrivain Augustina Bessa-Luis y a ses habitudes, les femmes demeurent en effectif réduit.

Doucement endormi sous les lauriers que lui a décernés la ville en mars 1987, le Grémio Literário n'incarne cependant plus du tout la figure de proue intellectuelle de jadis ; et la vivacité culturelle de Lisbonne éclate à présent dans d'autres quartiers de la capitale. Gérard Salles Lanes, son président depuis vingt-deux ans, romme du bien-être procuré par la bonne marche de cette institution, qui emploie à l'heure actuelle trente-quatre personnes. S'il y a bien encore un rituel de « Musique de bibliothèque » — selon l'expression du président — le premier jeudi de chaque mois, ainsi qu'une chorale d'enfants appliquée au répertoire des chansons populaires, conversations de salons et divertissements constituent l'essentiel de l'activité du Grémio Literário, ainsi devenu un luxueux univers de détente.

L'art de la gastronomie a supplanté celui de la rhétorique. Et nombreux sont les fins gourmets à venir savourer les nourritures terrestres, face aux larges baies vitrées plongeant sur la quaiétre embaumée du jardin, et, au-delà, sur les toits de la ville où vient s'assourir le Tage...

VALÉRIE CADET.

(1) Des conférences sur le vin de Bordeaux et des dégustations ont eu lieu au Grémio les 14 et 15 juin en présence du président de la République portugaise, M. Mario Soares, et de la poétesse Sophia de Mello Breyner. Ces rencontres étaient organisées par Sylviane Sambar, qui était à l'origine, en mai 1988, d'une Semaine de littérature portugaise à Bordeaux.

Une nouvelle librairie voyageuse

Aux confins de la Nouvelle-Athènes, ce morceau du neuvième arrondissement parisien qui abrite une bonne partie de l'intelligentsia française au siècle dernier, une librairie s'est ouverte récemment à l'enseigne de « La Troisième Voie » : dans la tradition chinoise, c'est le moment de la nuit où se lèvent les fantômes, les esprits disparus.

La librairie, spécialisée dans les voyages, l'exploration, l'ethnographie, met un point d'honneur, en effet, à offrir sur le monde entier, France comprise, tout ce qui a pu être publié sur tel ou tel sujet et en particulier ce qui est devenu introuvable en littérature, récits, mémoires, guides, atlas et parfois même affiches.

Des Kessel disparus aux Morand à tirage limité en passant par les

ouvrages coloniaux, régionalistes ou étrangers et jusqu'aux titres récents, « La Troisième Voie » offre, à des prix souvent raisonnables, le volume tant désiré pour son itinéraire à soi en Albanie ou, tout bêtement, à Bornes-les-Mimosas, quand ce n'est pas chez soi dans son fauteuil.

J.-P. P.-H.

★ « La Troisième Voie », 42, rue Milton, 75009 Paris. Tél. : (1) 40-16-13-87. (Fermée en août.)

Une anthologie de poésie française publiée en japonais

Naguère, le Japon passait pour un grand consommateur de littérature française. Depuis, les temps ont changé. Cependant, les éditions Seido-sha viennent de publier en un seul volume de 850 pages une anthologie (non pas, certes, la première de ce type, mais

sans doute la plus complète) de deux cent vingt-trois poètes français ou francophones, traduits par onze spécialistes, de jeunes universitaires, sous la direction du professeur Kubota.

La nouveauté de l'entreprise tient à son absence de préjugés académiques, qui permettra aux lecteurs japonais de relire les classiques (de Rutebeuf à René Char, en passant par Lautréamont) dans des traductions scrupuleuses et modernes, son principal intérêt étant surtout d'offrir un vaste panorama des contemporains de toute école (Dupin, Réda, Prigent, Roche, Jaccotet, Du Bouchet, Deguy, mais aussi Brassens et Léo Ferré), de ne pas négliger des poètes injustement oubliés ou encore méconnus (Paul Keigne, Catherine Pozzi, Olivier Laronde) et de rendre hommage à l'apport de la francophonie (Senghor, Glissant, Kateb Yacine, et même Rilke...).

R. de C.

● EN POCHES

● *Le dernier jour d'un condamné*, de Victor Hugo, republié dans « La librairie de poche », suivi de *Claude Gueux* et de *L'affaire Tabor* (n° 6848). Hugo décrit les derniers moments d'un condamné à mort, ivre de vivre et terrifié par sa fin attendue. Ce *Dernier Jour d'un condamné* est le magistral plaidoyer de Hugo contre la peine de mort. Les trois récits sont préfacés par Robert Badinter et commentés par Guy Rosa.

● *Notre-Dame de Paris*, de Victor Hugo. Eugénie Grandet, de Balzac, et *Candide*, de Voltaire, paraissent chez Presses-Pocket (respectivement n° 8004, 8005, 8006) dans une collection intitulée « Lire et voir les classiques » qui offre, outre le texte en version intégrale, une quinzaine de pages de reproductions photographiques illustrant différents aspects de l'œuvre.

● Plusieurs nouvelles de Tchekhov (*l'Alouette* suédoise, *Nuit d'angoisse*, *Fort de café*, *Vergence*, *Impudence*, *Drame*) sont disponibles chez Presses-Pocket, dans la collection bilingue (n° 3089), qui propose des textes étrangers et leur traduction avec possibilité de se procurer des cas-

settes enregistrées de morceaux choisis (traduit du russe par Catherine Emery).

● *Le livre de poche biblio* réédite l'essai de Guy Landreau et Christian Jamet paru, en 1976, chez Grasset — et qui fit un certain bruit — (*l'Arge* n° 4104). Pour la découverte ou pour la nostalgie...

● Dans la « Bibliothèque Lettres », petite collection de poche reliée sous jaquette, viennent de paraître les *Poésies* de Mallarmé et les *Trophées* de José-María de Heredia.

● *Le livre de poche* a publié douze nouvelles de l'Américain Raymond Carver, traduites par Simone Hiling : les *Vitamines du bonheur* (n° 3120).

● *Un joli coup de lune*, de Chester Himes, paraît aux « Points » — Seuil, traduit de l'anglais par Hélène Devaux-Minot (n° R 363).

● Presses-Pocket reprend *Esclaves de l'amour*, de Knut Hamsun (prix Nobel de littérature 1920), un recueil de nouvelles traduites du norvégien par Régis Boyer (3327).

● LITTÉRATURE FRANÇAISE

L'art poétique
d'Henri ThomasLe Gouvernement provisoire,
ou comment la folie est le prolongement logique de la guerre

La guerre est finie. Par quoi sera-t-elle remplacée ? C'est la question à laquelle Henri Thomas répond par son dernier roman, *Le Gouvernement provisoire*. Ses deux héros, Philippe et Benoît, sont là pour rechercher et annuler les traces de la guerre : ils ont été chargés d'inspecter les monuments endommagés en bord de mer. Mais ni l'un ni l'autre ne semblent destinés à sortir de la guerre. Philippe vient de se marier avec une actrice. Il est abandonné par sa femme, qui perd la raison. Et nombreux sont les personnages de ce roman à frôler la folie. On s'aperçoit alors que la réponse d'Henri Thomas à la question qui sert de point de départ à son roman, c'est, précisément, la folie.

La folie est le seul prolongement possible de la guerre. A un désordre social, à la négation de la société par elle-même, succède le désordre individuel, la négation de l'individu par lui-même. Le « gouvernement provisoire », c'est, bien sûr, celui qui a été instauré à Alger, mais c'est aussi le gouvernement provisoire de la raison.

Le roman commence donc au bord de la mer. Les deux jeunes hommes s'installent dans un hôtel confortable où règne un étrange couple, Lucile et Maxime, dont la fille, Dommine, a des comportements incontrôlés. Si *Le Gouvernement provisoire* était un roman ordinaire, on dirait de Lucile qu'elle « provoque » Philippe. Un jour, elle se baigne nue devant lui. Mais ce n'est pas dans le désir immédiat de séduire Philippe. C'est, dit-elle, la « transgression de la loi ».

Cette scène, amenée sans complications inutiles, sans insistance, avec le naturel, l'élégance et le mystère qui caractérisent depuis toujours l'art romanesque d'Henri Thomas, est forte et fondamentale. C'est le centre du livre, qui, quoique situé au premier quart, en annonce l'épilogue. Philippe et Lucile sont tous deux rejetés par une société apparemment faite pour eux.

Outre la figure de Dommine, la folie est incarnée par celle de Gilberte, la femme de Philippe, et par le père de Maxime. Une folie qu'il s'agit, à tout prix, de réduire au silence.

On imagine ce qu'un Julien Green aurait fait d'un tel sujet. Dommine aurait probablement eu le premier rôle. Et Lucile et Philippe auraient été ravagés par le remords de la faute qu'ils finissent en effet par commettre. On frémit surtout en entrevoyant ce qu'un « faiseur de succès » aurait fait d'un tel sujet. Le propre des romans « fabriqués » est d'accom-

Les romans d'Henri Thomas
restituent le mystère brut de la réalité.

pagner l'apparition des protagonistes d'une sorte de légende, de sous-titre qui permet au lecteur de gagner du temps et de simplifier sa représentation du personnage.

Le livre d'Henri Thomas n'accompagne pas la lecture. Le lecteur suit le personnage en situation. Le passé de Philippe, celui de Benoît, ne sont jamais résumés, ni racontés. Ils transparaissent dans leurs actes et leurs mots. Et curieusement le temps que l'on croit perdre, à force de tâtonnements et de quiproquos, on le gagne à mesure que l'on avance dans l'histoire.

L'odeur d'un havane
qui flotte

Dans la plupart des livres d'Henri Thomas, on croise des figures historiques. Ici, Artaud (la folie) et de Gaulle (une ombre dans une voiture qui file dans la campagne, l'odeur d'un havane qui flotte encore dans une pièce que le général a quittée). Est-ce une manière de rendre « réaliste » une fiction ? Non, la réalité n'est pas ici réduite à la réunion de quelques simples indices qui affermissent la fiction.

La réalité est plutôt constituée comme le balayage d'un radar, où dans une sorte de néant insignifiant apparaissent quelques points lumineux, signaux d'une présence.

Et, si l'on s'en tient à cette image, le destin des personnages est formé de creux, que leurs propres analyses ne parviennent pas à combler, tout comme l'histoire est peuplée de figures que l'on reconnaît à peine à quelques signes et à la réalité une discontinuité de sensations qui ne parviennent pas à se fonder en un tout. La botte d'un Allemand, un puis- sion Dominé semble vouloir sombrer, des confidences d'une inconnue au petit matin sur un banc public, la colonne de l'Odéon contre laquelle s'appuie Benoît avant de mourir : autant d'éléments qui pourraient réordonner l'histoire dans une narration progressive et psychologique, mais qui, chez Henri Thomas, conservent le mystère brut de la réalité au moment même où elle est perçue et avant toute analyse. Les écrivains qui saisissent cet instant-là, on les appelle des poètes.

RENÉ DE CECCATTY.

★ LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE, d'Henri Thomas, Gallimard, 134 p., 75 F.

Béatrice Commengé au fond de l'inconnu

Les vrais voyageurs, chez Béatrice Commengé, ne partent pas « pour partir », mais pour trouver l'histoire, un autre moment du temps, en casant les limites de l'espace. Le « voyageur du ciel » est celui qui cherche dans l'examen des étoiles, de la lumière, des penseurs anciens et de son propre passé un moyen de contourner l'une des limites les plus élémentaires de la liberté : celle par laquelle on se trouve projeté malgré soi dans un lieu et un temps donnés, figés dans une sphère de vie aux contours bien définis qui exclut tout échange et toute substitution. Voyager, ce sera jouer avec le temps : « C'est pour saisir le temps que Vincent s'enfuit dans l'espace. Regarder loin, c'est regarder tôt, disent les astronomes. Pour voyager, la lumière prend son temps. Pas de kilomètres dans le ciel. La distance est devenue durée. Années-lumières. »

L'enterrement auquel se rend Vincent est l'occasion d'un

temps de pause dans sa vie avec Sabine. La pensée de la mort se donne comme un viatique pour un récit entrecoupé de lettres et de fragments de journal intime, qui sont autant de souvenirs reconstruits, réfléchis, replacés. Des trois femmes que Vincent a aimées, la première est morte. Depuis, il vit les choses dans l'idée qu'il aurait pu, lui aussi, ne pas les connaître, ou les vivre en d'autres temps.

Son refus de l'emprisonnement dans une durée définie l'entraîne à se passionner pour les étoiles et pour ce qui les éclaire : la lumière, et les savants, Galilée. C'est que, pour lui, percevoir l'infini de l'espace permet d'envisager d'autres étapes de l'histoire, de se confondre aux modes d'approche antérieurs, de retrouver aussi la trace toulou de la connaissance qui modifie par pellers successifs l'appréhension du monde. Les trois femmes que Vincent a aimées avaient toutes

le même âge : une façon d'exercer la mobilité du point de vue sur un même objet.

Double regard sur le passé personnel et sur l'histoire collective, le roman de Béatrice Commengé ne tombe à aucun moment dans le pathétique ou la nostalgie. La sobriété réfléchie des phrases, digne de la traductrice d'André Nin, marque l'indépendance d'une mise en doute des repères du temps, d'une dérive vaine de notre situation dans l'histoire. Seul l'espace reste fiable, parce qu'il n'est jamais fini. « Il y a bien longtemps que l'œil ne suffit plus pour découvrir le ciel, même au bout d'un télescope. L'astronome aujourd'hui ne s'intéresse plus qu'à l'invisible, à la lumière invisible qui voyage dans l'espace, inlassablement, à la même vitesse. »

MARION VAN RENTERGHEM.

★ LE CIEL DU VOYAGEUR, de Béatrice Commengé, Gallimard, coll. « L'Infini », 200 p., 82 F.

Le laboratoire
ButorDeux livres brillants d'un grand écrivain inclassable qui,
une fois de plus, abolit les frontières des genres littéraires.

DEPUIS longtemps, Michel Butor échappe à toutes les classifications, et, abordant tous les genres littéraires, en abolit les frontières. Connus surtout comme l'un des nouveaux romanciers des années 50, il n'a cessé de publier des livres les plus divers : essais critiques, « albums », « répertoires », « illustrations », poèmes, textes inclassables dont un dénominateur commun est la recherche littéraire.

Une œuvre est toujours pour lui une sorte de laboratoire où s'expriment les rapports les plus complexes entre mots et images (ces deux variantes du graphisme), espace et temps, réalité et apparence. Sous sa plume, le livre devient un lieu d'observation phénoménologique « où étudier de quelle façon la réalité peut nous apparaître ». 1989 lui permet d'abolir, une fois encore, les privilèges des genres littéraires, avec la parution de deux livres très différents : *Improvisations sur Rimbaud* et *L'Embarquement de la Reine de Saba*.

De la critique
à la fiction

Le mythe de Rimbaud s'est construit sur beaucoup d'idées reçues. C'est pour tenter d'en effacer quelques-unes que, revenant avec sa probité intellectuelle aux textes et à la correspondance, Michel Butor publie ces *Improvisations sur Rimbaud*, un petit livre où il aborde, sans souci d'étude exhaustive, un certain nombre des aspects du poète-météore.

« L'énigmatique », « l'écouler », « le bon parnassien », « le voyant », « le mauvais génie », « le bateau ivre », « l'époux infernal », « l'illuminateur », « l'absent », « le photographe », « le marchand passionné », et « l'agonisant » sont les douze étapes retenues, pour faire revivre, comme en pointillé, ce destin exceptionnel. Dans chacun de ces chapitres, faisant appel, chaque fois qu'il est nécessaire, à un texte d'archive, une correspondance ou une citation, Butor res-

suscite l'adolescent dans son entourage, ses premières volontés poétiques, ses sincérités et ses provocations, ses héritages, ses dépassements, son étrangeté.

Rimbaud regrettait que n'ait jamais existé un « auteur, créateur, poète ». Cette volonté de création, de poésie, est sans doute le secret de l'intérêt passionné que lui porte Butor. En l'étudiant, ne retrouve-t-il pas un de ses pères spirituels ? La réponse est grande, en tout cas, entre la critique et son sujet. Sans jamais s'identifier à lui, Butor nous entraîne au sein des espoirs, des consciences, des incertitudes, des illuminations et des remords de Rimbaud, dans une étude quasi amoureuse.

Dans *L'Embarquement de la Reine de Saba d'après Claude Lorrain* (1), Butor se livre, malgré le titre, non pas à la critique méthodique d'un tableau, mais à une lecture créative, partant de l'œuvre pour rêver lui-même. La collection « Tableaux vivants » lui permet de satisfaire son goût connu pour la peinture (2) et son souci d'« amalgamer image et texte ». La fiction naît du tableau-prétexte : retrouvant le climat des *Mille et Une Nuits*, Butor se laisse aller à une invention sans cesse renouvelée, où l'histoire de la reine de Saba — la renommée de Salomon, le départ pour Jérusalem, la rencontre avec le roi, les énigmes qui lui sont posées — fournit le point de départ de trente petits textes construits selon des schémas récurrents. D'abord variations sur un même thème, ils apparaissent vite comme les éléments d'un puzzle.

Au fil de l'écriture, l'auteur semble découvrir et s'imposer de nouvelles contraintes : des bribes de textes courent d'un bout à l'autre du livre, à la façon de strates ou de rubans ; les voix des personnages entrent en scène tour à tour : rameurs aux noms d'arbres, porteurs aux noms de minéraux, chambrières aux noms de fleurs... qui embarquent chevaux, pierreries, présents de toutes sortes destinés au roi de Jérusalem ; les uns racontent leur

rêve de voyage ; les autres chantent l'appel du large dans la joie du récit où s'agglomèrent mots et images : «...l'eau, sa transparence, ses plages, houles, écume, le sel des sirènes, et encore de l'écume, vagues, sa mobilité, ses souvenirs, moires, tanguer, clapotements... »

Le festin
de l'écriture

La volupté du conteur laisse libre cours à la virtuosité de l'écrivain, les séries aux multiples paramètres logiques se déroulent, enchaînant contraires et analogues en un feu d'artifice verbal : «...un temps pour planter, un temps pour arracher, un temps pour tuer, un temps pour guérir, un temps pour bâtir, un temps pour détruire... » Comme dans une fugue, toutes ces guirlandes de mots ondulent, s'enrichissent, se dédoublent. A ces voix se mêlent des énigmes qu'une logique purement alphabétique à l'humour évident soumet à la sagesse de Salomon, projetant dans ce passé fabuleux quelques-unes des injustices ou dérives de notre monde moderne.

Convité au festin de l'écriture, le lecteur subit des vertiges de fantaisie et de jouissance verbales. L'imagination court, l'invention déclenche les images et retrouve des valeurs oubliées du langage... l'or, les diamants, les turquoises, l'eau, les claquemets, les tangages et les miroitements de lune se répondent en des correspondances secrètes.

FLORENCE NOVILLE.

★ IMPROVISATIONS SUR RIMBAUD, La Différence, 204 p., 89 F.

★ L'EMBARQUEMENT DE LA REINE DE SABA D'APRÈS CLAUDE LORRAIN, La Différence, coll. « Tableaux vivants », 104 p., 49 F.

(1) *L'Embarquement de la reine de Saba* a été peint en 1648 par Claude Gellée dit le Lorrain. Il se trouve actuellement à la National Gallery de Londres.

(2) Michel Butor est l'auteur de nombreux essais sur Holbein, Le Carravage, Vieira da Silva...

● ARTS

Florence Palace

Réunir tout l'art de Florence en deux volumes :
l'entreprise était hardie. Et n'est qu'à demi réussie.

Ce livre à quelque chose de monstrueux. Il se compose de deux volumes fortement reliés et réunis dans une boîte en carton très épais. Il compte mille trois cent douze pages, pèse près de 14 kilogrammes, épuise les manutentionnaires et fait ployer sous lui les étagères des bibliothèques les mieux charpentées. On ne le manipule qu'avec prudence et effort, ne serait-ce qu'en raison de son prix, 2 450 F. C'est cher, plutôt très cher même.

Mais moins cher qu'un week-end à Florence, train, hôtel et repas compris. Or c'est là la seule comparaison utile, puisque la démonstration de l'ouvrage obéit à cet étrange et fol dessein : enfermer trois siècles d'art florentin, architecture, sculpture et peinture en un seul livre. Et les y faire tenir sans devoir rogner, simplifier ni omettre. Par la grâce d'une illustration proprement miraculeuse, ce projet-ci est rempli.

En près de mille six cents photographies, Takashi Okamura démontre la supériorité royale de sa technique et de son cil. Avec un savoir-faire qui relève l'ordinaire « livre d'art » au rang de

prospectus mal imprimé, il a regardé monuments et œuvres d'art et en a tiré des clichés dont on ne ventera jamais assez la fidélité, la finesse et la précision.

Les vues d'ensemble sont claires et explicatives, les détails excellents. Autre vertu : Okamura ne se borne pas à photographier Giotto, Botticelli et la place de la Seigneurie, mais aime des fresques peu connues, les églises peu fréquentées et les panneaux des Offices point encore élevés à la dignité de cartes postales. Résultat, et résultat capital : grâce à lui, cet *Art de Florence* apparaît comme la somme iconographique nécessaire aux études des toscans et comme un répertoire dont on doute qu'il soit éclipsé de si tôt par quelque autre labeur d'ampleur.

Un lyrisme
évasif

Un livre, cependant, si beau soit-il, ne peut se passer absolument de textes. Ceux qui accompagnent les images, écrits par trois historiens américains, Richard Turner, Glenn Andres et

John Hunisak, suscitent moins d'enthousiasme qu'elles. On pourrait croire que les auteurs ont été convaincus dès l'abord qu'ils ne pouvaient pas rivaliser avec les reproductions, et que cette certitude les a contristés. Leurs commentaires semblent souvent plus descriptifs qu'analytiques et leur lyrisme évasif date un peu. Telle présentation des fresques de Masaccio ne croit pas nécessaire de s'intéresser à la question de l'invention de la perspective. Telle autre du *Printemps*, de Botticelli, néglige les recherches récentes sur la symbolique des plantes à la Renaissance. La bibliographie, elle aussi, a des lacunes suspectes.

Tout cela, que n'améliore certes pas une préface de Pierre-Jean Remy, est un peu décevant. La conjonction d'une illustration hors pair et de textes plus substantiels aurait fait de ce livre un monument de l'histoire de l'art. Tel quel, il ne remplit qu'à demi son ambition.

PHILIPPE DAGEN.

★ L'ART DE FLORENCE, de R. Turner, G. Andres, J. Hunisak et T. Okamura, éd. Bordes, 2 tomes, 701 photographies en noir et blanc, 854 en couleurs, 1 312 p., 2 450 F.

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Mais oui, Sade est bien vivant

Les biographies de Jean-Jacques Pauvert et de Raymond Jean, la réédition de Gilbert Lely, les détours d'Annie Le Brun, un pastiche, un essai... Le cadavre de Sade n'a pas fini de bouger.

« **L**E 2 juillet 1789, le comte de Sade a crié par la fenêtre, à diverses reprises, qu'on égorgeait les prisonniers de la Bastille et qu'il fallait venir les délivrer. » Le gouverneur de la forteresse avertit le ministre, qui donne ordre de transférer l'encombrant prisonnier à Charenton, ce qui est fait dans la nuit du 3 au 4 juillet. C'est ainsi que Sade manqua la prise de la Bastille et dut encore se morfondre plus de neuf mois avant de recouvrer la liberté. Et le précieux rouleau manuscrit des *Cent Vingt Journées de Sodome* resta dans un coin de sa cellule, à son désespoir, mais peut-être pour notre bénéfice : le manuscrit, demeuré entre les mains de Sade, n'aurait-il pas fini comme d'autres dans un autodafé du ministère de l'Intérieur ?

Le second tome de la biographie de Sade par Jean-Jacques Pauvert s'orne, comme il se doit, en couverture, du portrait imaginé par Man Ray : le visage de l'homme de pierre fait face à la Bastille en feu. Quel rapport établir entre la subversion sadienne et l'événement révolutionnaire ? La simple identification, prônée par les surréalistes, ne suffit plus. La malignité éditoriale fait repaître la *Vie du marquis de Sade*, de Gilbert Lely, disparu il y a quatre ans, au moment où sort la suite de la nouvelle biographie, due à Jean-Jacques Pauvert. Les casuistes pourrissent, pièces en main, comparer les deux hommes, décider ce que G. Lely doit à ses prédécesseurs, Paul Giney, Jean Desbordes, Paul Bourdin et surtout Maurice Heine, ce que J.-J. Pauvert doit à G. Lely, mais l'essentiel pour les chercheurs et

les lecteurs est que chacun apporte quelque chose de neuf.

Sur la question révolutionnaire, l'opposition entre les deux livres est nette. Pour G. Lely, Sade reste marquis par le sang et par l'esprit, grand seigneur qui n'a pu se compromettre du côté de Marat, « le plus hideux vampire », ou de Saint-Just, « glacial assassin ». Seules la dérision et la prudence expliqueraient ses opuscules révolutionnaires. Philippe Sollers souligne, d'un bref liminaire à cette réédition, le rapprochement que risque G. Lely entre Terreur et nazisme.

C'est sans doute Sollers encore — dans un court texte publié aux éditions Quai Voltaire — qui tient la plume du pseudo-Sade écrivant une lettre au cardinal de Bernis, l'ancien complice de Casanova, exilé à Rome en 1793. L'apocryphe ne prétend tromper personne : la diatribe contre l'Être suprême cite, sans les nommer, Hegel, Claudel ou Lacan, pour mieux confondre la Révolution, le féminisme et le refus de la sexualité. Elle fait preuve d'une complaisance bien peu sadienne envers le Saint-Siège et semble ignorer qu'Être suprême est un nom divin parfaitement orthodoxe dans la théologie catholique depuis le cardinal de Bérulle.

Broyé par la solitude

Jean-Jacques Pauvert ne cherche ni à imposer une évidence poétique comme G. Lely, ni à faire œuvre de provocateur, ravi de ses propres roueries, comme Philippe Sollers. Il ouvre les dos-



siers, relit les textes, cherche de nouveaux documents. Il nous propose de Sade après 1790 un portrait éclairé : à la fois ci-devant continuant à fréquenter les milieux monarchistes, homme de lettres qui cherche à faire oublier ses frasques anciennes, propriétaire inquiet de toute remise en cause de ses revenus, déjà bien réduits, militant anticlérical proche parfois des positions des sans-culottes.

Ce dernier aspect est développé dans le catalogue de l'exposition Sade au Paris Art Center et sera repris dans le dernier tome de la

biographie, *Sade vivant* : fidèle au titre qu'il a adopté, J.-J. Pauvert fait vivre devant nous un homme qui n'est pas taillé d'une pièce, prisonnier broyé par la solitude mais incapable de jouer le jeu que lui demande la société, cherchant superstitieusement les signes qui lui révéleraient la date de sa libération, mais toujours lucide et ironique, puis révolutionnaire à la fois modéré et radical. Le portrait gagne en épaisseur et en vraisemblance ce qu'il perd en cohérence.

Force était, lorsque G. Lely commençait à publier sa *Vie du*

marquis de Sade, en 1952, d'opposer à l'ignorance et au refus de lire une image flamboyante du poète maudit. Il revient maintenant à J.-J. Pauvert de rappeler nos incertitudes et nos doutes. Non, Sade n'a jamais tué, mais jusqu'où pouvait-il aller dans ses passages à l'acte ? Jusqu'où s'est-il amusé à faire peur ? Et quels étaient ces documents dont tout le monde, à l'époque, parle avec effroi ? Il reste encore à faire pour substituer à la statue de prophète solitaire un *Sade dans son temps*. Ses actuels descendants promettent des papiers nouveaux,

d'autres biographes travaillent dans les archives. Le dernier tome de J.-J. Pauvert, qui comprendra les notes et les références, aidera la recherche.

Alice Laborde, pour sa part, a exhumé les dossiers concernant le père du marquis au ministère des affaires étrangères. Autant sa volonté de présenter Sade en bon fils, bon mari, victime de ses proches, convainc peu quand elle ne fait pas sourire, autant ses découvertes sur les indécidables du comte sont intéressantes. Diplômée d'occasion, envoyé auprès de l'Electeur de Cologne, il se montre incompétent et prompt à confondre sa bourse et celle du roi. Quand il cherche à marier son fils au meilleur prix, il n'apparaît pas sous un meilleur jour. On pourrait ajouter qu'il est déjà coutumier des affaires de meurs. Mais Alice Laborde ne peut citer une lettre sans l'interrompre de longues parenthèses de commentaires personnels quand ce n'est pas de réquisitoires, car, atteinte de ce virus sadien qu'est l'agressivité, elle en veut beaucoup à G. Lely et à J.-J. Pauvert d'avoir noirci son héros, si gentil garçon.

Si l'agressivité d'un auteur se mesure aux passions qu'il continue à déclencher, aucune crainte à avoir : Sade est bien vivant. Irréductible à toutes les assertions préemptives qu'il suscite.

MICHEL DELON.

★ SADE VIVANT (tome II, 1777-1793), de Jean-Jacques Pauvert, Robert Laffont, 636 p., 165 F.

★ VIE DU MARQUIS DE SADE, de Gilbert Lely, rééd. au Mercure de France, 694 p., 160 F.

★ CONTRE L'ÊTRE SUPRÊME, de Sade, Quai Voltaire, 56 p., 50 F.

★ LE MARIAGE DU MARQUIS DE SADE, d'Alice Laborde, Champion-Slatkine, 218 p., 135 F.

— Michel Delon vient de publier, avec Paul-Edouard Leryer, une anthologie des *Chansonniers révolutionnaires* dans la collection « Poésie-Gallimard ».

Les prisonniers de la Terreur

En 1794, André Chénier et le divin marquis croussaient à la prison de Saint-Lazare.

prochable et privé depuis trois mois de la liberté qu'il n'a jamais mérité de perdre », André Chénier ne bénéficia pas un seul instant de la position stratégique de son frère : il fut accusé, lui qui avait été le secrétaire de l'ambassade de France en Angleterre, d'être un « agent de Pitt », « mercenaire, salarié, stipendié », mais il fut aussi accablé de mille autres procès d'intention et voies de fait. On ne put d'ailleurs prouver qu'il avait participé, à la fin de l'année 1792, aux efforts du groupe Le Couleux-Ocariz pour sauver le roi — son attitude la plus compromettante dans l'affaire étant ses amours avec M^{lle} Le Couleux (la « Fanny » de ses poèmes), dont le mari et le frère étaient détenus.

Dépérissant en prison, ruminant son inutile défense, André Chénier sut pourtant développer dans cette dernière épreuve une étonnante veine lyrique, classiquement rythmée en lames de douze et huit syllabes, contredisant, par sa référence formelle à la Grèce antique et la force de son message, une situation absurde. « Ce n'est pas, à vrai dire, un mince et banal événement, comment Raymond Jean, que cette décision d'un poète français de dire en vers sa colère, son indignation et sa douleur devant le sort inique qui lui est fait et qu'il partage avec un certain nombre d'hommes et de femmes de son temps. »

Dans la prison de Saint-Lazare où Chénier fut conduit en mars 1794, croussaient déjà le peintre Hubert Robert (1), le baron de Trencé et le marquis de Sade. A ce dernier Raymond Jean

consacre également une biographie raisonnable et synthétique, dans laquelle sont notamment exposées les raisons de cette cinquième incarcération, à cinquante-trois ans. En 1793, membre zélé et discipliné de la section des Piques, Sade participa, « engagé jusqu'au col, de cœur et d'esprit », aux débats révolutionnaires jusqu'à la limite de l'exténuement, s'épuisant à défendre ses idées, dont cette « nécessité de faire des lois douces, et surtout d'annuler pour jamais l'atrocité de la peine de mort, parce que la loi qui attente à la vie d'un homme est impraticable, injuste, inadmissible ».

« Culte de la vertu »

Comme président de sa section, il refusa de faire mettre aux voix des propositions de condamnation à la guillotine, n'hésitant pas à tendre la main à son beau-père, M. de Montreuil, pourtant responsable à ses yeux d'une bonne part de ses démêlés avec la justice. « Lui, l'homme de l'excois et de la cruauté, analyse Raymond Jean, est, dans le domaine des responsabilités politiques réelles, un défenseur de la raison, de la mesure et de l'honneur, à une époque où une telle attitude implique des risques réels. »

Poursuivant son audacieuse carrière de philosophe républicain, D. A. F. de Sade alla même jusqu'à présenter à la Convention, le 15 novembre, un projet de « culte de la Vertu ». Mais, le 3 décembre — 18 frimaire de

l'an II, — tout bascula à nouveau dans sa vie : il suffit d'un papier retrouvé, indiquant que deux années auparavant il avait demandé à servir dans la garde constitutionnelle du roi. Un mandat d'arrêt est lancé contre lui ; alors qu'il corrigeait les épreuves d'*Aline et Valcour*, composé lors de son précédent séjour dans sa « maison de campagne », le fort de Vincennes, il est arrêté chez « Sensible » — il appelle ainsi sa compagne Marie-Constance Queneau.

On l'accusa d'avoir combattu le gouvernement républicain en soutenant qu'il était « impraticable », de s'être targué d'« avoir été enfermé à la Bastille sous l'Ancien Régime », de trop se référer à l'Antiquité : il faisait, notent ses juges, « continuellement, dans ses conversations particulières, des comparaisons, tirées de l'histoire grecque et romaine, pour prouver l'impossibilité d'établir un gouvernement démocratique et républicain en France ».

Le tribunal révolutionnaire le déclara passible de la peine de mort ; il apparut sur une des listes de Fouquier-Tinville qui fixait son exécution au 9 thermidor — 27 juillet 1794, — mais, ce jour-là, ses bourreaux, mal informés, ne le trouvèrent point, parce qu'il avait été transféré à la prison de Picpus, tout près de la barrière du Trône, où venait d'être réinstallée la guillotine : ce miraculeux sursis, que Chénier ne connut pas, fut comme confirmé par la fin de Robespierre et de la Terreur. Un mois après, Sade fut réhabilité. En octobre, le voici de nouveau libre, républicain toujours, mais blessé, cassé dans son élan du « civisme le plus épuré » : « Ma détention nationale, écrit-il, la guillotine sous les yeux, m'a fait cent fois plus de mal que m'en avaient fait toutes les bastilles imaginables. »

Dans *Français, encore un effort si vous voulez être républicains*, texte théorique qui se trouve abruptement enclavé dans le cinquième dialogue de la *Philosophie dans le boudoir* (1795), Sade expose partie de ses idées politiques. Selon Annie Le Brun — qui continue, après *Soudain un bloc d'abîme*, Sade (2), à analyser avec minutie les pertinents « allers et détours » de sa propre pensée par rapport au système sadien, — cet important chapitre se trouve incontestablement lié au reste des écrits du marquis par le fil conducteur de « l'idée de corruption. De la corruption du corps par les idées, et des idées par le corps ». Sade concrétiserait là une thématique majeure de son temps, tout en réactualisant l'énoncé de Machiavel sur l'idée de corruption à travers la question du droit naturel : « Est-ce qu'une nation corrompue peut devenir une nation vertueuse ? » C'est à cette problématique que Sade ne cesse d'exprimer sous diverses formes — lors de ses interventions au nom de la section des Piques, en prison et dans ses textes politiques — que durent terriblement se coller les théoriciens de la Révolution de 1789.

CLAIRE PAULHAN.

★ LA DERNIÈRE NUIT D'ANDRÉ CHÉNIER, de Raymond Jean. Collection « L'homme et l'événement », Albin Michel, 226 p., 39 F.

★ UN PORTRAIT DE SADE, de Raymond Jean. Actes Sud, 334 p., 100 F.

★ SADE, ALLERS ET DÉTOURS, d'Annie Le Brun. Grasset, 156 p., 70 F.

(1) Jean de Cayeux, Hubert Robert. Éditions Fayard, 190 F.

(2) Cet ouvrage est en fait l'introduction à la nouvelle édition des *Œuvres complètes* de D. A. F. de Sade que Jean-Jacques Pauvert commence à publier en 1986.

CHATEAUBRIAND — à qui M^{me} de Beaumont avait, un jour de mélancolie, montré quelques anciens poèmes d'André Chénier copiés dans son jeune temps — fit beaucoup pour la romantique légende et la légitime renommée de ce « poète assassiné » : « La Révolution nous a enlevé un homme qui promettait un rare talent dans l'éloque », écrivait-il : c'était M. André Chénier. Nous avons vu de lui un recueil d'idylles manuscrites, où l'on trouve des choses dignes de Théocrite. Cela explique le mot de cet infortuné jeune homme sur l'échafaud ; il disait, en se frappant le front : « Mourir ! j'avais quelque chose là ! »

André Chénier, né en 1762, n'était en effet âgé que de trente et un ans quand il fut guillotiné, « à 4 heures de relevée sur la place publique de la barrière de Vincennes, dite du Trône-Remversé », avec vingt-cinq autres condamnés, ceux de la « liste Roucher », qui était, lui aussi, poète. Deux jours après son exécution, la Révolution, dans sa phase répressive, s'achevait... Comment un esprit tel que le sien, lucide, vif et savant, s'était-il retrouvé ainsi broyé par la Terreur en cette « dernière nuit », lui qui fut un partisan des premiers temps de 1789 ? C'est ce que Raymond Jean montre dans cet ouvrage où, mettant en valeur l'action de Chénier, il souligne certains aspects pour le moins « complexes » de la Révolution française.

Membre de la Société de 1789, puis du Club des feuillants, il y exerça son intelligence rationnelle et paternelle, mais, rapidement, exprima dans les colonnes du *Journal de la Société de 1789*, dans le *Moniteur*, puis dans le *Journal de Paris* sa violente condamnation des manières révolutionnaires. Dès le premier de ses articles, « L'avis du peuple fran-

çais sur ses véritables ennemis » (1790) — que Camille Desmoulins, porte-parole du milieu des clubs patriotiques, considéra comme un manifeste contre-révolutionnaire, — se répandit sa « renommée de conduite incivile », au nom de laquelle le Comité de sûreté générale allait l'arrêter quelques années plus tard.

« Ennemi du peuple »

A la suite de l'entrée triomphale des Suisses à Châteauneuf, auxquels Chénier contestait tout titre de gloire puisqu'ils n'étaient après tout que des soldats professionnels, il fut, à la tribune des Jacobins, traité par Collot d'Herbois de « prosateur stérile » et d'« ennemi du peuple ».

Son propre frère, Marie-Joseph Chénier, auteur dramatique et homme politique, approuva cette diatribe. Alors au paroxysme de son talent polémique, André Chénier répondit, le 10 avril 1792 : « On verra si je serai regardé comme un lâche pour avoir, seul et sans soutien, dénoncé à la France une poignée d'effrontés salimbanques qui envahissent l'empire au nom de la liberté, et qui osent décorer du nom de vœu du peuple leurs insolents caprices et leurs fantaisies tyranniques. »

Le 7 mars 1794, après un an de semi-clandestinité dans la circonscription de Versailles, où son frère avait été élu député à la Convention, André Chénier fut arrêté, emmené à la prison du Luxembourg déjà saturée, puis à Saint-Lazare, qui était une ancienne léproserie, une ancienne maison de correction.

Malgré les efforts de son père qui rédigea un mémoire dans lequel il réclamait « un fils irré-

● LETTRES ÉTRANGÈRES

La pastorale grinçante d'Hugo Claus

L'Espadon, la frustration et la tension d'un village flamand.

L'ESPADON, le nouveau livre d'Hugo Claus, est le roman des vies cassées et des colères rentrée. Dans son style âpre, heurté, métallique, l'auteur du *Chagrin des Belges* (1) recrée le climat, de frustration tendue, d'un village flamand. Sur fond de pastorale grinçante, un enfant, Martin, pris entre la frivolité de sa mère et les remontrances acariâtres de sa grand-mère, ne se résout pas au départ définitif de son père : il n'arrive pas à rir des « choses qui changent ». Il s'invente donc un univers de substitution et choisit de se transformer en espadon, « le plus beau des poissons de toutes les mers ».

Il glisse en silence à travers les pièces de la maison qu'il noie sous l'azur d'une Méditerranée imaginaire. Emporté par son désir de vengeance, il poursuit le pâle fantôme de son demi-frère et voudrait trancher de son épée la robe de sa grand-mère avant d'« embrocher » son corps qui, pareil à celui des ascendants, n'est « ni chair ni poisson ». Ce dédoublement fictif est sa seule arme pour conjurer la tristesse d'être incompris.

Surtout, après avoir vu un film sur Jésus à la télévision, il s'identifie au Christ et mime son calvaire en portant sur le dos une croix de planches.

Même si le ciel ne lui répond pas, l'enfant garde le pouvoir des métamorphoses, la capacité de jouer avec la vie. Les autres, non. Chacun est condamné à subir sa passion, dans l'espoir — impossible — d'une rédemption. Madeleine Dora, qui a voué son existence à la musique et, au chœur. Excelsior, sait qu'elle est envahie par des tumeurs mortelles. Le temps de sa mission est arrivé : sauver l'âme de Martin qu'elle aime pour la fraîcheur avec



Hugo Claus exprime la distorsion entre les aspirations artistiques des êtres et la pesanteur monotone de leur pays.

laquelle il a prononcé, un jour, devant elle, le mot de « maintenant ».

Le romancier est plus ironique lorsqu'il évoque la personnalité de l'instituteur. Le maître Goossens a composé une *Rhapsodie pour voix parlées*. *Cybèle*, le titre de sa « morale moderne », n'est que la transposition poétique de Sibylle, la mère de Martin qu'il désire en secret. Au cours des répétitions, il s'exaspère des maladroitures de la troupe d'amateurs qui l'interprète. Il prévoit que son œuvre suscitera les ricanements des spectateurs du week-end culturel — parodie, à ses yeux, d'une véritable célébration de l'art.

Comme tous, Goossens balance entre les bouffées de véhémence, les flânes de ressentiment et la tentation d'un abatement « qu'il

n'arrive pas à définir ni à contenir comme si son esprit ne se trouvait pas dans le bon corps, comme s'il évoluait dans un monde inadéquat, dans une époque hostile ». Hugo Claus exprime, avec une justesse cinglante, cette distorsion entre les aspirations sentimentales ou artistiques des êtres et la pesanteur monotone de leur pays par des ruptures brutales de rythmes, le vertige de questions laissées en suspens, les discours intérieurs que brise le cours de la narration, les passages abrupts de l'imaginaire au réel.

Un seul homme ose, quitte à être damné plus tard, faire éclater la rage souterraine et commune en commettant un acte irréversible dont Hugo Claus ne dévoile la nature qu'à la fin du roman : l'ouvrier Richard qui, pendant des semaines, a réparé le toit de la

maison de Sibylle Verhegge dans le brouillard d'une ivresse perpétuelle. Confronté à un commissaire pathétique de fragilité, il avouera qu'il a assassiné sa femme Julia : non par haine, mais simplement parce qu'un soir est remontée en lui « la colère de toutes les années ». Cette colère sèche qui survient quand, après un immense chagrin, on n'a plus de larmes. Elle habite le fond du livre et lui communique sa densité rugueuse, son exceptionnelle puissance rauque.

JEAN-NOËL PANCRAZI

★ L'ESPADON, d'Hugo Claus, éditions de Fallois-L'Age d'Homme, 134 p., 70 F.

(1) Julliard.

Le légionnaire de D. H. Lawrence

Quand Maurice Magnus devient le personnage d'un roman.

D. H. LAWRENCE avait le sens de l'amitié. En 1924, il publiait un manuscrit de Maurice Magnus et s'en expliquait dans une très longue préface, une préface si longue, si honnête, si entière, sans jamais quitter son sujet, elle devenait un roman à elle seule, un essai sur l'amour, la vénération, les relations sociales, l'individualité, et surtout la guerre.

A Florence donc, où il se trouve, en 1919, D. H. Lawrence est présenté par Norman Douglas à un curieux personnage, plutôt répugnant, au passé lourd. Ce passé, précisément, Magnus l'a raconté dans un livre qu'il n'arrive à cesser de lire. Lawrence est l'écrivain que l'on sait, dépourvu de préjugés, attentif aux singularités, certes, mais impitoyable.

Harcelé par Magnus qui l'entraîne dans un monastère, le poursuit en Sicile, ne cesse de lui réclamer aide, soutien, argent, affection, Lawrence supporte très mal, c'est le moins qu'on puisse dire, cette amitié collante. Et pourtant... et pourtant quelque chose se déclenche en lui.

Le manuscrit d'abord le passionne : c'est le témoignage d'un homme qui a tenté de renoncer à son identité. Ne pouvant participer à la guerre en tant qu'Américain, comme il l'aurait souhaité, Magnus a eu la folle idée de s'engager en Afrique du Nord, dans la légion étrangère. Mal lui en a pris : il y croise non pas les héros sacrificiels qu'il idéalisait, mais une sorte de racaille dépravée, haineuse et égoïste. Et surtout, il y rencontre beaucoup trop d'Allemands pour son goût. Qu'est devenue la guerre ? Une abstraction. Et l'humanité ? Une déchéance. Ces pages profondément

ment pessimistes sont, et Lawrence le premier l'a compris, une violente dénonciation de la guerre, à travers son absence même.

Et le thème de l'effacement d'identité rapproche ces *Souvenirs d'un Américain à la légion étrangère* d'un grand récit autobiographique de l'autre Lawrence, T.E. : *la Matrice*. Magnus, inutile de le préciser, déserte, vivant toutes sortes d'épisodes aventureux (qui mériteraient d'intéresser un cinéaste).

Mais si Lawrence se charge de publier Magnus, c'est qu'il se sent en partie responsable de son suicide, à Malte. Il lui a refusé une dernière obole qui aurait peut-être évité le drame. La publication de cette « carte des bas-fonds de l'humanité » que, à juste titre, Lawrence compare à l'œuvre de jeunesse de Dos Passos est, à ses yeux, une sorte de réparation d'honneur.

Outre le texte admirable que Lawrence écrit contre la guerre (probablement l'un des plus virulents, des plus intelligents, des plus vibrants qu'il ait inspirés la guerre de 1914), la préface contient un dialogue éblouissant sur l'amitié et l'amour, où l'auteur de *Women in Love* réaffirme son credo : « Sans affinités physiques profondes, l'amitié intellectuelle n'est rien ». De quoi effaroucher le puritain hypocrite qu'il avait su déceler dans le personnage de roman inespéré que lui offrait un hasard de voyage.

R. de C.

★ SOUVENIRS D'UN AMÉRICAIN À LA LÉGION ÉTRANGÈRE, de Maurice Magnus, préface de D. H. Lawrence, traduit de l'anglais par Eric Deschodt, éditions Salvy, 392 p., 145 F.

● AU FIL DES LECTURES

Beardsley le scandaleux

ARTISTE scandaleux et célèbre illustrateur d'Oscar Wilde, Aubrey Beardsley était, en 1894, sévèrement jugé par les moralistes de service pour sa revue, *The Yellow Book* : il empruntait des agencements de lignes inventés par les Japonais et « destinés à des fins de décoration agréables et joyeuses pour les appliquer au grotesque le plus malsain » ; il avait trouvé une note, conclut l'*Artiste* du *Times*, qui « combinait la brutalité anglaise et la lubricité française ». Le fragment de roman qu'il écrivit (*Sous la colline*), par lui-même expurgé et publié dans *The Savoy*, lui causa bien des remords pendant les quelques années qui lui restaient à vivre. Sentant sa fin proche (il mourut tuberculeux à vingt-cinq ans), il demanda qu'on détruisît ses pornographies. *L'Histoire de Vénus et de Tannhäuser*, qui paraît aujourd'hui dans une très jolie édition chez Fata Morgana, est la version non expurgée de *Sous la colline*, le texte unique qu'il composa, accompagnée de ses illustrations.

Une nouvelle traduction (1) rend habilement compte de l'écriture d'Aubrey Beardsley, qui est l'exact équivalent de son graphisme, tarabiscotée, surabondante et contournée, tout en volutes et arabesques. On a dit de Beardsley qu'il « chiffonnait la réalité avec une passion fébrile de couturier » ; il est vrai que l'érotisme est davantage dans l'extravagance de l'ornement que dans la nudité, rarement représentée, dans ces robes dentelées, décorées, ruchées, drapées et volantes, qui découvrent joliment les seins de Vénus, dans ces formes fantastiques, ces plantes dressées et rigides, ce monde hérisé de piquants où se meuvent des personnages étranges et difformes. Quant aux audaces que Beardsley avait jugé bon de supprimer, enrobées dans une frénésie de détails et de fioritures, elles nous semblent aujourd'hui aussi séduisantes que « le joli petit mantelet de soie rose pigeon qui flottait sur les hanches de Tannhäuser et mettait parfaitement en valeur les courbes de son derrière ».

L'érotisme d'Angela Carter

C'EST univers de l'outrance et du bizarrerie, de l'érotisme et de la perversité, une romancière comme Angela Carter, dont on a pu lire récemment *Des nuits au cirque* (2), y puise nombre de thèmes et d'images. *Faux d'artifice*, le recueil de nouvelles qui paraît en français, fut publié en Angleterre en 1974, c'est-à-dire avant la *Compagnie des loups* (3), cette révision magistrale et subversive des contes de fées les plus célèbres. On y entend l'histoire de Lady Pourpre, une marionnette de grande beauté, image morte dont l'inhumanité n'est en fait que l'aboutissement de la cruauté et de la luxure ; on y voit « la trop belle fille du bourreau » s'allonger sur le billot éblouissant de sang pour y subir les assauts de son père ; on suit, « en pénétrant au cœur de la forêt », un couple d'adolescents, frère et sœur, dans leur découverte du paradis terrestre et de l'arbre défendu, qui leur révèle non le péché, mais « les horizons jusque-là insoupçonnés, inconnus et innombrables de l'amour ».

Dans une métropole qui peut être New-York (*la Passion de l'Eve nouvelle*) (4) ou Tokyo (*la Chair et le Miroir*), gigantesques métaphores de la mort et de la dissolution, les personnages errent et se transforment. L'inceste et l'androgynie, la femme fatale ou la victime, les métamorphoses et les changements de sexe, tels sont les thèmes et les fantasmes qui traversent l'érotisme, imprégné de romantisme noir, d'Angela Carter.

Martin Amis, Paul Theroux, deux faces de l'horreur

C'EST encore à une évasion hors de la réalité — cette fois dans l'horreur plutôt que dans le merveilleux — que nous invitent deux écrivains contemporains. Martin Amis et Paul Theroux. L'héroïne de *D'autres gens*, de Martin Amis, fait un voyage dans un inconnu terrifiant, tout comme le protagoniste principal d'*O-Zone*, l'épais roman de science-fiction écrit par Paul Theroux. Mais tandis que l'une, plongée dans l'état d'amnésie par l'effet de quelque incompréhensible chimisme, recherche son identité et son passé au sein d'un environnement désormais étrange et plein d'ambûches, l'autre, perdu dans un monde dévasté par la bombe atomique, opère un retour vers la nature. La science-fiction dans un cas, l'utilisation de l'amnésie dans l'autre, permettent de jeter un regard neuf sur le monde. Voici donc deux romans d'apprentissage qui constituent aussi un commentaire sur la société moderne.

Le New-York d'*O-Zone*, devenu une cité policière, est entre les mains des « propriétaires ». Les « étrangers », ou mutants, le plus souvent affligés de malformations diverses, sont pourchassés et mis à mort. La torture est le passe-temps et la forme de « pornographie » la plus répandue. Fait prisonnier par une tribu de nomades lors d'une exploration en zone interdite, l'adolescent surdoué d'*O-Zone* comprend que l'état sauvage est préférable à une civilisation dominée par la technologie.

La vision qui ressort de tels livres, qu'il s'agisse de la cruauté humaine ou de la sexualité, analysées dans des scènes d'une violence primaire et monotone, nous porte fort loin de l'univers foisonnant d'Aubrey Beardsley, si « brutal et lubrique » qu'il ait pu paraître à l'époque.

Ch. J.

★ L'HISTOIRE DE VÉNUS ET DE TANNHAÛSER, d'Aubrey Beardsley, avec un avant-propos d'André Pieyre de Mandiargues et treize illustrations de l'auteur, traduit de l'anglais, Fata Morgana, 104 p., 69 F.

★ FEUX D'ARTIFICE, d'Angela Carter, traduit de l'anglais par Françoise Cartano, Presses de la Renaissance, 136 p., 69 F.

★ D'AUTRES GENS, de Martin Amis, traduit de l'anglais par Géraldine Koffi d'Amico, Christian Bourgois, 284 p., 120 F.

★ O-ZONE, de Paul Theroux, traduit de l'anglais (États-Unis) par Gérard Lebel, Calmann-Lévy, 468 p., 149 F.

(1) *L'Histoire de Vénus et de Tannhäuser* a déjà été publiée chez Laffont en 1963.
(2) Seuil, 1988.
(3) Seuil, 1985.
(4) Seuil, 1982.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur pensif recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M., rue Charlemagne 75004 Paris Tel. 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



Le silence de Wedekind

TOUTS les fans de Lou Andreas-Salomé ont en mémoire sa rencontre avec l'écrivain allemand Frank Wedekind. La scène se passe à Paris, en 1894. Lou mène une vie de bohème dans un milieu d'artistes cosmopolites. Elle s'est liée à Knut Hamsun, déjà célèbre pour son roman *la Faute*, et « beau comme un dieu grec ». Lors d'une soirée donnée par une comtesse hongroise, Frank Wedekind, l'auteur de *l'Éveil du printemps*, le dramaturge qui fustige l'hypocrisie sexuelle de son temps et qui cultive une réputation d'érotomane distingué, décide de séduire Lou.

Pendant une partie de la nuit, il l'entraîne dans une discussion intellectuelle, s'ingéniant à lui démontrer que la science contraindrait l'homme à se montrer lui-même et à souffrir de sécheresse spirituelle. « Moi qui vous parle, ajoute-t-il, j'ai échappé à tous mes livres d'études comme au pire des esclavages. Et vous, une femme, vous vous y attellez avec plaisir... »

C'est à d'autres voluptés qu'il songe en proposant à Lou de poursuivre cette conversation dans sa chambre. Bien qu'il se méfie des intellectuelles, il ne lui vient pas à l'esprit qu'une jeune femme parlant si librement de la sexualité et de la prostitution, se confiant si ingénument à lui, puisse ne pas succomber à son charme. Et pourtant, ses talents de séducteur, qui, si l'on en juge d'après son journal, ne sont pas négligeables, n'auront d'autre effet sur Lou que de le rendre odieux et ridicule à ses yeux. Lou a relaté l'incident dans une nouvelle : *Fanitzka* (1), et les historiens racontent que le lendemain matin, Frank sonna à la porte de Lou en habit de cérémonie pour lui présenter des excuses. Quelques mois plus tard, il écrivait le drame qui immortalisa, *l'Esprit de la terre*, où il métamorpho-

saît Lou en un être démoniaque, destructeur et insatiable sexuellement : l'incroyable Loulou que Louise Brooks incarne, trente ans après, dans le film de Pabst.

Evidemment, on n'ouvre pas les *Journaux intimes* de Wedekind sans le secret désir d'en apprendre plus sur cet épisode de son existence. La découverte est totale : rien sur Lou. En revanche, d'innombrables aventures érotiques qui s'achèvent à plusieurs reprises par ces mots : je me mets au lit et je lis Nietzsche jusqu'à l'aube.

L'homme qui fuit l'ennui

A vingt-quatre ans, Wedekind note dans son journal : « Pour l'écrivain, le mariage serait du gâchis. Si je fusais un mariage d'amour, me réconciliant ainsi avec le monde, alors je n'aurais plus qu'à me laisser enterrer. » A une de ses jeunes amoureuses, il demande ce qu'elle trouve de plus épouvantable dans la vie. Elle lui répond : le désir sans satisfaction. Il secoue la tête et lui murmure à l'oreille : l'ennui.

Son journal est celui d'un homme qui fuit l'ennui : il a besoin d'aventures comme d'une drogue et de son journal comme d'une médication qui flette sa vanité. L'échec du séducteur, ce sera son silence à propos de Lou. Là est, peut-être, sa vérité. L'eût-il livrée dans son journal qu'il n'aurait pas écrit *l'Esprit de la terre*.

R. J.

★ JOURNAUX INTIMES, de Frank Wedekind, Édition établie par Gerhard Hay. Trad. de Fallemand par Jean Ruffet, Belfond, 332 p., 145 F.

(1) Ed. des Femmes.

لکھنؤ میں ایچ

ARTS

Wifredo Lam à la Maison de l'Amérique latine

Les années fécondes

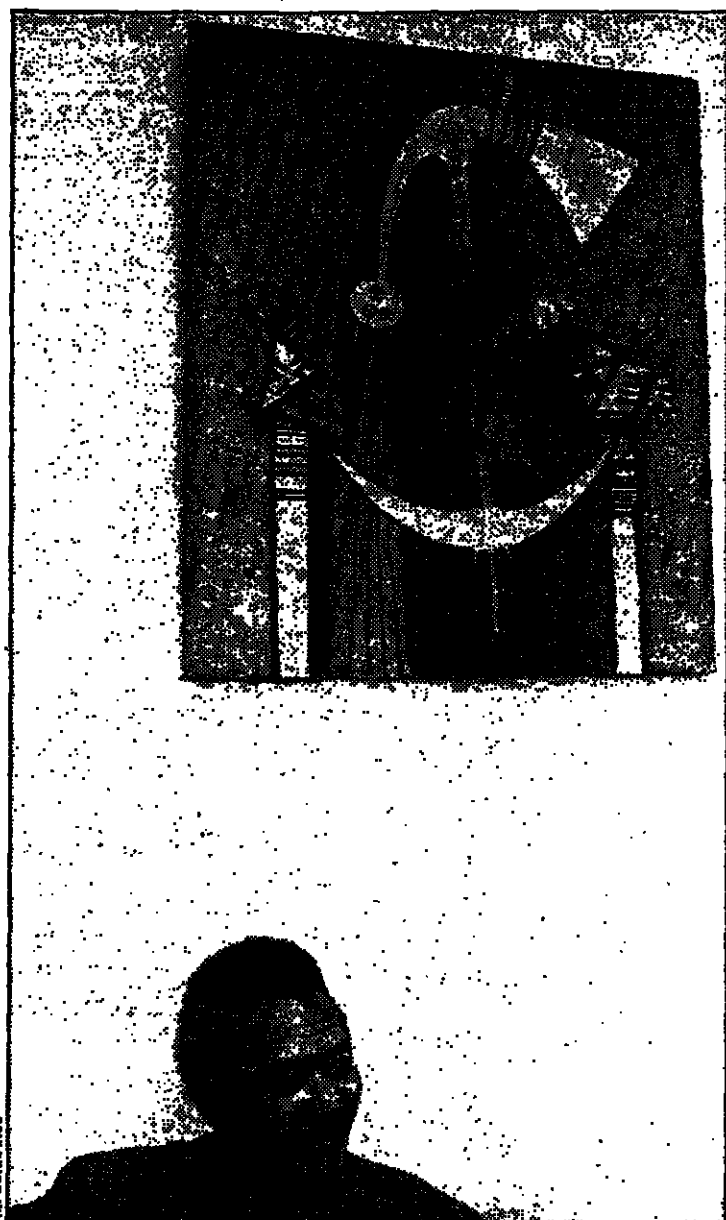
Une trentaine de peintures venues de Cuba montrent, dans une période charnière, un peintre qui porte en lui tout un monde.

La Maison de l'Amérique latine accueille pour l'été un ensemble de peintures de Wifredo Lam. L'exposition, qui tient en quatre salles — dont une ouvrant sur un beau jardin — incommence depuis le boulevard Saint-Germain, et auquel on regrette de n'avoir pas accès — n'est pas considérable, mais de qualité. Outre que ces œuvres venues tout droit du Musée des beaux-arts de La Havane — Lam était Cubain — sont pour la plupart inédites, elles attirent très substantiellement l'attention sur un moment particulièrement fascinant de l'œuvre, les années 40. Celles-ci ne correspondent plus exactement aux années de jeunesse et de toute première formation, mais à un temps de rencontres et de voyages fructueux qui ont permis au peintre d'affirmer le monde qu'il portait en lui.

La première de ces rencontres fut celle de Picasso, à Paris, où Lam était arrivé en 1938, après avoir vécu en Espagne et participé à la guerre civile aux côtés des républicains. C'est d'ailleurs Picasso qui le présente à Pierre Loeb, après lui avoir déclaré, s'en est-il dit, à propos du primitivisme du jeune Cubain : « Il a le droit, lui, il est nègre ! » Et ainsi Lam de nouer des liens d'amitié avec les surréalistes que le marchand de la rue des Beaux-Arts défendait. Les surréalistes avec qui il vécut à la guerre l'éprouvèrent, puis martiniquais, avant de regagner La Havane, en 1942.

Le cubisme, celui des *Démolisseurs d'Avignon*, les masques africains, *Guernica*, la pensée d'un retour aux origines confortée par les surréalistes ont alors nourri la peinture de Lam, qui est réflexion sur l'héritage africain détourné par les peintres occidentaux, réminiscence d'un vocabulaire formel que l'artiste entend redonner à la jungle. Simplement, paisiblement, sans folklore.

Tout est dans sa façon d'impliquer les personnages dans l'espace du tableau, femmes debout, assises, mère et enfant, dessinés sur papier marouflé, rehaussé de bruns, d'ocres, de blancs bleutés, de verts — couleurs d'Espagne, couleurs mates, légères et comme asées, qui confèrent aux images une fragilité,



« Il a le droit, lui, il est nègre ! »

les entretiens dans un climat de rêve, d'apparition. Cette belle matière qui, parfois, rappelle aussi la substance d'une pellicule photographique est, malheureusement, un peu perdue par les reflets des verres protecteurs. L'éclairage n'est pas bien bon à la Maison de l'Amérique latine.

An fil des années 40, Lam, qui vécut entre La Havane, New-York et Paris, avant de se fixer définitivement à Paris en 1952, évolua. Quelques œuvres le signalent, les

contours s'affirment, plus acérés, les composantes européennes et africaines du langage du peintre tendent, avec plus de précision, vers une présence active des êtres cornus et des figures fécondes, qui peuplent les peintures à venir, sur fond de ce que Pierre Gaudibert signale comme étant la « *cosa negra* ».

GENEVIÈVE BREHETTE.

* Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, de 11 heures à 19 heures, sauf le lundi et le 15 août, jusqu'au 23 septembre. Catalogue, éditions Seguir, 140 F.

Chaissac à Carcassonne

Monsieur Gaston va très bien

En une petite rétrospective, les preuves du talent du meilleur des « rustiques-savants » français du siècle. Délectable.

La Cité de Carcassonne donne en été un spectacle assez pénible. On y vend du faux Moyen Âge avec ardeur à des touristes prêts à se laisser charmer. Ils passent le pont-levis et l'enceinte en extase, sans même s'apercevoir qu'il y a de la peinture dans les grosses Tours Narbonnaises qui encadrent la porte ; et de la bonne peinture, celle de Gaston Chaissac. Dans quelques salles gothiques — pseudo-gothiques peintes, — œuvres sur papier, toile, bois, pierre, cuvette émaillée et panier d'osier composent une galerie de grotesques et de farces.

Parce qu'elle ne pêche pas par excès de richesse, parce qu'elle privilégie les travaux de petit format, dessins et collages sur des feuilles de cahiers agrémentés d'un peu de gouache et d'aquarelle, l'exposition rend parfaitement justice à Chaissac. De celui qui fut palefrenier, cordonnier et tuberculeux, connaît la misère et refusa tous les ornements esthétiques, il devient clair que le meilleur est dans l'emploi de matériaux singuliers et dans leurs mélanges. Quand il se peint « sérieux », quand il se risque sur la surface rectangulaire et plane d'une toile, il perd de son aisance et cherche à se sauver par la crudité des couleurs et la robustesse d'un dessin noir et large. L'image semble quelquefois « flotter » sur un fond trop vaste pour elle.

Quand la forme d'une planche, les déchirures d'un papier peint et les accidents d'un récipient cabossé guident le pinceau, Chaissac retrouve

son aisance et son inspiration. Avec une habileté et une précision qui permettent toutes les audaces, il se joue des obstacles. Tout lui devient tremplin, tout hasard le sert, toute bizarrerie l'attire et de toutes il profite. Cailloux et balais deviennent anthropomorphiques, bonhommes aux yeux égarés et aux bêtises déçues, vides irrégulières à l'ossature désordonnée, mi-chats, mi-poissons, mi-démons, mi-grenouilles. Des fétiches, des silhouettes de fous à bonnet rose, des fragments de corps apparaissent là où rien ne les suggère avant que l'artiste ne les « humanise » d'un trait et d'une tache de jaune et de rouge. C'est le triomphe du changement à vue, sans rien en lui de primitif ni de religieux. Antididactes, le « simple » Chaissac ne cultive pas la naïveté, encore moins la sauvagerie.

Loin de se complaire dans le rustique, le pauvre et l'ascétique, il n'a de cesse d'embellir les choses et de les décorer afin de les sauver de leur médiocrité originelle ou de les guérir de leur décadence. Il se peut qu'à cet égard Chaissac soit un anti-Dubuffet, en dépit de leur amitié, et que son désir frénétique d'ornement et de tons rutilants n'ait rien à voir avec l'archaïsme calculé et méthodique de celui qui se voulait son mentor avec quelque insistance.

Dans ses dernières œuvres des années 60 — il mourut en 1964, — le silence prend le pas sur la fantaisie des dessins à la plume et au crayon. Chaissac use de papiers peints à bouquets de magnolias, bergères, roses trémières et guirlandes. Il les déchire et juxtapose les morceaux de façon à évoquer les plis d'un habit ou le rideau d'un théâtre. De ces éléments choisis pour leur jeunesse triviale et leur kitsch comique, il a fait des constructions à l'élégance plus proche de l'harmonie

des collages cubistes d'un Braque que du fantastique surréaliste. Il lui arrive même, quoique son inspiration soit moins variée et son art plus sommaire, de parvenir à la légèreté et à la finesse de Paul Klee, qui demeure le maître inégalable en la matière. C'est dire la place qui revient à Chaissac, dont la réputation et la célérité vont croissant de manière très légitime.

On peut voir à Carcassonne, dans la ville « basse », au Musée des beaux-arts, une autre exposition, dénommée « Avant-gardes yonnaises ». C'est dire la place qui revient à Chaissac, dont la réputation et la célérité vont croissant de manière très légitime.

PHILIPPE DAGEN.

* Gaston Chaissac, Tours Narbonnaises, jusqu'au 17 septembre ; « Avant-gardes yonnaises », Musée des beaux-arts, 1, rue de Verdun, jusqu'au 31 août.

● Rectificatif. — Contrairement à ce que nous écrivions dans le programme de la Mostra de Venise (le 2 août), le film *Australis*, du réalisateur belge Jean-Jacques Andrien, n'est pas canadien. Il s'agit d'une production belge, française et suisse.

Censure et subventions aux Etats-Unis

Tempête autour d'un Christ

George Bush a choisi John Frohnmayer, un avocat originaire de l'Orégon, comme futur directeur du NEA, National Endowment for the Arts, institution fédérale, créée en 1965 pour le développement et l'encouragement des ressources culturelles américaines. Elle est subventionnée par le Congrès des Etats-Unis, et quelques mécènes privés.

Cette nomination intervient au milieu d'une tempête politique provoquée par une œuvre du photographe new-yorkais Andres Serrano, représentant un crucifix de bois et de plastiques, plongé dans de l'urine. L'œuvre, qui regroupait, à la galerie Corcoran, des œuvres de Mapplethorpe et de Serrano, ayant dû être fermée à la suite de protestations de deux cents membres du Congrès, cet incident risque de réduire l'autonomie du NEA, voire de

mettre en péril son existence. Déjà, son budget a été réduit de 450 000 dollars, montant des subventions accordées aux artistes mis en cause.

Par ailleurs, le Sénat a interdit, le mois dernier, le financement par le NEA des deux organisations qui ont patronné les travaux de Serrano et Mapplethorpe pour les cinq prochaines années. Il a également accepté un amendement proposé par le sénateur républicain de Caroline du Nord, Jesse Helms, qui proscribit le financement de tout sujet « obscène ou indécent ».

La nomination de John Frohnmayer devrait prendre effet après la discussion du budget de 170 millions de dollars attribué au NEA et son audition par le Sénat.

Outre ses fonctions d'avocat, John Frohnmayer collectionne

peintures et sculptures : il est également baryton amateur. Ancien président de la Commission des arts de l'Etat d'Orégon, il a suivi des études au séminaire de l'union théologique de New-York, est diplômé de l'université de Chicago. Il espère que la polémique « fera avancer le dialogue ». Fondamentalement, cet acte de censure s'oppose à la liberté d'expression garantie par le premier amendement et pose le problème de ses limites face à la notion de pornographie et d'indécence. Mais, il s'agit également d'une mise en cause du pouvoir décisionnel des musées. Ainsi que l'affirme Tom Amatrang, directeur du Musée Whitney d'art américain : « Quand un musée d'art revient sur une décision fondée sur un jugement professionnel à cause d'une pression externe, c'est l'intégrité du musée qui se trouve sérieusement affaiblie. »

DANSE

« Contes d'exil », à New-York

Marco Polo et la Révolution

Deux acteurs, une cantatrice, un petit orchestre, une douzaine de danseurs, deux femmes, une esplanade en plein centre de Manhattan et une initiative française.

Le samedi 5 août, le public new-yorkais découvrirait, dans le cadre de « L'été au Lincoln Center », *Contes d'exil*, ballet parlé et chanté, adapté des *Villes invisibles* d'Italo Calvino. A travers un dialogue entre Marco Polo et Kubilay Khan, ce sont la rencontre, l'affrontement, puis les prémisses d'un échange entre deux cultures.

Les signes de cette rencontre sont évidents dès les premières mesures : la musique de Carman Moore (également au pupitre) oppose puis allie les différentes expressions. Du fond de Columbus Avenue, se frayant un chemin entre les gratte-ciel puis au sein du public, une procession, avec voiles et oriflammes, investit la place de la Fontaine, faisant subtilement basculer les spectateurs dans un autre siècle. Les voiles — blancs, puis noirs et blancs, — alliés aux mouvements des danseurs, collés parfois à leurs corps, symboliseront tour à tour une mer déchaînée, la proue d'un navire, un dancier de jeu d'échecs, les remparts (physiques) et les barrières (mentales) — murs de protection, mais aussi d'incompréhension — qui séparent les villes, les pays, les cultures et les hommes.

L'écumeuse du propos rejoint celui de la production. Les deux « héros » (Kubilay Khan et Marco

Polo) sont interprétés par des Américains. Le compositeur et chef d'orchestre est noir, la cantatrice japonaise, les danseurs de toutes les ethnies. Les deux « concepteurs » du spectacle — Ruby Shang, chorégraphe ; Gilberte Tsai, co-auteur et metteur en scène — sont, l'une américaine d'origine japonaise, l'autre mi-française mi-chinoise. L'une ne parlant que l'anglais, l'autre l'entendant à peine, le travail s'est fait « à grand renfort de gestes ».

« Au départ, dit Ruby Shang, je donnais dans la tradition. » Notion relative : elle appartenait à la troupe de Paul Taylor. En 1978, elle fonde sa propre compagnie, se joint au corps professionnel de la prestigieuse Juilliard School, et s'en va, sous les auspices de l'American Dance Festival, enseigner en Chine, où elle contribue à la création de la première compagnie de danse moderne. Elle tire sa chorégraphie vers l'abstraction, joue de l'architecture — « les marches aux lions de la National Library, le bassin du Lincoln Center », — recherche « à la fois un contexte et un sens de l'histoire », fait en sorte que « la danse devienne partie intégrante du paysage urbain et de la vie de la cité ».

Gilberte Tsai provient de la première vague d'immigration en France des Chinois du sud de la Chine populaire, « celle qui s'est installée dans le troisième et le quatrième arrondissement. Bien que de mère française, j'ai toujours vécu dans un milieu d'exilés chinois ». Sortie du théâtre pour enfants — « puis du théâtre pour adultes interprété par des enfants », — elle crée un spectacle « musical, parlé et

chanté » avec des Chinois de Paris « provenant de la République populaire de Taïwan et de Hongkong ». Présenté au Festival d'Avignon, ce *Voyage en Chine intérieure* attire l'attention de Patrick Talbot, conseiller culturel à l'ambassade de France en poste à New-York. C'est lui qui, avec le concours de l'Association française d'action artistique, organise, il y a plus de deux ans, la rencontre entre les deux femmes. La création mondiale de ces *Contes d'exil* a eu lieu il y a moins d'un mois, dans le cadre du Bicentenaire de la Révolution française.

Le rapport entre la Révolution et ce récit inspiré par un Italien, mis en affiche par un Islandais (Erro), en musique par un Américain noir et en scène par deux femmes d'origine chinoise ? Ruby Shang : « L'idée de Marco Polo premier citoyen du monde. L'idée — à exprimer par le mouvement, la danse et la musique — que la révolution commence par le voyage. » Patrick Talbot : « Plutôt que de commémorer le 14 juillet de manière éternellement franchouillarde, j'ai préféré que soit présenté — comme initiative française — un spectacle qui souligne l'universalité de la Révolution de 89. » Gilberte Tsai : « Les récits épiques en Chine populaire — qui nous ont naturellement beaucoup touchés — ont, d'une manière peut-être perverse, souligné ce propos. »

HENRI BEHAR.

VARIÉTÉS

Laurent Violet au Lucernaire

Nouveau rire

Dans le peloton des jeunes humoristes, Laurent Violet joue avec des rages au ventre.

Depuis la disparition de Coluche, Le Luron et de Desproges, une nouvelle forme de rire est apparue, un rire fon, bruyant, sauvage, ou inextinguible, un rire s'exerçant sur un vaste champ d'inventions, se développant sur une structure dramatique, suggérant des situations.

Laurent Violet, qui présente un spectacle au Lucernaire, fait partie de ce peloton de jeunes humoristes dont aucun, à vrai dire, n'a encore pris la tête. Comme ses collègues, Violet aime mordre dans le burlesque tout en roulant sur une histoire et en se référant à la fois à l'esprit chansonnier et à celui, « bête et méchant », de l'ancien *Hara-Kiri*. Comme eux, il joue sans limite avec la caricature. Arborant une formidable joie de vivre, Laurent Violet déroule un comique né de la violence, de rages au ventre ou d'une extravagance et, le sourire radieux, règle ses comptes avec l'actualité.

Certains sketches, certains jeux de quiproquos sont ainsi superbement réussis. D'autres manquent de rigueur, roulent sur une folie, posent un peu à la va-vite. D'une manière générale, l'écriture repose encore sur des bases trop fragiles. Le danger, pour de jeunes comiques comme Laurent Violet, est de suivre sans broncher les impératifs d'un show-biz pressé et d'être broyé avant d'atteindre la ligne d'arrivée.

CLAUDE FLOUTER.

* Le Lucernaire, 21 h 30.

La saison 1989-1990 au Palais Garnier

Pierre Bergé, président de l'Opéra de Paris, et Jean-Albert Carlier, administrateur général du Palais Garnier, ont annoncé le programme de la saison prochaine dans ce théâtre de la danse : « *Après-midi d'un faune* », « *La danse* ». Après quelques mois de travaux (réfection d'une partie des lumières de la cage de scène, installation d'un mont d'orchestre offrant 100 mètres carrés d'avant-scène supplémentaire), la saison ouvrira le 20 octobre avec un programme Jiri Kylian : *Tant-Schul* et *Sinfonietta*. Suivra un programme Diaghilev, en hommage à Nijinski pour le centenaire de sa naissance : *Petrouchka*, *Le Spectre de la rose*, *Après-midi d'un faune* et *Les Noctes*.

« Sans réserve », que l'Opéra lui accorde les conditions de travail qu'il réclame, Jérôme Robbins montera *Movements*, *Dances at a Gathering* et *Glass Pieces*. Sont prévues ensuite des reprises de *La Belle au bois dormant* et de *Les deux cygnes*, un programme contemporain réunissant Merce Cunningham (*Points in space*), Paul Taylor (*Speaking in tongues*) et Mark Morris (une création), une création de Roland Petit et une nouvelle production de la *Bayadère* dans une chorégraphie de Rudolf Nouriev et une scénographie de Pier-Luigi Fizzi.

Cinq compagnies internationales sont invitées (notamment pendant la tournée qu'effectuera le Ballet de l'Opéra en URSS) : The Paul Taylor Dance Company, le Ballet Christina Hoyos, le Ballet de Hambourg, le Ballet du Théâtre Kirov de Leningrad et le Ballet Ballet Lausanne avec *Autour du Ring*, une création

de Maurice Béjart sur la musique de Wagner. L'école de danse présentera de son côté la *Fille mal gardée* et une création. Le GRCOP reprendra au Centre Pompidou son spectacle « jeune danse » avec *Féline*, de Claude Brumachon. *Cinq, rouge, noir et blanc*, de Florence Lambert et *Passage de l'heure bleue*, de Stéphanie Aubin.

Une série de concerts, « Les grandes heures de la musique baroque », se déroulera d'octobre à mai, avec la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, The London Baroque Orchestra, English Baroque Soloists and Monteverdi Choir, I Solisti Veneti, la Chapelle royale, le Collegium Cartusianum, les Saqueboutiers de Toulouse et le Koelner Kammerchor.

D'autre part, la Cinémathèque de la danse présentera régulièrement au Palais Garnier des projections de films et une exposition s'ouvrira le 20 octobre sur « Cinquante ans de costumes de danse à l'Opéra de Paris ».

Parmi les artistes invités figurent Patrick Dupond, Sylvie Guillem, Kenneth Graves, Irak Mouchamedov, Noella Pontois et Eric Vu An. La partie musicale sera assurée par l'Orchestre de l'Opéra jusqu'au 31 décembre, puis, après l'ouverture de l'Opéra Bastille, par des orchestres invités.

Les responsables de l'Opéra ont souligné qu'environ quatre cents places sans visibilité seraient retirées de la vente et que le prix des places serait abaissé : l'éventail ira de 10 F à 300 F.

هذا من اصل

Le Carnet du Monde

Naissances

Piye FEIPINEN-KRICORIAN
et **Serge KRICORIAN**
sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils

Alexis,

le 25 juillet 1989,
114 bis, avenue de Paris,
94300 Vincennes.

Catherine et Pascal MARTIN
sont heureux d'annoncer la naissance d'une petite fille

Camille,

le mercredi 2 août 1989,
6, avenue René-Coty,
75014 Paris.

Elisabeth et Pierre-Alain LEVY
ont l'immenso joie et le bonheur
d'annoncer la naissance de

Eliot,

le 9 août 1989,
21, boulevard de Port-Royal,
75013 Paris.

Mariages

M^{me} P. SIMON,
professeur à l'université
des sciences humaines de Strasbourg,
fait part du mariage de son fils

Jean-Philippe,

petit-fils de
M. Marcel SIMON,
membre de l'Institut (1)

avec

M^{me} V. MATHURINE,
Strasbourg, le 22 juillet 1989.

Décès

Jacques et Marguerite Aymard,
Pierre et Nicole Aymard,
Maurice et Monique Aymard,
sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils

Alexis,
le 25 juillet 1989,
114 bis, avenue de Paris,
94300 Vincennes.

Catherine et Pascal MARTIN
sont heureux d'annoncer la naissance d'une petite fille

Camille,
le mercredi 2 août 1989,
6, avenue René-Coty,
75014 Paris.

Elisabeth et Pierre-Alain LEVY
ont l'immenso joie et le bonheur
d'annoncer la naissance de

Eliot,
le 9 août 1989,
21, boulevard de Port-Royal,
75013 Paris.

Mariages

M^{me} P. SIMON,
professeur à l'université
des sciences humaines de Strasbourg,
fait part du mariage de son fils

Jean-Philippe,

petit-fils de
M. Marcel SIMON,
membre de l'Institut (1)

avec

M^{me} V. MATHURINE,
Strasbourg, le 22 juillet 1989.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} André AYMARD,
survécu le 6 août 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Elle a été inhumée à Nyon (Haute-Vienne), aux côtés de son mari

André AYMARD,
décédé le 11 août 1964.

29, rue de Sévres,
75006 Paris.
1, place Jules-Ferry,
92120 Montrouge.
53, rue Colbert,
92350 Le Plessis-Robinson.

M^{me} Hubert Beuve-Méry,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et son arrière-petit-fils,
font part des obsèques de

Hubert BEUVE-MÉRY,
qui ont eu lieu le 8 août 1989 dans l'intimité, ainsi qu'il l'avait souhaité.

107, boulevard Raspail,
75006 Paris.

Monique Blanc,
son épouse,
Malika, Karim et Selima Blanc,
ses enfants,
Et ses parents,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques BLANC,
peintre,
survécu le 8 août 1989 à Besançon.

29, quai Vanhove,
25000 Besançon.

M. et M^{me} Jacques de Sailly,
M^{me} Claude Maignan-Chomel,
M^{me} Françoise Chomel,
M^{me} Martine Chomel,
Et leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Chomel, Richard, Collignon,

ont la douleur de faire part du décès de
dans sa quatre-vingt-deuxième année,

général de corps d'armée (r.)
Raymond CHOMEL,
Charles Martel dans la Résistance,

ancien membre
du Conseil supérieur de la guerre,
grand officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918
et 1939-1945 avec palmes,
médaille de la Résistance avec rosette,
grand officier
de la couronne de chœur
du Luxembourg,
commandeur
de la Légion de Merit (USA),
Virtute militum de Pologne,

a organisé et engagé
la brigade FTP (ORA),
Charles Martel dans l'Inde,
a commandé le front
de la poche de Saint-Nazaire,
a organisé et commandé
l'École d'état-major,
a commandé la 3^e D.I.
puis la 2^e corps d'armée,
chef d'état-major
du général de Gaulle en 1940
et chef de son cabinet militaire en 1945.

Les obsèques ont été célébrées le
9 août 1989, en la chapelle de l'hôpital
du Val-de-Grâce, dans l'intimité familière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Mairie du 17^{ème},
45500 Saint-Gondon.

(Né le 5 septembre 1887 à Fournies,
dans le Nord, le général Chomel s'est
engagé militaire en 1915. Il sert dans la
compagnie de Pologne de 1915 à 1920, puis
entre à l'École de guerre en 1921. En 1940,
il est chef d'état-major du général de Gaulle.
Il rejoint avec le nom de Charles Martel. Il
organise les unités de l'Ouest, qui ont
permis de relancer les troupes de l'Armée
A la Libération, il devient chef de cabinet
militaire du général de Gaulle et, en
1946, il représente l'Armée de terre à la
déclaration de la République de l'ONU. Il est
promu en 1955 général de corps d'armée,
alors qu'il commande depuis un an la
2^e division du Conseil supérieur de la guerre.)

M^{me} Hélène Dalla-Bernarda,
M. Franck Dalla-Bernarda,
Jean, Claude, Sylviane Dalla-
Bernarda,
Et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Reine DALLA-BERNARDA,
et de
Christine DALLA-BERNARDA,
survécues accidentellement en Espagne,
le 2 août 1989.

La cérémonie religieuse d'obsèques
aura lieu le vendredi 11 août, à 10 h 15,
en l'église Sainte-Marie, à Jarançon, où
l'on se réunira.

M. et M^{me} Stéphane Goudeau,
François et Eric,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GOUDEAU,
survécu le 6 août 1989, à l'âge de
soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 11 août, à 14 h 15, en la cha-
pelle Notre-Dame de Beauregard, à La
Celle-Saint-Cloud, sa paroisse, où l'on se
réunira.

Selon la volonté du défunt, une céré-
monie de crémation aura lieu le ven-
credi 16 août, à 15 heures, au crémato-
rium des Joncherolles, 95, avenue
Marcel-Sembat, à Villeneuve.

Ni fleurs ni couronnes.

Résidence Renaissance,
2 E, avenue des Etangs,
78170 La Celle-Saint-Cloud.

M^{me} Grunberg,
Et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Claude GRUNBERG,
le 5 août 1989, dans sa cinquante-
quatrième année.

On nous prie d'annoncer le décès

de
docteur NGUYEN-TRONG-HIEP,
survécu en son domicile parisien le
5 août 1989.

en associant la mémoire de son épouse,
née Nguyen-Pham Ton-No-Thi-S.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité.

Ces avis tiennent lieu de faire-part.

Ni fleurs ni visites.

De la part de
Ses enfants et petits-enfants.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-06-03.

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
s'ils nous parviennent avant 9 h 30
du soir du jour même.

7, rue des Italiens, 75227 Paris Cedex 08.
Tél. MONPAR 050 872 F.
Télégraph : 42-23-06-81.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F
Abréviées et actionnaires 73 F
Communications diverses 86 F

Les lignes en capitales grasses sont
facturées sur la base de deux lignes.
Les lignes en blanc sont obligatoires
et facturées. Minimum 10 lignes.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

Les obsèques d'Hubert Beuve-Méry en l'église Notre-Dame-des-Champs

L'homélie du Père Fraisse

Voici le texte de l'homélie
prononcée par le Père Fraisse,
ami de longue date d'Hubert
Beuve-Méry, aux obsèques du
fondateur du Monde, mardi
8 août, en l'église Notre-Dame-
des-Champs, à Paris.

C'est l'honneur d'avoir à être l'inter-
prète de la famille d'Hubert Beuve-
Méry, de ses amis d'Uriage, de la
grande famille du Monde et de tant
d'autres pour qui son départ a été
une perte personnelle.

Si j'ai accepté, c'est en tant qu'ami,
car nous sommes liés d'amitié
depuis 1941, date de notre ren-
contre à l'école d'Uriage, et en tant
que représentant de l'Eglise de
Jésus-Christ. Je ne dis pas en tant
que chrétien, car nul ne sait s'il est
chrétien, c'est vrai de nous tous
comme c'est vrai d'Hubert.

On souligne à l'envi son indépen-
dence, sa liberté, son intégrité. Faire
un journal soustrait aux influences,
à la puissance de l'argent, a été
jusqu'à son bout son obsession. Et il y a
réussi.

Sait-on qu'à la fondation du jour-
nal, en 1944, le ministère de l'Informa-
tion lui avait avancé une petite
somme, nécessaire pour payer
salaires et fournitures, et qu'un an
après il avait rendu cette somme,
non pas au ministère mais aux
donateurs ? Il en gardait une fierté
tenace d'ironie.

Il ne faisait pas acception de per-
sonne. Sait-on que, pour venir en
aide à sa mère, qui était courtisée à
façon, il avait abandonné ses études
secondaires et multiplié les « petits
boulots » ? Mais il ne veut pas s'en
tenir là. A l'été 1922 — il a vingt
ans — il écrit au frère supérieur du
collège d'Yssingeaux pour lui
demander de le prendre gratuite-
ment en vue de préparer le baccala-
uréat de philosophie. Réponse
immédiate et positive du frère : voilà
pourquoi de très nombreuses années
après, Beuve acceptait de présider
les anniversaires de ce collège.

Un homme
des ordres

Car il ne faisait pas acception de per-
sonne. L'emploi à dessein le
vocabulaire évangélique. Nous pouvons
tous témoigner qu'il ne s'est jamais
laissé griser par une position —
disons assez enviable. Il acceptait
peu d'invitations, et parmi celles
qu'il acceptait le plus volontiers, on
était surpris de voir qu'elles venaient
des puissants ou des influents
mais de petites gens avec qui il était
en profonde sympathie.

Intégrité, rigueur. Il ne s'est jamais
départi d'une simplicité de vie éton-
nante en nos temps. Il n'a pas dû
prendre souvent de taxi (offrant sa
voiture et son chauffeur à des gens
de passage, il prenait un certain plaisir
à voir leurs réactions, on pourrait
dire un malin plaisir), mais il
connaissait tous les autobus. Simplicité
de vie qui l'avait conduit à passer
toutes ses vacances dans les deux
pièces d'un chalet de montagne
longtemps sans route, sans eau,
chauffé à la sciure de bois.

Il ne faisait pas acception de per-
sonne. Jamais on ne prononcera
de plus précieux hommage à
Hubert, que celui que j'ai entendu
l'autre soir à une radio. Il vient de
M. Rousseau, président du Recours,
l'association de pieds noirs rapa-
trés : « Si nous l'avions écouté, bien
du sang et bien des larmes nous
auraient été épargnées. » En enten-
dant ces mots, des larmes, mais des
larmes de joie, me sont montées aux
yeux.

Il s'est effacé à l'âge normal de la
retraite alors qu'il lui était facile
de se prolonger bien au-delà. Sim-
plement, et je dirai même avec une
satisfaction certaine, il a été trois
ans professeur à la Sorbonne,
renouant avec son travail de direc-
teur des études à Uriage et ses
toutes premières années d'enseigne-
ment à Prague.

Pourquoi notre ami n'a-t-il été que
rarement chrétien de la nef ?
« Méchant », se disait-il. C'est qu'il
avait échappé au problème du Mal,
avec lequel il se débattait. Je crois
bien qu'à chaque rencontre il m'en
parlait. Je ne répondais guère, car je
savais qu'il était entré dans le mys-
tère du Mal de la grande manière.

Pessimiste, disait-on de lui. Il fau-
drait beaucoup de ces pessimistes

ché à Uriage. Homme des ordres
mais non pas dignitaire de l'institu-
tion, fût-elle l'Eglise. Car son indé-
pendance avait juste ce qu'il faut,
chez tout bon Français et chez tout
bon chrétien, d'anarchisme. Moins
anarchiste : la définition ne lui
conviendrait pas si mal. On sait que
Talsé était cher à son cœur ; il y
avait été reçu comme un frère.
« Vous finirez prêtre de Talsé », lui
disais-je. « Pourquoi pas ? »
répondait-il.

On l'avait dépeint « gracieux
comme un cactus ». Il réservait sans
doute ses meilleures et ses plus
solides épines à tous ceux, ils furent
nombreux, qui d'une façon ou d'une
autre avaient tenté d'éprouver sa
vertu farouche. Combien de visi-
teurs n'a-t-il pas reconduits avec son
urbanité exquise mais avec fermeté
à la porte de son bureau ?

Tant d'autres sont là pour témoi-
gner de l'infinité de la délicatesse de son
amitié, des attentions qu'elle lui sug-
gèrent. Amitié virile ne craignant
pas à l'occasion les affrontements,
dont il savait tirer profit. Celui qui
nous réunit était pour beaucoup un
ami, mais je voudrais ajouter : un
grand ami, c'est-à-dire un ami à qui
on doit beaucoup, sans jamais le dire
bien sûr.

Ce réseau le combloit. Au point
qu'il a toujours refusé toute distinc-
tion, toute décoration, tout honneur.
Il lui suffisait qu'un jour, dans ses
dernières années de directeur, les
plus grands directeurs de journaux des
plus grands pays reconnaissent que
le Monde d'Hubert Beuve-Méry
était le meilleur des journaux du
monde.

Pessimiste...

Et il est encore de plus hautes dis-
tinctions. Jamais on ne prononcera
de plus précieux hommage à
Hubert, que celui que j'ai entendu
l'autre soir à une radio. Il vient de
M. Rousseau, président du Recours,
l'association de pieds noirs rapa-
trés : « Si nous l'avions écouté, bien
du sang et bien des larmes nous
auraient été épargnées. » En enten-
dant ces mots, des larmes, mais des
larmes de joie, me sont montées aux
yeux.

Il s'est effacé à l'âge normal de la
retraite alors qu'il lui était facile
de se prolonger bien au-delà. Sim-
plement, et je dirai même avec une
satisfaction certaine, il a été trois
ans professeur à la Sorbonne,
renouant avec son travail de direc-
teur des études à Uriage et ses
toutes premières années d'enseigne-
ment à Prague.

Pourquoi notre ami n'a-t-il été que
rarement chrétien de la nef ?
« Méchant », se disait-il. C'est qu'il
avait échappé au problème du Mal,
avec lequel il se débattait. Je crois
bien qu'à chaque rencontre il m'en
parlait. Je ne répondais guère, car je
savais qu'il était entré dans le mys-
tère du Mal de la grande manière.

Pessimiste, disait-on de lui. Il fau-
drait beaucoup de ces pessimistes

terriblement actifs pour défendre la
justice. Bien des Pères de l'Eglise
l'ont dit d'une façon ou d'une autre.
« Quelque chose hâte pour la justice
avec Jésus Christ. » Il aurait aimé
cette histoire rabbinique où l'on voit
un étudiant demander au maître : ne
trouvez-vous pas que la Création de
Dieu n'est pas très réussie ? Le rab-
bin, doucement, lui demande : « Tu
crois que tu aurais fait mieux ? »
L'étudiant ne veut pas renoncer et
répond : « Oui, je crois que j'aurais
fait mieux. » Alors le vieux rabbin
se dresse de toute sa taille et d'une
voix tonitruante lui jette : « Tu aurais
fait mieux, alors qu'en ce que tu
attends ? »

Notre ami n'avait pas attendu la
parole du rabbin, fidèle interprète
de toute la foi chrétienne. Il en avait
reçu, et il en a surtout vécu,
l'essentiel. Lutter, c'est une œuvre
juste, la défendre contre les attaques
de tous bords n'est pas marcher sur
un sentier fleurissant et facile. Tous ceux
qui sont ici savent quel a été son
combat pour le « canard », où il
aimait tant se retrouver. Combat
aqueil il ajoutait d'autres combats.
Mes « casseroles », disait-il, encore
son expression pudique !

J'ai compris pourquoi il aimait
tant ses rudes sentiers de montagne
et plus encore s'en prendre à mains
nues aux rochers qui se défendent
bien.

Certes nous prions pour notre ami
chrétien, chrétien pêcheur de la race
terrienne et pécheresse. Comme
disait Péguy, qu'il aimait. Mais dans
notre grande peine, nous pensons
tout, n'est-ce pas, à ce domaine
inconnu, à cette terre où la justice
habite et d'où nous pouvons bien
croire que, quand viendra notre
heure, il nous enverra un bout de
corde...

Parmi les nombreux messages
de sympathie qui continuent de par-
venir au Monde pour saluer la
mémoire d'Hubert Beuve-Méry,
citons ceux de M. Abdon Dioné, pré-
sident de la République du Sénégal ;
des ambassadeurs d'Israël, de
l'Inde, de Somalie, du Pérou ; de
M. Jacques Thibaut, ambassadeur de
France en Grèce, du président de la
Ligue internationale contre le
racisme et l'antisémitisme ; de
Mgr Matagrin, évêque de Grenoble,
et de très nombreuses personnalités
du monde de l'information :
MM. Jacques Rigaud, administra-
teur délégué de RTL ; Jean Mahen,
président de Radio-France ; Jean-
Claude Petit, directeur de rédaction
de la Vie ; Blaise Pascal Talla, pré-
sident directeur général de Jeune
Afrique économie ; Gustave Ansart,
député du Nord et ancien directeur
politique de Liberté ; Peter Galliner,
directeur de l'International Press
Institute.

Le Monde organisera, au début
du mois de septembre à Paris, une
cérémonie à la mémoire de son fon-
dateur. La date et le lieu seront
portés ultérieurement à la connais-
sance de nos lecteurs.

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER

(A.O. de 871288)
AUX DIVERSES TOUS COURS COMPTES

NUMÉRO	PRÉLÈVE	PRÉLÈVE	PRÉLÈVE	PRÉLÈVE	PRÉLÈVE
0	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
1	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
2	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
3	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
4	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000

TRANCHE DU BICENTENAIRE

ABOLITION DES PRIVILEGES
TRANCHE DU MERCREDI 9 AOÛT 1989

TALOTAT

Le règlement de TALOTAT se trouve dans le carnet (A.O. de 22/08/89)

Le numéro **7 2 1 0 6 5** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros
approchant
à la centaine
de mille

0 2 1 0 6 5 5 2 1 0 6 5
2 2 1 0 6 5 6 2 1 0 6 5
3 2 1 0 6 5 7 2 1 0 6 5
4 2 1 0 6 5 8 2 1 0 6 5

Les numéros approchant aux

701065 720065 721065 721065 721065
711065 722065 721065 721065 721065
731065 723065 721065 721065 721065
741065 724065 721065 721065 721065
751065 725065 721065 721065 721065
761065 726065 721065 721065 721065
771065 727065 721065 721065 721065
781065 728065 721065 721065 721065
791065 729065 721065 721065 721065

Tous les
billets
se terminant
par

1065 065 65 5
gagnent 4 000,00 F
400,00 F
200,00 F
100,00 F

LOTO

6 10 19 20 39 44 31

TALOTAT

Le règlement de TALOTAT se trouve dans le carnet (A.O. de 22/08/89)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
du mardi 8 août 1989 :
DES LOIS

• N° 89-548 du 2 août 1989 relative
aux conditions de séjour et
d'entrée des étrangers en France.

• N° 89-549 du 2 août 1989
modifiant le code de travail et rela-
tive à la prévention du licenciement
économique et au droit de conver-
sion.

• N° 89-550 du 2 août 1989 por-
tant dispositions diverses en matière
d'urbanisme et d'agglomérations
nouvelles.

UN ARRÊTÉ

• Du 31 juillet 1989 relatif à la
mise en œuvre du plan de chasse.

UNE CIRCULAIRE

• Du 2 août 1989 relative à
l'application de la loi n° 89-548 du
2 août 1989 relative aux conditions
de séjour et d'entrée des étrangers
en France.

Économie

SOMMAIRE

■ Dans la bataille Suez-Victoire, les regards se tournent vers Paribas qui pourrait jouer les « chevaliers blancs » (lire ci-dessous). ■ La baisse de la consommation est l'élément le plus notable de la conjoncture

américaine ces dernières semaines (lire page 19). ■ La loi relative à la prévention du licenciement économique est publiée au Journal officiel. Toutes les ambiguïtés ne sont pas pour

autant levées, estime le professeur Dupeyron (lire page 19). ■ Pays riches et pauvres sont inégaux aussi devant le téléphone, selon un rapport du numéro un mondial ATT (lire ci-dessous).

L'OPA de Suez sur le groupe d'assurances Victoire

L'ombre de Paribas

Les autorités boursières ont fait savoir, mercredi 9 août, qu'elles rendraient le 18 août leur avis sur l'offre publique d'achat annoncée par Suez sur le capital de la Compagnie industrielle, qui contrôle le groupe Victoire. Ce délai s'explique par la fermeture de la Bourse de Paris du 12 au 15 août inclus. En cas de feu vert de la COB et du Conseil des Bourses de valeurs, les actionnaires de la Compagnie industrielle auraient jusqu'au 18 septembre pour accepter l'offre de la Compagnie financière de Suez (le Monde du 10 août).

Tandis qu'au palais Brongniart l'on prenait connaissance de ces décisions, les deux parties avançaient prudemment leurs pions. Pas question pour M. Jean-Marc Vernes, président de la Compagnie industrielle et patron de Victoire, de se prononcer sur « l'offre inattendue » avant le 18 août. En revanche, il a tenu à préciser qu'il s'était engagé auprès de M. Bérégovoy, ministre de l'économie, « à ce que toute action qu'il mènera preserve une majorité française dans la Compagnie industrielle ». Voilà qui calmera ceux qui voyaient déjà le puissant allié transalpin de M. Vernes, Ferruzzi, investir le premier groupe privé d'assurances françaises. Ce qui ne l'empêchera pas non plus de devenir actionnaire minoritaire s'il y trouve son intérêt et que M. Vernes lui demande de l'aide.

De son côté, la direction de Suez a déclaré à l'agence Reuters que son « opération financière exclut toute opération sur le capital de la Compagnie financière de Suez ». Il fallait le dire : l'action Suez cotait mercredi 355,50 francs, pour 369 francs la veille. Mais c'est également une façon d'annoncer que Suez a déjà les fonds nécessaires pour financer les 23 milliards des OPA sur la Compagnie industrielle, d'une part, et sur Victoire proprement dite, d'autre part.

Tous les regards se tournaient cependant mercredi en direction de deux sociétés fort discrètes qui pour-

raient bien constituer les clefs de l'opération : Centenaire Blanzky et Alsip.

Comme on le constate sur l'organigramme ci-joint, la Compagnie industrielle est en effet entourée de trois groupes d'actionnaires, en dehors des titres détenus par le public : la nébuleuse Vernes (Société centrale d'investissement, Abeille Assurance, Immobilier construction de Paris et l'« ami » Navigation mixte), pour environ 38 %, la Financière de Suez pour un peu plus de 18 % et la Centenaire Blanzky, qui, avec sa filiale Minerais et engrais, contrôle 16 % du capital de la holding clé de Victoire. Pour réussir son OPA sur la Compagnie industrielle, Suez doit bien entendu appâter les porteurs individuels de titres, mais il faut également qu'il

puisse compter sur les 16 % de la Centenaire Blanzky.

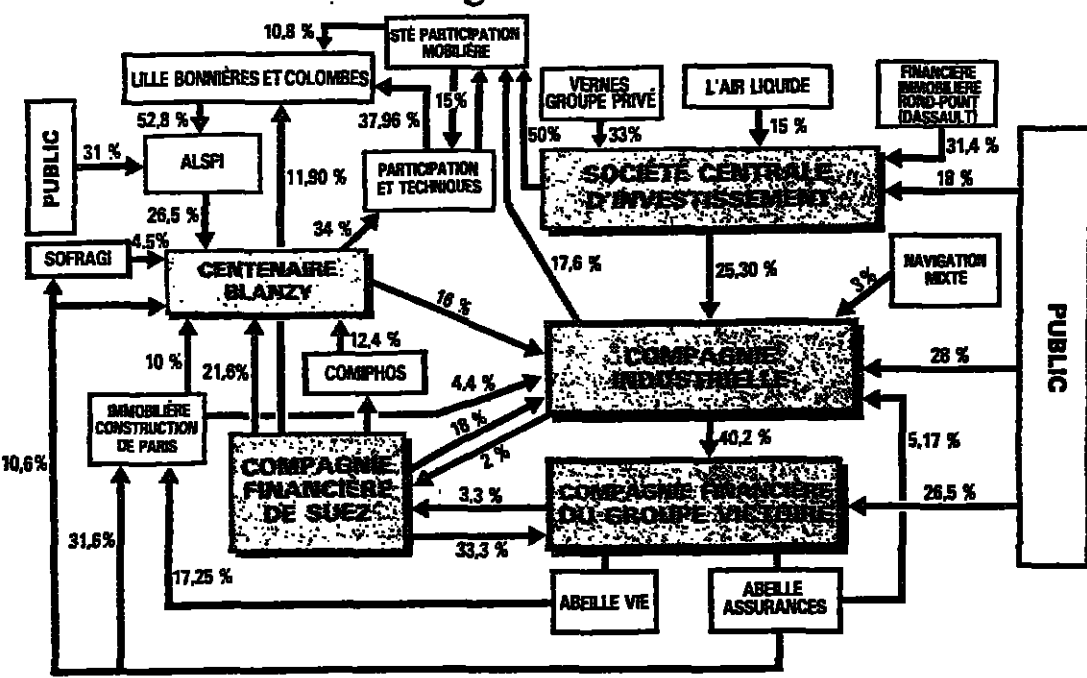
C'est ici que les montages fort compliqués peuvent gêner les financiers de la rue d'Assolvi. A priori, Suez paraît en bonne position pour faire tomber dans son escarcelle les 16 % en question, mais le président de Centenaire Blanzky, M. Ourback, ne passe pas pour être un ami des dirigeants de Suez, et M. Vernes peut fort bien surenchérir.

Cette dernière hypothèse pose le problème de la défense de Victoire : sur quels appuis peut compter M. Jean-Marc Vernes pour tenir tête à Suez ? Ses amis (Dessault, Marc Fournier, de la Navigation mixte, et L'Air liquide) sont certainement bien intentionnés, mais ils sont eux-mêmes engagés dans de coûteux investissements.

Ferruzzi, on l'a vu, paraît hors du champ des intervenants et il a lui aussi beaucoup investi ces dernières années. Or, pour se défendre, M. Vernes a besoin d'au moins 12 milliards de francs, sans compter les fonds nécessaires à l'achat de Colombia. Tous les regards se tournent donc maintenant vers le seul « chevalier blanc » possible qui aurait les reins assez solides pour s'opposer à Suez : Paribas, l'adversaire de toujours de la Financière de la rue d'Assolvi. Peut-il laisser Suez devenir un grand de l'assurance sans réagir ? Peut-il s'engager derrière M. Vernes en prenant le risque de s'attaquer de front à Suez, qui semble bien sûr de lui ? La Bourse en tout cas paraît avoir trouvé la son feuilleton de l'été.

DIPIER POURQUERY.

L'imbricatio Suez-Victoire



Un rapport d'ATT sur la carte mondiale des télécommunications

Le téléphone inégal

(Suite de la première page.)

A l'autre bout de l'échelle, on ne compte que 108 000 téléphones pour près de 46 millions d'Éthiopiens, soit de 2 pour 1 000. Même pénurie chez les Centrafricains, les Soudanais, les Tanzaniens ou les Malgaches. Pire encore, les habitants du Rwanda sont deux fois moins équipés.

Mais il y a un téléphone et une ligne. Toutes les nations n'en sont pas au même degré d'avancement technologique. Loin de là. Ainsi, le système manuel a disparu des pays industrialisés — ou presque puisque la Grande-Bretagne en aurait encore huit millions, selon ATT — mais il domine encore en Namibie (75 %) ou aux Seychelles (49 %). Plus marquée encore, la scission entre les nations dotées de standards de la dernière génération (électronique) et celles ne disposant que de l'avant-dernière (électromécanique). Evidemment, aux États-Unis — chantre de la communication — quatre centraux sur cinq sont électroniques. Sur le Vieux Continent, la France se distingue, puisque 70 % de ses centraux le sont : très en retard à la fin des années 70, elle a sauté une génération de centraux en partant sur l'électronique.

D'autres pays européens n'ont pas eu cette chance : la RFA ou la Grande-Bretagne sont équipées de centraux nettement moins modernes. ATT crédite le premier d'un taux particulièrement faible (1,5 %) et le second de 48,5 % seulement. Même phénomène au Japon où six centraux sur dix sont électromécaniques. Mais les chiffres des pays du tiers-monde sont infiniment plus préoccupants : à une écrasante majorité, ils sont équipés de machines de la deuxième génération (électromécanique). Dans près de 80 % des cas en Afrique (88 % au Kenya, 100 % au Bénin...), en Amérique latine, dans 98 % en URSS aussi, mais dans un cas sur trois à Hongkong, et encore moins en Corée du Sud.

Pourtant, cette simple lecture quantitative n'est pas suffisante. Le rapport permet aussi de retrouver les

zones d'influence des grandes puissances et réserve parfois quelques surprises. On ne s'attendait pas de constater que les Bahamas, les Bermudes ou les îles Caïman téléphonent en priorité aux États-Unis, mais de là à imaginer que cela absorbe entre 70 % et 85 % de leurs appels internationaux !

En Afrique, on retrouve les grands découpages coloniaux — et derrière eux, les affinités linguistiques ainsi, le Gabon appelle surtout la France (un appel sur deux), bien plus que les autres pays africains (le premier, le Sénégal, ne représente que 7,5 % de ses communications). Le Maroc est tourné vers l'Hexagone (60 % en

tions internationales sont infiniment plus ventilées : ainsi, la RFA, premier partenaire commercial de la France, est le pays qui en reçoit le plus de coups de fils. Mais elle lui téléphone bien moins, lui préférant de loin l'Autriche, la Suisse, voire l'Italie. On ne s'attend pas non plus d'apprendre que les pays de l'Est reçoivent la moitié des appels internationaux de l'URSS. Mais, on peut être surpris de constater que les démocraties populaires, elles, se tournent plutôt vers la RFA, l'appelant en moyenne deux à quatre fois plus que le « grand frère ». Les Cubains, pour leur part, téléphonent vingt fois plus aux États-Unis qu'en

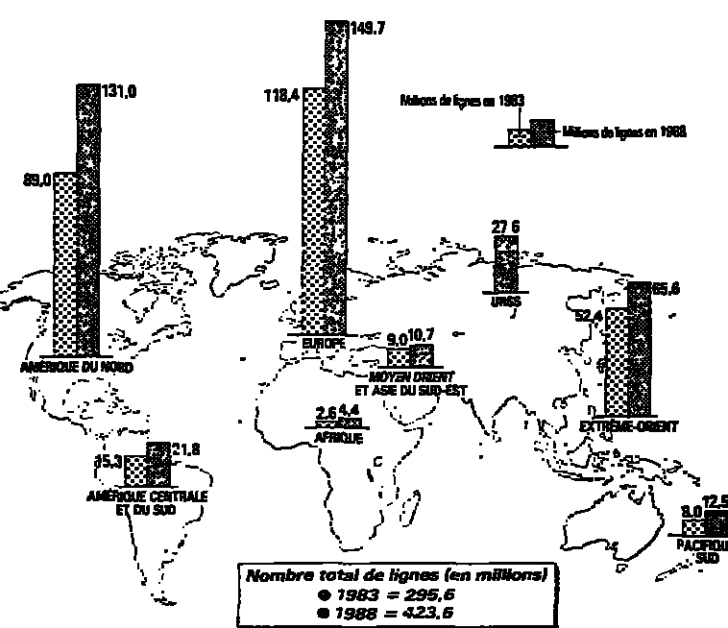
position avec près de trente-trois millions d'appels... à peine moins le chiffre à destination des États-Unis.

Disparités nationales

Inégal dans le monde, le téléphone peut aussi être distribué de manière hétérogène à l'intérieur d'un pays et révéler ses déséquilibres dans l'aménagement du territoire... Le téléphone suit les hommes : en France, une ligne sur cinq est à Paris et quatre sur dix sont concentrées sur Paris-Lyon-Marseille. La France est d'ailleurs le seul pays avec les États-Unis et le Japon à avoir trois villes équipées de plus de 1,5 million de lignes... déséquilibre régional perceptible grâce à ces statistiques : un Milanais sur deux est équipé, contre moins d'un Napolitain sur trois.

On décortique très nettement les mégapoles : un téléphone mexicain sur trois est installé à Mexico, quatre appareils sur dix en Colombie sont à Bogotá... Tokyo est la ville la mieux équipée du monde avec 5,5 millions de lignes (plus que l'ensemble des pays africains recensés par ATT) et 66,5 % des habitants abonnés. Derrière elle, Paris, avec 5,3 millions de lignes, affiche un taux de plus de 50 %. New-York vient ensuite, avec 4,6 millions de téléphone et deux habitants sur trois branchés.

FRANÇOISE VAYSSE.



1987). La Grande-Bretagne reçoit un tiers des appels internationaux passés du Kenya... Les exemples pourraient être multipliés. Signe d'indépendance, dans les pays industrialisés, les communi-

URSS ! Enfin, ici et là, on trouve la trace des travailleurs migrants : l'Algérie est le dixième pays le plus appelé de France, avec près de sept millions de coups de fil en 1988. De RFA, la Turquie arrive en huitième

Coca-Cola et Pernod-Ricard mettent fin à leur conflit

Après un an et demi de conflit, la firme américaine Coca-Cola et le français Pernod-Ricard sont parvenus le 8 août à un accord qui redonne à « Coca » l'entière maîtrise de l'exploitation de ses produits dans l'Hexagone. Coca-Cola a en effet annoncé le rachat de la Société parisienne de boissons gazeuses (SPBG), jusqu'ici filiale de Pernod-Ricard, pour un montant de 890 millions de francs. Le versement d'une réserve sur bénéfice et d'une participation au résultat net du premier semestre portera la transaction à plus d'un milliard de francs. La SPBG et ses filiales, qui emploient neuf cents personnes, embouteillent et distribuent les produits Coca-Cola sur les territoires de Lille, de Lyon, de Marseille, de Nancy, de Paris et de Rennes. La firme américaine exploitait déjà depuis 1983 les zones de Bordeaux, d'Orléans et de Vichy.

Depuis 1947, Pernod-Ricard était concessionnaire des marques Coca-Cola en France (notre Coca-Cola figurent Sprite, Fanta et Finley).

Les licences permettaient en principe au groupe français d'exploiter à Paris et à Rennes les marques de Coca-Cola jusqu'en l'an 2000 et 2001. En janvier 1988, la firme américaine, souhaitant reprendre le contrôle de ces activités, avait ouvert des négociations avec Pernod-Ricard, qui s'étaient rapidement dégradées. Les propositions de Coca-Cola étaient jugées « tout à fait insuffisantes » par la partie française. Pernod-Ricard effectuait 8 % de son chiffre d'affaires (1,5 milliard de francs) et réalisait 10 % de son résultat net sur les produits de la marque en question. L'affaire avait été portée devant les tribunaux après que Coca-Cola avait décidé, unilatéralement, de rompre certains contrats. L'accord conclu met un point final au conflit et donne surtout à la firme américaine une implantation plus forte et plus directe en France, clé du marché européen des boissons non alcoolisées, marché en pleine ébullition.

BILLET

Automobile

Excès de prudence

Est-ce parce qu'ils craignent un retournement négatif de la conjoncture ? Est-ce parce qu'ils redoutent l'arrivée des Japonais après 1992 et qu'ils évitent en conséquence de mettre en service des lignes de production qu'ils seraient à fermer dans trois ans ? Est-ce parce qu'ils privilégient l'exportation ? Les statistiques sur l'année 1989 permettront de trancher entre ces hypothèses. En tout cas, les chiffres d'immatriculations de juillet qui viennent d'être publiés confirment l'évolution du premier semestre : fautes de capacités suffisantes, les constructeurs français d'automobiles n'arrivent pas à satisfaire la demande et ce sont Volkswagen, Ford, Fiat et tous les importateurs qui en profitent.

En juillet, le marché ne s'est pas ralenti, avec 220 500 immatriculations (+ 5,1 %). Les groupes étrangers ont conquis 43,2 % des ventes, contre 28,8 % pour Renault, qui se retrouve devant Peugeot SA avec 28,1 %. Le groupe de M. Jacques Calvet a même souffert d'une baisse de ses ventes (- 0,5 %) en raison d'un retard de Peugeot (- 6,5 %). Citroën ayant au contraire gagné 11 %. Peugeot explique ce revers par ses succès à l'exportation et affirme qu'il produira cette année 1,4 million de voitures, pour 1,28 million en 1988. Un gain de 100 000 conforme au plan du groupe PSA d'accroître sa production de 400 000 pour la porter à 2,6 millions, en trois ou quatre ans.

Sur les sept premiers mois de 1989, les importations ont pris 37,2 % du marché contre

38,2 % pour la même période de 1988, soit un gain de un point. Renault atteint une part de 28,6 % du marché intérieur, il perd 0,3 point et PSA, à 34,2 %, perd 0,8 point. Sur l'année entière, on s'attend désormais à un nouveau record avec quelque 2,3 millions de voitures vendues. Un point de part de marché « perdu » représenterait donc 230 000 voitures, soit des importations supplémentaires de 15 ou 20 milliards de francs.

Les groupes français progressent, certes, ils vendent plus de voitures en 1989 qu'en 1988. Mais ils en vendraient encore plus s'ils pouvaient les produire. Contraints par des goulots d'étranglement, ils doivent choisir entre préserver leur marché intérieur et gagner des parts à l'étranger. Ils choisissent, avec raison, le second part, mais le malheur est de devoir choisir. Or ces « goulots », voilà deux ans que les constructeurs — en particulier Peugeot — en parlent, mais apparemment sans jamais parvenir à les faire disparaître. Faute de croire vraiment au prolongement du boom actuel.

Il n'est pas sûr qu'ils aient tort d'être prudents, même si, à trop craindre les Japonais en 1993, on fait le lit de Volkswagen et de Ford. Mais on ne peut manquer de penser que toute l'industrie française réagit à leur image : elle investit vite et fort, mais la consommation des Français est repartie plus fort encore. D'où un déficit commercial qui à ce compte-là ne se résorbera pas.

E.L.B.

Echec des négociations américano-coréennes sur l'acier

Les négociations américano-coréennes sur les restrictions imposées aux importations d'acier aux États-Unis, se sont achevées mercredi 9 août sur un échec, après avoir duré deux jours. Des sources officielles, la Corée estime que la décision américaine de prolonger de deux ans et demi ses quotas dans l'acier est « injustifiée ». En outre, elle estime qu'elle est contraire à un accord conclu lors de la création d'un « joint-venture » entre le coréen Pohang et l'américain US Steel. La Corée du Sud a importé au premier semestre 541 000 tonnes, soit 13,5 % du total des importations américaines d'acier. — (AFP.)

EN BRIEF

● **Bouygues off shore va construire un terminal de gaz en Turquie.** — Un consortium franco-turc composé de la société Technigaz (filiale de Bouygues off shore) et de la société turque STFA a signé à Ankara le 7 août, avec la société d'Etat turque Botas, un contrat pour la construction d'un terminal de gaz naturel liquéfié. Ce terminal sera situé sur les rives de la mer de Marmara, à 70 kilomètres d'Istanbul. Il permettra de stocker plus de 250 000 mètres cubes de gaz naturel liquéfié en trois réservoirs. Le montant du contrat est de 217,8 millions de dollars (1,4 milliard de francs), dont plus de 150 millions de dollars (960 millions de francs) pour la part française.

● **La Générale des eaux entre dans le capital du Gymnase Club.** — La Compagnie générale des eaux vient de prendre une participation de 22 % dans le groupe de loisirs sportifs Gymnase Club. La prise de participation s'effectue par la bourse de Paris. La Générale des eaux, qui prend 22 % de la holding Cileco (Compagnie d'investissement de loisirs sportifs), société nouvellement créée, contrôlée à 57 % par les fondateurs de Gymnase Club SA. Le solde — soit 21 % — est aux mains du groupe Fininvest.

INSOLITES

La prise de la pastille

La firme pharmaceutique Sterling Winthrop, filiale française du groupe américain Sterling Drug (Kodak), a décidé de fermer l'unité de fabrication des pastilles Valda, installée à Diappe (Seine-Maritime), qu'elle avait rachetée en 1985. Les trente-neuf employés vont se voir proposer une reconversion dans le cadre du FNE. Mais les célèbres pastilles Valda, que nos grand-mères utilisaient déjà pour soigner leurs maux de gorge, ne vont pas pour autant disparaître. Winthrop a confié leur fabrication sous licence à une autre firme pharmaceutique, Aspro Nicholas (groupe américain Sara Lee). Elles seront ensuite mises en boîte dans l'usine que Winthrop possède à Dijon (Côte-d'Or).

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Économie

ETRANGER

Fraudes sur la viande au Danemark Enlevez le bœuf, c'est du porc

COPENHAGUE
de notre correspondant

La Commission européenne réclame à quatorze firmes danoises la restitution de 96 millions de couronnes (environ 75 millions de francs) d'aide à l'exportation indûment perçus. Il a été constaté en effet que les conserves de porc et les saucissons vendus ces dernières années par ces firmes ne contenaient pas le porc de viande requise qui donne droit à bénéficier de telles subventions, mais un porc beaucoup trop élevé de protéines diverses (surtout de protéines végétales) y avait été mêlé. Les quatorze firmes mises en accusation protestent de leur entière bonne foi : elles rejettent la responsabilité sur l'usine (la société Flagtagard de Bindslev) qui fabriquait les produits incriminés. Or, cette usine vient de déposer son bilan à la suite d'un autre scandale.

Certains importateurs des émirats du Golfe avaient découvert l'hiver passé de la viande de porc (impure aux yeux des musulmans) dans des conserves censées ne contenir que du

bœuf. Les marchés du monde arabe leur ont été fermés du jour au lendemain. Résultat : une perte de quelque 90 millions de francs par an. Cette situation a profité aussitôt à d'autres : le Brésil, en particulier, n'a pas été long à prendre la relève du Danemark pour les approvisionnements en viande du Proche-Orient.

La direction de l'usine proteste de son innocence ; elle entend faire porter le chapeau de cette triste histoire aux contrôleurs vétérinaires du ministère de l'Agriculture dont la négligence et l'incompétence seraient la source de ces regrettables erreurs.

En fin de compte, qui paiera les dégâts ? Cette succession d'incidents, montée en épingle par la presse, a alerté les associations de consommateurs danoises : même la viande hachée est suspectée. Plusieurs supermarchés du Jutland ont déjà été frappés de lourdes amendes parce que le porc bœuf haché était mélangé à 50 % de viande de porc, le prix du porc étant très inférieur à celui du bœuf.

CAMILLE OLSEN.

Le ralentissement de l'activité aux Etats-Unis

La Réserve fédérale craint un arrêt de la croissance

(Suite de la première page.)

Que peut-on constater à l'heure actuelle sinon que l'activité va en se ralentissant. Le PNB a progressé de 1,7 % en rythme annuel au deuxième trimestre de 1989, contre 3,7 % au cours des trois mois précédents ; la Maison Blanche a révisé en baisse le mois dernier ses prévisions de croissance pour l'année en cours, à 2,7 % contre 3,5 % précédemment. Pour 1990, elle table sur 2,6 %.

De son côté, la croissance des bénéfices des entreprises américaines a été ramenée à 4 % au deuxième trimestre, par rapport à la même période, l'an dernier, contre 10 % entre janvier et mars, et surtout contre 20 % au cours des trois derniers mois de 1988 (1). Dans certains secteurs, l'automobile en particulier, les bénéfices diminuent et des réductions de production sont annoncées. Dans certaines régions, comme celle de Philadelphie, une fraction importante des industriels fait état d'une activité en baisse. Selon le rapport de la Réserve fédérale publié mercredi, seul le Texas qui a vécu ces dernières années sa propre récession, échappe à la baisse généralisée de la demande.

Mais l'indicateur le plus marquant du ralentissement de l'activité américaine provient incontestablement de la consommation, secteur étroitement associé au boom économique des années 80, qui a permis aux Etats-Unis de connaître le plus long cycle d'expansion de l'après-guerre. Depuis quelques mois, les ventes de détail s'orientent nettement à la baisse, et la demande de crédits à la consommation se ralentit.

Tout, tout de suite

Alors que les autorités américaines ne s'inquiètent plus que mollement de l'explosion de la consommation des dernières années, ayant constaté que la gestion du double déficit (budgétaire et commercial) n'était pas si malaisée en période de croissance soutenue, le directeur du budget, M. Richard Darman, a récemment lancé un coup de semonce. Affirmant sans ambages que les Etats-Unis étaient devenus tellement « autocomplaisants » qu'ils risquaient de perdre « leur place historique et leur mission », M. Darman a dénoncé le phénomène du « now-ness » (tout, tout de suite). « Comme les enfants gâtés des publicités des années 50, récemment rediffusées, nous sommes sur le point de pousser un hurlement collectif », se veut maintenant-il, « à-t-il lancé. Illustrant cette boulimie de consommation qui effraye tant M. Darman, l'auteur d'un récent article du magazine américain Newsweek (2), a calculé qu'entre 1983 et 1988 les Américains avaient acheté 62 millions de fous à micro-ondes, 63 millions de

magnétoscopes, 88 millions d'automobiles, 105 millions de téléviseurs couleur pratiquement un par ménage (3). Selon lui, cette frénésie de consommation apparaît désormais au passé, en partie parce que les besoins ont été largement satisfaits, et en partie parce que la génération du baby-boom, la plus dépendante, rejoint désormais la fraction plus âgée de la population.

Si le boom de la consommation est fini, comment expliquer alors les préoccupations actuelles des dirigeants américains à son égard ? C'est que rien ne pourrait être pire qu'un maintien de la demande à un niveau élevé en cas de ralentissement très marqué de la production. Car alors la tristement célèbre stagnation des années 70 (croissance nulle assortie d'une inflation élevée) ne pourrait manquer de se reproduire. En outre, les appels des dirigeants visent clairement à encourager l'épargne ; le taux d'épargne des Américains s'est nettement redressé en 1988, par rapport au niveau historiquement bas de 3,8 % du revenu en 1987. Il est maintenant de 5,5 %. Or la poursuite de ce redressement est absolument nécessaire pour le financement des dépenses publiques et de l'investissement.

Le problème numéro un

En cas de récession, les recettes fiscales tirées des entreprises se ralentissent, alors que le ralentissement de la croissance de l'investissement, déjà observé dans certains secteurs, et anticipé dans d'autres en raison du faible niveau de la trésorerie d'un grand nombre de firmes, s'accroîtra. Les Etats-Unis devront, dès lors, compter largement sur l'épargne intérieure pour qu'un nouveau cycle de croissance économique s'enclenche. D'autant plus que d'autres pays industrialisés, qui devraient à terme être, eux aussi, touchés par le ralentissement de l'activité, ne pourront plus fournir autant de capitaux à l'Amérique qu'ils l'ont fait au cours des dernières années.

Dans un récent discours, M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, n'hésitait pas à affirmer que l'épargne était le problème économique numéro un des Etats-Unis. Dans le même discours, il affirmait qu'il ne pensait pas que l'économie américaine allait s'engouffrer dans la récession. Il ne manquait cependant pas de rappeler que les prévisions en matière économique sont souvent dangereuses.

FRANÇOISE LAZARE.

(1) Estimations du Wall Street Journal effectuées sur la base des résultats déclarés par six cent quarante-trois entreprises américaines.
(2) Newsweek du 10 juillet.
(3) Il y avait en 1984 85,4 millions de ménages américains.

SOCIAL

L'Etat participera au financement du crédit formation pour les salariés

Dans une lettre adressée le 27 juillet aux partenaires sociaux, M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, confirme la tenue d'une table ronde en septembre sur la mise en place du crédit formation pour les salariés adultes sans qualification, le dispositif ayant déjà été organisé pour les jeunes demandeurs d'emploi. La CGC, la CFDT et le CNPF avaient récemment critiqué avec vivacité les méthodes de concertation de M. Laignel (Le Monde du 28 juillet).

D'emblée, M. Laignel fait allusion à ses difficultés avec les partenaires sociaux en soulignant que « la formation professionnelle combine depuis plus de vingt ans les apports de la négociation sociale et ceux du travail législatif ». « Notre action commune, ajoute-t-il, n'aurait rien à attendre d'une querelle de préséance ou serait opposée les vertus de la négociation à l'efficacité de la loi ». Le secrétaire d'Etat estime que « les capacités de l'offre de formation » comme « les moyens considérables à mobiliser » interdiraient d'envisager une « généralisation immédiate » du crédit formation. Pour les jeunes demandeurs d'emploi, cent mille jeunes devraient être concernés pour un coût en année pleine de 4,5 milliards de francs.

M. Laignel veut maintenant étendre le dispositif aux salariés sans qualification professionnelle reconnue, en faisant du congé individuel de formation (qui concerne de 25 000 à 30 000 personnes par an) « le support du dispositif ». Le doublement des résultats individuels lui paraît être « un objectif réaliste et ambitieux ». L'Etat, écrit-il, est prêt pour sa part à accompagner selon des procédures et des règles de participation à débattre l'effort supplémentaire qui serait envisagé par les gestionnaires du dispositif. « Pour les salariés adultes », le financement complémentaire à mobiliser serait de l'ordre de 1 milliard de francs. « A titre exceptionnel », l'Etat pourrait contribuer à un élargissement du congé individuel « dans la perspective du crédit formation », cet effort s'ajoutant aux financements déjà consentis. Mais les entreprises devraient également entreprendre un « effort supplémentaire ».

M. Laignel, dans sa lettre de huit pages, invite également les partenaires sociaux à débattre de la mise en place du crédit formation pour les entreprises de moins de dix salariés. Le secrétaire d'Etat présente en conclusion sa lettre comme « un matériau de départ » pour la table ronde de septembre : « Il peut servir de base à un éventuel relevé de conclusions communes, trouvant sa traduction dans les textes contractuels, réglementaires ou législatifs ultérieurs ». Le crédit formation, qui a pour but de déboucher sur une qualification reconnue, devrait être par la suite étendu aux demandeurs d'emploi adultes et aux chômeurs de longue durée.

POINT DE VUE

Qu'est-ce donc qu'un licenciement pour motif économique ?

La loi du 2 août 1989 « relative à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion » a été publiée au Journal officiel du 8 août. Ce texte stipule notamment que « constitue un licenciement pour motif économique le licenciement effectué par un employeur pour un ou plusieurs motifs non inhérents à la personne du salarié résultant d'une suppression ou transformation d'emploi ou d'une modification substantielle du contrat de travail ».

par Jean-Jacques Dupeyroux

QU'EST-CE qu'un licenciement pour motif économique ? Au fond, la question est saugrenue. Sauf dans les très rares hypothèses où un salarié — parce que syndiqué, homosexuel, etc. — est renvoyé pour des raisons qui n'ont rien à voir avec ses mérites, tous les licenciements ne trouvent-ils pas leur cause dans l'indisponibilité, plus ou moins appréciée, de l'entreprise, qu'il s'agisse de supprimer un emploi ou de remplacer un collaborateur par un autre supposé plus performant ? Question cependant incontournable dans la mesure où les licenciements « pour motif économique » se sont vu conférer un régime juridique particulier : conventions individuelles de conversion, plan social, procédure spéciale de consultation des représentants du personnel...

En gros, il existe deux approches. Celle de la jurisprudence française (Cour de cassation et Conseil d'Etat), qui s'est efforcée de lier la notion de licenciement pour motif économique à la suppression de l'emploi ou du poste. Et celle de la directive communautaire du 17 juin 1975 sur les restructurations, qui recherche un critère distinctif sur le plan des motifs : « Les licenciements effectués par un employeur pour un ou plusieurs motifs non inhérents à la personne des travailleurs ».

Ces deux approches, qui ne se recoupent pas totalement, ont été réunies dans la définition quelque peu tarabiscotée retenue par la loi Solson : « Constitue un licenciement pour motif économique le licenciement effectué par un employeur pour un ou plusieurs motifs non inhérents à la personne du salarié résultant d'une suppression ou transformation d'emploi ou d'une modification substantielle du contrat de travail, consécutives notamment à des difficultés économiques ou à des mutations technologiques ». Ouf ! L'ai-je bien descendu ?

M. Solson ! Cette définition, on le voit, reprend d'abord les mots mêmes de la directive bruxelloise. Aussitôt après, la source se fait délta. D'un côté, elle se prolonge dans le critère de la jurisprudence française : suppression de l'emploi, ou transformation revenant à une telle suppression.

Utilité précieuse, car en cas de renvoi lié à la transformation d'un poste due à des mutations technologiques, le critère du motif non inhérent à la personne du salarié pourrait susciter d'interminables disputes : certains seraient tentés de dire que si l'intéressé est congédié, c'est justement parce qu'il est inapte à s'adapter aux nouvelles exigences... Par ailleurs, indépendamment des avatars subis par l'emploi, le licenciement pour motif économique peut résulter d'une « modification substantielle » du contrat de travail. Sous-entendu : modification sans rapport avec les performances ou contre-performances des intéressés et refusée par eux.

Cette première allusion légale à la théorie de la modification substantielle des contrats appelle diverses observations.

1) Par hypothèse, le critère de la suppression de l'emploi devient hasardeux dès lors que cette suppression est elle-même incertaine... Exemple très banal : une entreprise en difficulté décide de supprimer une prime prévue par les contrats de travail. Si certains salariés refusent cette « modification substantielle » de leur contrat, pas de problème : la rupture sera imputable à l'entreprise ; mais s'ils s'agit d'un licenciement économique ? Certains arrêts du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation s'étaient refusés à l'admettre, au motif que dans un tel cas il n'y a pas de suppression d'emploi, mais simplement rémunération moindre... des mêmes emplois ! Licenciements donc, mais pas économiques ! Arrêts applaudis par d'éminents juristes selon lesquels le régime spécifique des licenciements pour motif économique ne serait ici applicable qu'au prix d'artifices excessifs : dans le cas de ruptures ainsi liées à la suppression d'une prime, quel sens prêter aux conventions de conversion ou au « plan social » ?

Perplexités intéressantes... mais qui, systématiquement, permettraient aux entreprises de contourner le droit des licenciements économiques en usant systématiquement de modifications contractuelles inacceptables ; la « définition Solson » tranche la question.

2) Les ruptures résultant de « modifications substantielles » du contrat de travail pouvant donc trouver leur place dans une notion élargie de licenciement pour motif économique, reste à savoir si ce droit, dont le plus large pan — la consultation du comité — vise des licenciements seulement envisagés, leur est bien adapté (1).

La référence expresse à de telles ruptures dans la nouvelle définition s'accompagne d'une référence implicite à un scénario dans lequel le seul refus des intéressés ne rompt pas lui-même les contrats, mais renvoie la balle à l'employeur : à lui, s'il maintient sa démarche, de congédier les récalcitrants en respectant alors

toutes les exigences légales relatives aux licenciements pour motif économique. Scénario cohérent : c'est le seul qui soit a priori compatible avec ces exigences. Encore faut-il qu'il puisse recevoir application...

Reprenons l'exemple de l'entreprise — ou de l'acquéreur d'une entreprise — qui entend supprimer une prime, mais en supposant cette fois que la prime fait l'objet d'un usage sans être expressément prévue par les contrats de travail, ce qui est extrêmement fréquent. La Cour de cassation admet que, du fait de l'usage, cet avantage s'est bien incorporé dans les contrats... mais que l'usage peut néanmoins être révoqué par l'employeur, à la double condition qu'il respecte un délai de prévenance permettant une négociation éventuelle avec les représentants du personnel — on ne sait pas trop lesquels ni quelle peuvent être les effets de cette négociation sur les droits individuels... — et qu'il notifie sa décision à chacun des intéressés. Soit !

Ceux-ci pourraient invoquer la modification substantielle de leur contrat et sa rupture par l'employeur ? Sans se montrer trop péremptoire, car tout, ici, est incertain, il est permis de le penser ; sinon, à quel bon les notifications individuelles ? Mais attention : dans ce deuxième scénario, la balle revient dans le camp de l'employeur. Les notifications individuelles et le délai de prévenance suffisent — en l'état actuel de la jurisprudence... — à rendre sa décision de révocation de l'usage « opposable » aux bénéficiaires de l'avantage litigieux. C'est donc à prendre ou à laisser : ou bien ils s'incitent, ou bien ils partent, au frais de l'entreprise. Mais alors, comment faire application à ces ruptures — pour autant imputables à l'entreprise et sans rapport avec la personne des intéressés... — des dispositions légales — consultation du comité — visant les licenciements non encore effectués, simplement projetés ? Cela paraît difficile... En revanche, il ne serait pas inconcevable de faire bénéficier les récalcitrants de conventions de conversion. Faut-il écarter en bloc le droit de licenciement économique ? Fractionner ? La réponse n'est pas évidente alors qu'il s'agit dans cet exemple — parmi d'autres — de péripéties quotidiennes.

Récapitulons (2) : il ne paraît pas heureux que le législateur, se déchargeant de ses responsabilités sur des tribunaux facilement désarmés, laisse en état d'apesanteur juridique les difficultés épineuses, parfois abracadabrantes, soulevées par la modification des contrats de travail. Employeurs et salariés ont besoin, à cet égard, de principes sûrs, énoncés par le code du travail.

(1) Voir l'article du Monde du 25 mai.
(2) Idem.

EN BREF

● Le sauvetage des caisses d'épargne américaines. — Le président George Bush a signé, mercredi 9 août, la loi sur la restructuration des caisses d'épargne, donnant ainsi le coup d'envoi à la plus vaste opération d'assainissement de l'histoire du gouvernement américain. 169 caisses de dollars seront ainsi déboursées pour remettre à flot un système d'épargne affaibli par des années d'investissements hasardeux, de mauvaise gestion et de malversations. Cinq cents caisses actuellement en faillite — sur un total de trois mille aux Etats-Unis — perdent ainsi de 20 à 30 millions de dollars par jour. M. Nicholas Brady, le secrétaire d'Etat américain, s'est félicité de l'adoption d'un tel plan qui, a-t-il déclaré, pourrait rendre plus aisée une baisse des taux d'intérêt.

● AFRIQUE DU SUD : grèves des ouvriers noirs qui réclament des hausses salariales. — Trois des sept constructeurs automobiles sud-africains sont paralysés par une grève d'ouvriers noirs qui réclament des augmentations de salaires. Les grèves affectent Toyota, numéro un de l'industrie sud-africaine, qui a licencié, lundi 7 août, 3 600 ouvriers à son usine de Prospecton (Natal), Volkswagen et Sanco (qui regroupe Ford, Mazda et Mitsubishi).

La compagnie Eveready, fabricant de batteries, a annoncé le lock-out de 800 ouvriers, là encore en raison d'un différend salarial, et la compagnie américaine Goodyear a licencié mardi 1 145 ouvriers.

L'usine Volkswagen située à Veenendaal, dans l'est de la province du Cap (sud du pays), a été fermée par la direction, le 1^{er} août, en raison de la grève de 5 500 ouvriers (sur des effectifs de 8 500 personnes).

OFFRES D'EMPLOIS

INFORMATIS

Techniques de pointe
Projet pour les Olympiques

20 INGENIEURS HARD OR SOFT

Pratique du micro 8 et 16 bits, langage C et Pascal, connaissances réseaux

CHEFS PROJETS ANALYSTES

BAC + 4
BON 4322X
M. Terry Moore 43-27-88-22.

DEMANDES D'EMPLOI

Copie adressée
30-38 rue de la République
place GÉRANT appétit
Boulevard de la République
Tél. 47-88-77-33.

capitaux propositions commerciales

Aussi est un système financier de chauffage par plafond de haute qualité. Nous recherchons pour ce système un agent commercial pour la France. Nous espérons une réponse rapide de préférence en anglais, adressée à S.I. Trading de Gland, chemin 5 E, CH-1010 Gland, Suisse, ou par télécopie numéro + 358 0 682 1094.

villegiature

DRISCOLL HOUSE-HOTEL
200 chambres simples
200 suites doubles
Tél. 43-36-45-11 (sept 18 h).

RECHERCHE APPPTS

Particulier recherche appartement 2 ou 3 pièces, vloger libre, meublé, parking complet.
Tél. 43-36-45-11 (sept 18 h).

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

14^e arrdt
EXPERTISE GRATUITE
ETUDE DUVERNET
46-41-11-00.

15^e arrdt

ACHETE COMPTANT IMMOBILES
MEME OCCUPES
M. BRUNET 45-41-11-00.

SUFFREN-LOWENDAL

LUXEUX 4 P. 30 m²
Double exposition
PROGEM 45-75-88-07.

17^e arrdt

SORTIE M²
Puis 1000, état neuf, sol, crédit possible 242 000
PPTARE 46-37-39-95.

appartements achats

Particulier recherche appartement 2 ou 3 pièces, vloger libre, meublé, parking complet.
Tél. 43-36-45-11 (sept 18 h).

villegiature

DRISCOLL HOUSE-HOTEL
200 chambres simples
200 suites doubles
Tél. 43-36-45-11 (sept 18 h).

RECHERCHE APPPTS

Particulier recherche appartement 2 ou 3 pièces, vloger libre, meublé, parking complet.
Tél. 43-36-45-11 (sept 18 h).

locations non meublées offres

Région parisienne
SAINT-CLOUD HIPPODROME
Pond Compagnie Assurances
SITUATION EXCEPTIONNELLE
100 APPTS NEUFS
DU 2 AU 6 PIÈCES
Loggias - Terrasses
Jardins d'hiver
Superbe jardin intérieur
BAL 5 ANS
SÉRIEUSES RÉFÉRENCES
EXIGES
Sur place de 11 à 19 h tous les jours même le dimanche
2/4 rue Francis-Chevillon
CINE 43-20-28-28.

bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés
et tous services 43-55-17-50.
S^Y CHAUSSE D'ANTIN
80 m² de bureaux, bureaux, réfectif, neuf, asc., standing
tous services
Mme Maréchal, 43-55-01-82.

locations non meublées offres

Région parisienne
SAINT-CLOUD HIPPODROME
Pond Compagnie Assurances
SITUATION EXCEPTIONNELLE
100 APPTS NEUFS
DU 2 AU 6 PIÈCES
Loggias - Terrasses
Jardins d'hiver
Superbe jardin intérieur
BAL 5 ANS
SÉRIEUSES RÉFÉRENCES
EXIGES
Sur place de 11 à 19 h tous les jours même le dimanche
2/4 rue Francis-Chevillon
CINE 43-20-28-28.

pavillons

Cause mutation vend maison plain-pied 100 m² grand séjour avec cheminée 2 chambres, véranda, garage 2 voitures.
Situé à 3 km de St-Clément Ligne C RER sur beau terrain paysagé 1 800 m²
Prix 850 000 F
Tél. 54-66-02-22.

immeubles

Importante société d'investissement achète cdt immeubles, appart, pavillons. Paris et banlieue. Prix élevés et justifiés. 43-38-48-42.

maisons individuelles

Maison 200 m² hab., 700 m² terrain, 6 chambres, équipée. Dans village, toutes commodités. Prix 600 000 F. A 15 minutes de Rennes. Pré : 700 000 F. Tél. : (16) 96-78-51-33.

مكتبة لاجل

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Japon : le gouvernement de M. Kaifu. 4 Chine : les exclusions des intellectuels du PC se poursuivent. 5 Après l'attaque-suicide au Liban sud, le cheikh Fadallah annonce d'autres opérations.	6 Point de vue : « Le retour des mythes », par Louis Favoreu. - Communication : après le rapport sur la concentration au cinéma, les salles indépendantes réclament une nouvelle loi.	7 Les incendies dans le sud de la France. - Football : la défaite d'Auxerre devant Zagreb. 8 Deux cent cinquante mille jeunes sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle. - Le blanchiment des narcodollars.	15 Expositions : Wilfredo Lam à la Maison de l'Amérique latine; Gaston Chassaing à Carroussel. - Danse : Contes d'exil, une initiative française à New-York.	18 L'OPA de Suez sur le groupe Victrola. - Fin du conflit Coca-Cola Paroody-Ricard. 19 « Qu'est-ce qu'un licenciement économique ? » : un point de vue de M. Dupuyroux. 20-21 Les marchés financiers.	Abonnements 6 Annonces classées 19 Carnet 17 Loterie nationale, Loto 17 Météorologie 14 Mots croisés 14 Radio-Télévision 14 Spectacles 16	Les résultats des grandes écoles : 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tazes LM

RFA : l'afflux des réfugiés est-allemands

Les tractations entre Bonn et la RDA pourraient être longues

La situation des cent trente et un Allemands de l'Est réfugiés depuis le week-end dernier dans les locaux de la représentation permanente de la RFA à Berlin-Est était bloquée jeudi 10 août. Celle des cent à deux cents autres personnes qui se trouvent dans les ambassades ouest-allemandes à Budapest et Prague n'a guère évolué non plus. A Bonn, on ne prévoit pas de règlement rapide de l'affaire.

BONN
de notre correspondant

Le gouvernement ouest-allemand a expressément demandé, mercredi 9 août, aux Allemands de l'Est de cesser d'aller se réfugier dans ses missions diplomatiques pour obtenir le droit de s'établir en RFA. L'exploitation de cette filière - créée, au tour du compte, plus de problèmes qu'elle n'en résout - selon le chef de la chancellerie fédérale, M. Rudolf Seiters. Le contact entre Bonn et Berlin-Est est maintenu au « niveau politique habituel », a-t-il poursuivi, et le chancelier Helmut Kohl, en vacances près de Salz-

bourg, en Autriche, est tenu informé de la situation. Mais il n'a pas pris en main le dossier ni téléphoné au secrétaire général du SED, M. Erich Honecker, lui aussi en vacances.

La situation est bloquée, et rien n'indique qu'elle va évoluer prochainement. Le secrétaire d'Etat au ministère des affaires intra-allemandes, M. Walter Priesnitz, a déclaré qu'il était en contact téléphonique permanent avec M. Wolfgang Vogel, le célèbre avocat est-allemand spécialiste des « questions humanitaires » et grand entrepreneur pour les échanges d'espions entre les deux Allemagnes. Berlin-Est l'a mandaté cette fois encore pour négocier avec Bonn le cas des cent trente et un réfugiés. M. Priesnitz a déjà rencontré M. Vogel lundi soir à Berlin-Est, sans grand résultat. L'avocat a promis l'impunité aux réfugiés, mais ne s'est pas engagé sur leur départ prochain pour la RFA. Les deux hommes doivent se revoir le 16 août seulement.

Bonn s'attend que l'affaire traîne en longueur et rappelle que l'occupation de sa représentation à Berlin-Est en 1984 n'avait été réglée qu'au bout de plusieurs semaines. Au demeurant, la situation politique en

RDA n'a plus aucune commune mesure avec celle de 1984. Le « premier Etat allemand des travailleurs et des paysans » s'est enfoncé dans un glissement imperceptible au processus des réformes prévues en URSS.

Volonté de « dédramatiser »

Pour le gouvernement ouest-allemand, il est clair que ce problème « hautement sensible » ne doit pas obérer les relations intra-allemandes dans leur ensemble, et l'on souligne à Bonn la volonté de « dédramatiser » la situation. A l'heure de la détente Est-Ouest, Bonn n'a rien à gagner à déstabiliser ses relations avec Berlin-Est.

« Nous ne demandons à personne de venir chez nous, mais nous continuerons d'aider tous les Allemands qui viennent nous voir », a dit M. Seiters. Il y a fort à parier que le nombre d'Allemands de l'Est désireux d'aller s'établir en RFA ne va cesser d'augmenter si les dirigeants est-allemands maintiennent leur ligne politique, qui pousse de plus en plus les citoyens à l'émigration. Non seulement ils rêvent de troquer leurs Trabant et leurs Wartburg contre une grosse limousine ouest-

allemande mais, sur le plan politique, leur horizon est complètement bouché, et le tracage grossier des récentes élections municipales montre à l'évidence où se situent les limites de leurs espoirs.

Mardi soir, la situation des réfugiés à Berlin-Est n'avait pas changé par rapport à la veille. La représentation est fermée, rien ne laissant entrevoir sa réouverture prochaine, et les réfugiés dorment dans des lits de fortune. Un diplomate part tous les jours chercher du ravitaillement à Berlin-Ouest et une salle vidéo a été installée pour distraire les enfants.

A propos des réfugiés dans les ambassades ouest-allemandes en Hongrie et en Tchécoslovaquie, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a annoncé, d'une part, que les négociations se poursuivent, et d'autre part, qu'il n'était pas question de fermer la mission de Budapest. En attendant que Berlin-Est rétablisse l'obligation d'un visa pour se rendre en Hongrie, la « filière hongroise » demeure le meilleur moyen pour les Allemands de l'Est de passer sans grand risque à l'Ouest. (Interim.)

IRLANDE DU NORD : le vingtième anniversaire de l'arrivée des troupes britanniques

Les autorités redoutent une flambée de violence

La police a ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de la mort d'un adolescent de quinze ans, Seamus Duffy, lors d'un affrontement dans les quartiers catholiques de Belfast.

Selon certains témoins, le jeune homme aurait été tué d'une balle en plastique. Les tirs venaient d'une jeep de la police. Les autorités se refusent à tout commentaire avant d'avoir pris connaissance des résultats de l'autopsie. Le père de la victime a affirmé, pour sa part, que son fils ne participait pas aux affrontements et qu'il circulait dans un endroit calme lorsque les coups de feu ont éclaté.

Par ailleurs, dans la banlieue de Belfast, un homme et son épouse ont été blessés le même jour par balles. Deux individus ont soudainement attaqué leur domicile à Newton Alley. Selon la police, le couple a été

atteint alors qu'il tentait d'échapper aux agresseurs.

Des incidents se sont produits à l'occasion du dix-huitième anniversaire de la loi sur l'internement sans jugement, abolie en 1975. Les autorités redoutent une nouvelle flambée de violence le week-end prochain qui marquera un autre anniversaire. C'est le 14 août 1969, en effet, que les premières troupes britanniques ont été déployées en Irlande du Nord pour tenter de rétablir l'ordre après une série de sanglants affrontements entre les communistes protestants et catholiques.

Vingt ans plus tard, environ 14 000 soldats britanniques sont toujours stationnés dans la province. Durant cette période, les attentats commis par l'IRA, les heurts avec les forces de l'ordre et entre civils, ont fait près de deux mille morts et trente mille blessés. (UPI.)

ZAIRE

Un nom qui ouvre les portes...

Kinshasa (AFP). — Une mère célibataire zairoise de trente et un ans, se faisait passer pour l'épouse du chef de l'Etat, a réussi à se faire remettre une somme de 2,5 millions de zaires (un peu plus de 40 000 F) par le PDG d'une banque de la capitale avant d'être finalement arrêtée par les services de sécurité, a rapporté, mercredi 9 août, la presse zairoise.

Mme Nkoko Ntanza s'était présentée une première fois par téléphone, il y a deux mois, comme l'épouse du premier ministre zairois, M. Kengo wa Dondo, au responsable de la Nouvelle Banque de Kinshasa et avait ainsi obtenu pour une prétendue nica, qui n'était autre qu'elle-même, une place de caissière dans cette banque. Un mois plus tard, la nouvelle caissière avait rappelé le PDG de la banque et, en se faisant cette fois passer pour Mme Nkoko Ntanza, l'épouse du maréchal Mobutu Sese Seko, lui avait demandé de lui prêter une somme de 2,5 mil-

lions de zaires « afin d'aider un parent dans le besoin ».

Le banquier s'était alors personnellement rendu à une adresse indiquée par la fausse présidente et lui avait remis, en toute confiance, une enveloppe contenant l'argent. Ce n'est que lorsqu'il demanda de se faire rembourser par le gouverneur de la Banque du Zaïre, M. Fay-Fay, comme cela avait été convenu, qu'il s'aperçut de l'escroquerie et de sa légèreté. Après une rapide enquête, les services de sécurité réussissant à confondre l'escroc, qui avait déjà dépensé plus de la moitié de son butin en vêtements et en bijoux. Alors que la jeune femme vient d'être mise à la disposition de la justice, la presse zairoise « déplore vivement le comportement hautement préjudiciable de certains citoyens qui se servent du nom des membres de la famille présidentielle pour se livrer au trafic d'influence ou pour commettre des actes de la morale réprouve ».

SUISSE : les activités des espions de l'Est

Priorité à la haute technologie

BERNE
de notre correspondant

La glasnost et la perestroïka n'ont en rien ralenti l'ardeur des services de renseignement des pays de l'Est, qui se montrent particulièrement actifs en Suisse, constate un rapport publié, mercredi 9 août, par le ministère public de la Confédération. Si, dans l'ensemble, les cas d'espionnage découverts depuis 1980 sont en constante régression, ceux impliquant des agents de l'Est sont en régulière augmentation.

Sur 91 affaires recensées de 1980 à 1988, 65 étaient imputables à des pays de l'Est, soit une proportion de 72 %, alors que les années précédentes celle-ci était d'environ 66 %. Sur 141 personnes mêlées à ces activités, 100 agissaient pour Moscou et ses alliés. Le rapport ajoute que, durant la même période, 24 diplomates et fonctionnaires, dont 17 venant des pays de l'Est, ont été déclarés persona non grata ou expulsés.

Selon le ministère public, les services d'Europe de l'Est cherchent toujours à obtenir des renseignements militaires et politiques,

notamment sur les émigrés, mais leur attention se porte davantage maintenant sur la technologie de pointe, de la technique des ordinateurs à la micro-électronique. Dans ce domaine, note le rapport, « ils opèrent avec persévérance et le goût du risque ».

« L'espionnage au profit des Etats de l'Est, conclut le ministère public helvétique, reste quantitativement et qualitativement la forme d'espionnage de loin la plus pernicieuse, car, contrairement à l'espionnage pratiqué par d'autres pays, il est organisé et soutenu par l'Etat et se développe en partie sous le couvert diplomatique. » Devant un tel constat, la vigilance demeure de mise à Berne. Mais le ministère public déplore le manque d'effectifs : 40 agents à peine sont chargés du contre-espionnage en Suisse.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

MEXIQUE

Un grave accident de chemin de fer fait près de cent morts

Un train transportant quatre cent quatre-vingts passagers a déraillé mercredi 9 août à Puerto del Rio Bamos, sur la côte pacifique, à environ 1 200 kilomètres au nord-ouest de Mexico, a annoncé l'Agence de presse mexicaine Notimex. Selon un secouriste de la Croix-Rouge, l'accident s'est produit quand un pont, que traversait le convoi, s'est effondré au-dessus d'une rivière fortement gonflée par les récentes pluies torrentielles. La locomotive et quatre voitures de passagers auraient basculé dans l'eau. Le dernier bilan fait état de quatre-vingt-dix-neuf morts et de cent sept blessés, dont vingt sont dans un état grave. (AFP, AP, UPI.)

Selon le baromètre BVA-« Paris Match »

Baisse des cotes de popularité de MM. Mitterrand et Rocard

Sondage paradoxal pour le gouvernement : le dernier baromètre BVA-Paris Match (trois mille sept cents personnes interrogées du 17 au 21 juillet) indique une baisse des cotes de popularité de MM. François Mitterrand et Michel Rocard, mais une augmentation du nombre des personnes satisfaites de l'action du gouvernement. Les cotes de popularité de MM. Mitterrand et Rocard ont baissé toutes deux de deux points en juillet par rapport au mois précédent : 58 % des personnes interrogées ont une bonne opinion du chef de l'Etat, 53 % en disent autant du premier ministre ; 44 % de ces personnes se déclarent satisfaites de la façon dont la France est gouvernée, au lieu de 42 % en juin.

La plupart des hommes politiques enregistrent une baisse de leur cote de confiance. A gauche, chute de cinq points pour M. Lionel Jospin (26 %) et de quatre points pour M. Laurent Fabius (32 %). Baisse de quatre points à droite pour M. Giscard d'Estaing (40 %).

M. Chirac, en revanche, progresse de deux points (39 %) et M. Pierre Méhaignerie de cinq points (22 %).

Sexe et politique

Un autre sondage CSA-L'Evénement du jeudi (réalisé du 11 au 18 juillet auprès de mille personnes) précise le jugement des Français sur les rapports entre le sexe et la politique. 73 % d'entre eux estiment que « c'est une bonne chose » que la presse française n'aborde pas ce sujet. La vie sexuelle d'un homme politique semble peu influencer le choix de l'électeur : 67 % des personnes interrogées voteraient « quand même » pour un député menant une vie sexuelle dissolue ; 66 % n'hésiteraient également pas à voter pour un candidat à la présidence de la République « qui a des maîtresses » et 67 % jugent anormal que la carrière d'un ministre puisse être brisée « à cause d'aventures extra-conjugales ».

EN BREF

● Maxwell intéressé par l'activité éditoriale du groupe Harcourt. — Bien que le groupe américain Harcourt Brace Jovanovich (HBJ) ait déclaré, lundi 7 août, n'avoir « ni le besoin, ni l'intention de vendre ses activités d'édition », Maxwell Communications Corporation (MCC) a réaffirmé, le mardi 8 août, son intérêt pour les activités d'édition de HBJ. Le conglomérat, qui doit faire face en 1987 à une OPA de 1,73 milliard de francs, lancée par M. Robert Maxwell, est actuellement obligé de vendre son activité parcs d'attraction afin de rembourser les dettes contractées alors pour contre l'OPA. Le groupe Maxwell se déclare également, « très intéressé » par l'acquisition de tout autre actif que HBJ serait prêt à céder.

● Convocation des collèges électoraux pour les élections sénatoriales. — Le Journal officiel daté du 10 août publie un décret signé par MM. Pierre Bérégovoy, qui assure l'intérim du premier ministre, Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM, convoquant le 24 septembre prochain les collèges électoraux pour les élections sénatoriales organisées à cette date.

Le numéro du « Monde » daté 10 août 1989 a été tiré à 480 460 exemplaires

LUNDI 28 AOÛT
réouverture
CAPÉLOU
LITERIES
CONVERTIBLES
ÉLÉMENTS-BOIS
37 Av. de la République • 11 •

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

(Publicité)
Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'Outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les affections, ISO-FRANCE-FENÊTRES vient pour dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste permet de gagner sucs en climat. Garantie dix ans. Devis gratuit. — Magasin d'exposition, 111, rue Lafayette (10°) M° Gare du Nord, 48-57-18-18.

A C D E F G H

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi
(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138